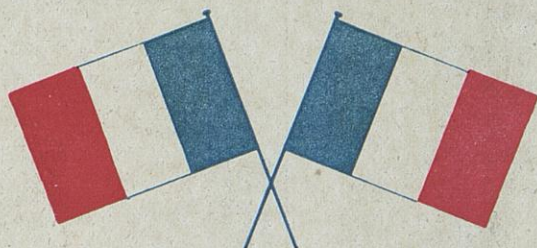


MONDE ILLUSTRÉ



A TOUS LES FRANÇAIS

La France a perdu une bataille!

Mais la France n'a pas perdu la guerre!

Des gouvernants de rencontre ont pu capituler, cédant à la panique, oubliant l'honneur, livrant le pays à la servitude. Cependant, rien n'est perdu!

Rien n'est perdu, parce que cette guerre est une guerre mondiale. Dans l'univers libre, des forces immenses n'ont pas encore donné. Un jour, ces forces écraseront l'ennemi. Il faut que la France, ce jour-là, soit présente à la victoire. Alors, elle retrouvera sa liberté et sa grandeur. Tel est mon but, mon seul but!

Voilà pourquoi je convie tous les Français, où qu'ils se trouvent, à s'unir à moi dans l'action, dans le sacrifice et dans l'espérance.

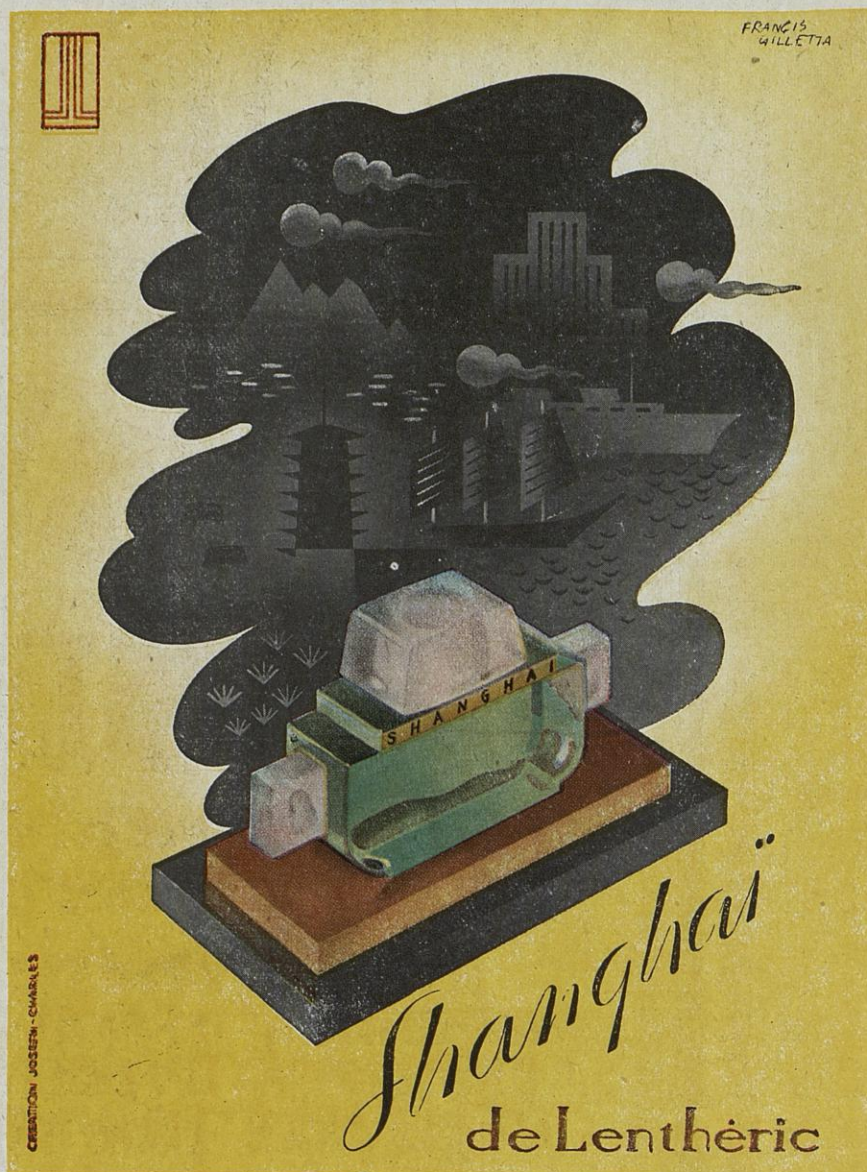
Notre patrie est en péril de mort.

Luttons tous pour la sauver!

VIVE LA FRANCE !

18 JUIN 1940

GÉNÉRAL DE GAULLE



CH. LEMONNIER, 717

USINES: 104. BOUL^D ARAGO. PARIS ET ORLÉANS

Les lames de rasoir



*rasent tous les visages
de France*

GROS: Société **USILAME**, 17 bis, rue Richard-Lenoir - PARIS

LE MONDE ILLUSTRÉ

89^e ANNÉE - N° 4312

16 JUIN 1945

C'EST au soir du 18 juin 1940 que la France commença de prononcer son nom. Un couple d'heures plus tôt il s'était adressé à elle par le truchement de la radio britannique, pour lui dire d'une voix mâle mais saccadée, revêche, évidemment non entraînée à séduire l'oreille des foules, que le fait d'avoir perdu une bataille n'impliquait pas qu'elle eût perdu la guerre, que sa défaite n'était pas définitive et que le conflit en cours, dépassant ses propres frontières, étant d'essence mondiale, la flamme de sa résistance ne pouvait et ne devait pas s'éteindre.

On était alors en pleine tragédie.

La veille, un maréchal de France, aurolé d'une couronne de cheveux blancs et, plus encore : d'une couronne de lauriers gagnée sur le plus sublime champ de gloire du monde, Verdun, avait tenu au peuple angoissé un tout autre langage : « Il faut cesser le combat. Je me suis adressé cette nuit à l'adversaire pour lui demander s'il est prêt, *entre soldats*, et *dans l'honneur*... »

Entre soldats, dans l'honneur...

Au mot terrible d'*armistice*, la France désemparée avait frémi jusqu'aux moelles et son sang lui était remonté d'un coup au visage comme une bouffée de honte.

Où, en cet instant, elle avait eu honte, la France.

Mais il y avait un maréchal de France!...

Et quel était donc ce Gaulle qui, maintenant... Quelque officier ambitieux d'une quelconque mission militaire égarée à Londres par les circonstances?... Dans le tragique tohu-bohu de la débâcle, sa nomination au poste de secrétaire d'État à la Guerre était passée à peu près inaperçue. On ignorait ses traits. On ne savait rien de sa carrière. Et les rares curieux qui, pour en connaître davantage et éclairer leur lanterne du devoir, s'adressaient aux grands chefs en place — vaincus impavides plus préoccupés de pourfendre le régime les ayant portés aux étoiles que de sauver la France, de manœuvrer dans la coulisse que de combattre sur la Loire, de comploter que de lutter, de durer que de mourir — ces curieux honnêtes ne recevaient en réponse que sourires méprisants et haussements d'épaules.

— De Gaulle?... Allons, mon ami, soyons sérieux!

En fait, et à cette heure, il n'était encore pour les hommes de Bordeaux ni « félon », ni « traître », ni « ex », et il ne devait le devenir qu'à compter du 23 juin. Pour le pays... Mais le pays l'écoutait-il qui, à l'époque, ne « prenait » pas encore Londres?...

Et pourtant le miracle se réalisa. Il advint que cet homme inconnu, ayant commencé de prêcher la bonne parole à portée de nos cœurs fraternels, mais qui nous semblait en cet instant aussi lointain que s'il se fût trouvé perdu dans l'immensité des sables de la Nubie, parvint, par la seule force de sa Foi en nos destins, à nous faire entendre la Vérité et à nous ramener sur le chemin du Bon Sens, avec le bon sens du Réel, avec le réel de l'Honneur.

Émouvante croisade! Immense et prodigieuse aventure!

Entre la Légende rappelant une victoire encore fraîche et l'officier « sans nom », la France hésita un instant. Les dures du maréchalat lui en imposaient. Comment découvrit-elle sans trop tarder qu'elles ne servaient plus qu'à masquer les tares d'un homme qui, pour s'aimer trop lui-même, ne l'aimait pas?... D'instinct, peut-on dire. Car ce grand pays foncièrement honnête ne pouvait pas ne pas finir par entendre et suivre la seule voix qui lui tint le langage de l'honnête vérité. Elle l'avait d'abord écoutée avec indifférence ou sans trop y croire, avec ce vieux fond de scepticisme qui lui est propre, en grande dame conservatrice qui, pour avoir tôt goûté le piquant des révolutions, nourrit à l'égard des jeunes inconnus ou des moins de cinquante ans une répugnance solide et n'entend engager son avenir qu'avec des hommes blanchis sous le harnais — surtout quand il s'agit de militaires. Bientôt pourtant, puis chaque jour davantage, cette voix lointaine devint son guide, le pain de son esprit, la lumière de ses jours.

C'est alors, et alors seulement, qu'on vit réapparaître la vraie France.

Hier encore ployée sous les coups du malheur et du mensonge, elle commença de redresser, haletante, farouche et fière, son long buste de fille de la Liberté. Et le monde put s'étonner une fois de plus que cette fille sacrée fantasque et en vérité pure, indomptable, vint apporter à l'homme hier encore ignoré d'elle le meilleur d'elle-même : une vaillance demeurée intacte malgré les revers passagers, un courage décuplé par la tyrannie ennemie et la lâcheté gouvernementale, une volonté retrempée, ferme et lucide.

... C'est que le monde connaissait mal la France — mais que de Gaulle et elle s'étaient reconnus comme fille et fils d'un même lit, d'un même sang, d'une même chair, et aussi de cette devise que chacun d'entre nous cache au fond de son âme sans avoir besoin jamais de l'étaler sur les édifices publics : Honneur-Vérité-Liberté.



18 JUIN 1940 : DE GAULLE VIENT D'ARRIVER A LONDRES AVEC SON OFFICIER D'ORDONNANCE LE LIEUTENANT DE COURCEL

A L'APPEL DU GÉNÉRAL, LE PAYS RÉPONDIT « PRÉSENT »

HOMMAGE A CHARLES DE GAULLE

par Rémy ROURE

CHARLES DE GAULLE, c'est le miracle que la France attendait en ces journées tragiques de juin 1940, en pleine débâcle, en plein désastre, alors que l'on pouvait croire que tout était fini. Mais le miracle ne s'est pas produit, comme il arrive parfois, d'un seul coup, renversant brusquement les lois naturelles. De fausses idoles se sont élevées d'abord qui ont eu leurs adorateurs de bonne ou de mauvaise foi, leurs laudataires plus ou moins intéressés. Il y eut heureusement un petit nombre de Français qui reconnurent d'instinct où étaient le bon droit, la légitimité profonde et le véritable ennemi. Le miracle est qu'alors un homme se soit rencontré pour incarner cet instinct national, que tout en lui, et son nom même, l'ait désigné pour être le guide et le porte-lumière.

Quel était donc cet homme désigné par le destin ? Le plus grand nombre, le soir du 18 juin 1940, entendant sa voix à la radio, ignoraient son nom ou le savaient à peine. Sans doute avait-il été appelé par Paul Reynaud au ministère de la Guerre, comme sous-secrétaire d'État. C'était tout et c'était bien peu. Mais nos ennemis le connaissaient mieux. Sa voix, ses écrits avaient pu être étouffés par la routine, par l'impéritie, par la jalousie. On avait pu faire le silence sur ses conceptions, ou les déformer, les ridiculiser, les traiter de « fantaisies ». Ce jeune officier avait restauré l'art de la guerre, l'adaptant aux possibilités modernes. Il avait heurté ainsi la paresse d'esprit, la médiocrité, la sottise solennelle des pontifes. L'ennemi, lui, s'était hâté de se saisir de ses enseignements. Inconnu ou rejeté par les états-majors de chez nous, le colonel de Gaulle était célèbre déjà au delà du Rhin. Le 18 juin 1940, nos ennemis ne s'y trompèrent pas. Ils reconnurent à travers les ondes la voix éternelle de la France, armée et casquée, debout malgré la perte d'une bataille, mais prête à combattre encore jusqu'à la victoire.

* *

Charles de Gaulle avait prévu, décrit, je dirais presque filmé, dès 1934, dans le chapitre « Emploi » de son livre *Vers l'armée de métier*, la bataille moderne du moteur, de la division blindée et de l'avion en piqué, aussi bien que de l'artillerie de l'air — la bataille même que l'Allemand a conduite sur notre sol en mai-juin 1940, celle que nous aurions pu gagner dès ce moment si sa voix avait été entendue. Il avait lancé un suprême avertissement, dans un mémoire adressé en janvier aux chefs militaires et aux ministres, les adjurant de tenir compte des leçons de la campagne de Pologne s'ils voulaient éviter un désastre pire que Crécy... Le tout en vain.

Je l'avais vu, une avant-dernière fois, chez Reynaud, lors de l'affaire de Narvik et j'avais retrouvé en lui, comme toujours, cette lucidité d'esprit, cette intelligence étonnante des événements et des hommes qui était déjà sa marque vingt ans plus tôt, alors qu'il nous décrivait dans les casemates du fort d'Ingolstadt les offensives de Champagne, tandis que retentissait au dehors le pas lourd de sentinelles allemandes. — « Une bataille est perdue, nous pouvons aussi perdre cette guerre, me dit-il avant de nous séparer. Mais il est temps encore d'en gagner une autre. » Il ajouta qu'il allait au front prendre le commandement d'une division cuirassée. Quelques semaines plus tard il me tenait le même propos au ministère de la Guerre presque désert.

D'autres, les lâches politiciens de la défaite, militaires et civils, avaient au contraire hâte d'en finir, de tout lâcher. Et c'est au moment où la capitulation totale et la trahison devaient consacrer l'écrasement définitif de notre pays destiné à devenir le jardin des délices des races germaniques que le miracle eut lieu. La France, humiliée, tressaillit. Des hommes de cœur comprirent que cette jeune et noble voix qui s'opposait aux balbutiements séniles de Bordeaux annonçait une renaissance. Le combat reprit sous toutes ses formes, à ciel ouvert, sur tous les champs de bataille, dans l'ombre à l'intérieur, malgré l'occupation, malgré la trahison, malgré les tortures, les fusillades, les déportations.

* *

— « Je sais ce que vous faites, et je vous aime bien », nous écrivait le général de Gaulle le 30 juin 1943. Il ajoutait : « La guerre est dure, l'ennemi redoutable. Les alliés sont incommodes. Il nous faut porter vis-à-vis d'eux le poids d'une défaite où nous ne fûmes pour rien »... La guerre était dure en effet et l'ennemi redoutable. La victoire est venue, et nos alliés restent parfois incommodes. Nous ne bénéficions pas toujours, avec une stricte justice, des bénéfices d'une victoire où nous fûmes cependant pour quelque chose.

Mais le général de Gaulle, notre héros national, reste parmi nous. Il incarne le pays libéré qu'il aime passionnément. Il sait ce qu'il a fait et ce qu'il est capable de faire encore. La même voix qui, le 18 juin 1940, invitait la France à combattre pour sa libération l'adjure aujourd'hui de se rénover dans la paix par le travail. Il est impossible qu'elle ne soit pas entendue.



JUIN 1940. DU MICRO DE LA B.B.C. A LONDRES, UN HOMME S'ADRESSE A LA FRANCE POUR LUI TENIR LE LANGAGE DE LA VERITE, DU BON SENS ET DE L'HONNEUR : CHARLES DE GAULLE.

L'HOMME QUI NE DÉSESPÉRA JAMAIS...

par Raymond MILLET

LORSQUE l'ambassadeur de Grande-Bretagne, dans la soirée du dimanche 16 juin 1940, monta dans la voiture qui l'attendait devant l'hôtel militaire du corps d'armée, rue Vital-Cardès, à Bordeaux, nul d'entre nous ne put se résoudre à l'interroger. Le visage très rouge, puis soudain très pâle, sir Ronald Campbell venait de sortir du bureau où M. Paul Reynaud lui avait appris sa démission. Il n'aurait pu nous dire que ces mots : « Le maréchal Pétain prend le pouvoir... Nous continuerons la guerre sans vous. »

Deux heures passèrent. Dans le vestibule, les attachés de cabinet, quelques hommes politiques et cinq ou six journalistes continuaient d'attendre. Plusieurs essayaient d'espérer encore que la France ne capitulerait pas.

Tout à coup, le général de Gaulle, qui venait de rentrer, par avion, d'un court voyage à Londres, apparut au milieu de notre groupe.

« Messieurs, dit-il, voulez-vous connaître le texte du projet d'union indissoluble entre la France et la Grande-Bretagne ? »

Un traducteur commença la lecture : « Tous les citoyens français recevront immédiatement la jouissance de la citoyenneté britannique, tous les citoyens britanniques recevront immédiatement la jouissance de la citoyenneté française... Il n'y aura qu'un seul cabinet de guerre... Un commandement unique... Les deux parlements seront unis formellement... »

Mais, s'écria un interrupteur, on a donc voulu faire de la France une colonie anglaise !

— Vous préférez en faire une esclave de l'Allemagne ? répliqua un voisin.

Impassible, le général de Gaulle nous observait tous. Se balançant d'arrière en avant sur ses talons et sur la pointe des pieds, il dominait le groupe de sa haute taille et, aussi, de son sentiment de « la grandeur ».

La lecture finie, il reprit le document et disparut. La plupart d'entre nous ne devaient le revoir que le 26 août 1944.

✱

Le reste de la nuit, dans le jardin des Oliviers où la France trahie se préparait au Calvaire, Charles de Gaulle l'employa à interroger, en lui-même, l'instinct et la raison du peuple entier. A l'aube du 17 juin, sa résolution était prise : il partirait.

Sans argent, sans autre bagage qu'une photographie de sa femme et de ses enfants, un pantalon kaki et un peu de linge, il arrive, le 17 juin, à Londres, et longtemps encore, les foules de Bordeaux, de Vichy, de Lyon, de toutes les grandes villes de la zone dite « libre » acclameront le maréchal Pétain, qui a voulu la capitulation. Le général de Gaulle, qui veut la victoire finale et croit en elle, le général de Gaulle, cassé de son grade, condamné à mort comme « traître », insulté, est seul, tragiquement seul, avec le lieutenant de Courcel, dans le petit appartement meublé de Seymour Place dont un ami français lui a donné la clef.

Mais déjà, ils ne sont plus seuls, eux, tous les Français accablés par la reddition. Car, le soir même, ils entendent l'inoubliable appel qui vient de Londres. Et la France non plus n'est pas seule :

« Les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent faire venir un jour la victoire. Car la France n'est pas seule. Elle n'est pas seule. Elle n'est pas seule !... »

La voix prestigieuse convoque tous les officiers et soldats français qui se trouvent en territoire britannique. Elle prononce, pour la première fois, le mot qui deviendra synonyme d'idéal :

« La flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas. »

Le lendemain, autre appel, à l'intention surtout de l'Afrique du Nord et des colonies :

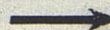
« Soldats de France, où que vous soyez, debout ! »

Hélas ! le maréchal Pétain et le général Weygand surent arrêter, par des ordres trop rapidement suivis, les velléités de lutte des chefs militaires et civils du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie, de la Syrie où, du moins, le général de Larminat, arrêté à la suite de son noble « complot », parvint à accomplir son dessein d'évasion.

Hélas ! encore, les passagers du *Massilia* — Georges Mandel, Campinchi, Viénot, Jean Zay, Paul Bastid, Mendès-France, Julien Cain et beaucoup d'autres — partis, le 21 juin, avec mandat du gouvernement Pétain pour rejoindre à Alger, leur avait-on dit, M. Chautemps, délégué du maréchal, furent ramenés et traités en fuyards criminels. L'aide de plusieurs d'entre eux eût été précieuse à la cause sacrée : une Afrique du Nord en dissidence, munie d'un gouvernement fidèle à l'alliance anglaise, aurait singulièrement abrégé la guerre et servi les intérêts de la France. D'ailleurs, notre peuple ne crut-il pas longtemps que le maréchal de l'hôtel du Parc était lié par un pacte secret ou tacite avec « l'émigré » de Londres ?

Le général de Gaulle, lui, savait que le maréchal Pétain, le 26 juin 1940, ne mentait pas en disant, dans son « message » consacré à l'annonce de l'armistice : « Je n'ai placé hors du sol français ni ma personne ni mon espoir ». Mais quelle empreinte n'a pas laissée dans nos mémoires la fièvre, la prophétique réponse :

« Un jour viendra où nos armées, reforcées au loin, mais bien aiguës, se joignant à celles que se feront nos alliés et, peut-être, à d'autres encore, reviendront triomphantes sur le sol national. Alors, oui, nous referons la France ! »



L'HOMME QUI NE DÉSESPÉRA JAMAIS... (suite)

Déjà, elles commençaient à se former « nos armées ». Dès le 19 juin, dans le petit logement de Seymour Place (trois pièces modestes et une cuisine), le général de Gaulle attendait les volontaires.

Bientôt, se présentèrent quelques secrétaires et plantons aussi distingués que bénévoles ; et aussi quelques demi-fous aventureux et sympathiques ; mais surtout des hommes tels que Maurice Schumann, des officiers, des soldats, des marins, des civils français. Les uns, évacués de Norvège ou de Dunkerque, les autres évadés de France ou en mission à Londres avant l'armistice, tous voulaient aller au combat, tous voulaient composer la phalange des « Premiers Compagnons », suivant la belle formule que M. Paul Roquère et Mme Scaramoni ont choisie pour désigner l'association fondée par eux avec les familles des morts. Des femmes se présentaient aussi, décidées à servir au péril de leur vie.

**

La douloureuse tragédie de Mers-el-Kébir, le 3 juillet 1940, allait-elle arrêter cet élan ? Sa douleur, sa colère et celles de tous ses compatriotes, Charles de Gaulle, dans son discours du 9 juillet, ne les cela point ; mais il vit et dit que ces navires coulés, sans combat, par nos alliés, l'ennemi, tôt ou tard, les eût exigés : « Il vaut mieux qu'ils aient été détruits ». (L'affaire de Toulon devait lui donner raison.)

A ce moment, déjà, de Gaulle, reconnu par M. Churchill comme chef de la France libre, recevait tant de volontaires qu'il avait dû organiser une véritable administration et quitter le local exigü de Seymour Place pour établir ses bureaux dans un vaste immeuble, Saint-Stephen's House, au bord de la Tamise, quai Victoria.

Le général de Gaulle passait là ses journées mais, en attendant de louer un petit cottage dans les faubourgs, il demeurait à l'hôtel Rubens depuis que Mme de Gaulle, ses filles et son fils — Elisabeth, Anne, Philippe — heureusement partis de Brest par un des derniers bateaux, l'avaient rejoint en apprenant, par un journal de Falmouth, qu'il était à Londres et venait de lancer le « Mouvement des Français libres ».

Il l'avait si bien lancé que M. Winston Churchill n'hésita pas à conclure avec lui un accord militaire, en l'autorisant à constituer, avec l'aide anglaise, une flotte, une aviation, une armée de terre. Vraiment, le Premier anglais pouvait, pour une telle œuvre, faire confiance à l'auteur de *Vers l'armée de métier*, à l'auteur de *la France et son armée*, à l'annonciateur de la guerre-éclair, à l'initiateur d'une doctrine qui, appliquée par Guderian et ses « Panzerdivisionen », venait de faire ses preuves à nos dépens.

Son armée — l'armée de la France — Charles de Gaulle, dès l'été de 1940, la forgea en miniature, mais si belle déjà, si bien entraînée qu'il put, le 23 août, la présenter au roi George VI, au camp d'Aldershot. Aux accents de leurs marches fameuses, ils défilèrent, les artilleurs, les équipages des tanks, les chasseurs alpins, les marsouins, les légionnaires, les tirailleurs sénégalais.

Or, c'était le temps où plusieurs de nos possessions lointaines, donnant l'exemple, se ralliaient à la France libre. L'heure semblait venue d'aller aider l'Empire à éviter l'empreinte de « la botte allemande et de l'escarpin italien ».

Dakar était promise aux Forces françaises libres. Leurs bateaux se présentèrent, le débarquement commença. De Gaulle s'apprêtait à gagner le palais du gouverneur de l'Afrique Occidentale. En ce radieux mois de septembre, quels progrès immenses n'allait-il pas accomplir, quel prestige n'allait-il pas acquérir, au bénéfice de sa patrie, dans l'esprit des Anglais, de l'Amérique, du monde entier... Au dernier moment, quelques coups de feu, la félonie ou la lâcheté d'un haut fonctionnaire et de ses subordonnés empêchèrent criminellement un succès qui avait paru certain.

Peu de temps après cette désillusion, le 9 octobre 1940, le général de Gaulle se rendit au Cameroun qui, après le Tchad et l'Afrique Equatoriale, venait de lui donner son adhésion ; puis, à Brazzaville, le 27 octobre, il créa le Conseil de défense de l'Empire. Partout, l'enthousiasme. Partout, la confirmation formelle de cette évidence : Forces françaises libres d'Angleterre et naissantes armées de l'Empire, séparées par les mers, forment néanmoins un tout, et ce tout fera notre salut.

Il le fera grâce aux grands soldats qui, en Libye, en Erythrée, au Fezzan, en Syrie, en Egypte, en Tripolitaine, en Tunisie, en Corse, à l'île d'Elbe, en France et jusqu'en Allemagne, porteront nos couleurs : Colonna d'Ornano, Catroux, Legentilhomme Larminat, Thierry d'Argenlieu, Leclerc, de Lattre de Tassigny, Juin, le capitaine Foch et beaucoup d'autres entraîneurs d'hommes.

Parfois des défaites, héroïques toujours, contribueront à accroître le rayonnement de la France libre : à Bir-Hakeim, du 26 mai au 11 juin 1942, le stoïcisme de la première brigade, sous les ordres du général Kœnig, permettra à la 8^e armée britannique de se retrancher à El Alamein. Jusqu'en Russie, nous nous distinguerons, grâce à l'escadrille « Normandie », sœur de l'escadrille « Bretagne » : deux noms qui annonçaient



31 octobre 1941 à Londres, cinq minutes de silence sont observées pour les victimes du nazisme sur le territoire français. (De g. à d. : M. Diethelm, l'amiral Muselier, le général de Gaulle, le professeur Cassin, M. Plevin, le général Vallin.)



14 juillet à Londres : A la sortie du « Savoy », la foule anglaise acclame le général de Gaulle, l'homme qui incarne la résistance française, la permanence de notre pays dans la lutte contre l'envahisseur allemand et sa tyrannie...



ENCORE LE 14 JUILLET A LONDRES : AU « SAVOY », LE GENERAL DE GAULLE REÇOIT AVEC EMOTION LA COLONIE FRANÇAISE.

bien aux Allemands quels seraient les deux points d'Europe occidentale où ils succomberaient.

Grand chef militaire, Charles de Gaulle l'a été au cours de ces épopées réduites à la mesure de nos forces, mais admirables précisément parce qu'elles s'accomplirent avec des moyens de fortune et des effectifs insignifiants. De Londres, du Caire, de Brazzaville, des autres bases d'Afrique Equatoriale toujours prêt à aller où il le fallait, l'animateur dirigea les opérations en accord avec les Anglais ou les Américains.

Impassible, obstiné, téméraire, orgueilleux, certes ; et Dieu merci ! Mais implacablement condamné à la solitude et souffrant de cette solitude, même au milieu d'une foule qui l'acclame, l'acclame et, peut-être, ne le comprend pas toujours. Imaginez la tension de sa volonté au temps où, loin de notre peuple, ne pouvant le sonder qu'au moyen de rapports contradictoires, entouré de collaborateurs admirables, mais aussi d'intrigues mesquines, de rivalités machiavéliques, il portait, comme à bout de bras, une France insaisissable, il repêtrissait la France avec rien — de la poussière, du vent, des fantômes, des rêves.

Oui, l'affectueuse et loyale compréhension de M. Churchill l'aidait, oui, le maréchal Staline l'appuyait avec force, l'admirable Roosevelt, tout en écoutant d'autres voix et en appuyant d'autres desseins, le traitait avec honneur ; mais enfin, auprès des « Trois Grands », qu'était-il, que pouvait-il ?

Telle est la puissance de l'esprit, de la fierté et de la volonté que le chef de ce microcosme, la France Libre, imposa constamment, je ne dis pas le respect — il lui était dû — mais ses décisions.

Convenons-en : quand il passa avec l'U. R. S. S., en septembre 1941, une sorte d'alliance avant la lettre ; quand il adhéra à la Charte de l'Atlantique, puis constitua, à Londres, à la même date, un Comité national français — véritable gouvernement sans le nom — et le Haut Comité militaire chargé des questions relatives à la conduite de la guerre ; quand, le 14 juillet 1942, il transforma le nom de France Libre en celui de France combattante, bien mérité d'ailleurs, il affirma chaque fois, sans outrance mais avec une étonnante fermeté, sa résolution de traiter d'égal à égal, au nom de la nation, avec des géants.

Ces géants voulaient notre indépendance et notre résurrection. Mais ils nous considéraient, non sans raison, comme leurs protégés et ne tenaient pas forcément à nous voir grandir un jour au delà de leurs prévisions.

Parfois, au temps de l'occupation, des Français, convaincus de la victoire finale des Alliés, ont craint que le chef de la France combattante manquât parfois de souplesse dans ses négociations avec les Alliés.

Mais la Résistance intérieure, avec laquelle il entretenait des rapports de plus en plus étroits, grâce à des parachutages et à des avions ou des bateaux clandestins, le suivait presque tout entière dans sa politique. Elle discernait, en général, la traduction de ses propres vœux, dans une attitude qui consistait à seconder, avec un dévouement inflexible, l'Angleterre, la



A leur domicile personnel, un cottage dans la banlieue de Londres, le général de Gaulle et Madame. Une grande maison familiale et tranquille, un couple simple à l'image de bien des couples de chez nous, honnêtes, travailleurs, fidèles



LE GENERAL DE GAULLE CHEZ LUI, A LONDRES, DEVANT SA COLLECTION D'ARMES.



A LONDRES, Mme DE GAULLE FAISAIT ELLE-MEME SA CUISINE EN TOUTE SIMPLICITE.



L'HOMME QUI NE DÉSESPÉRA JAMAIS... (SUITE ET FIN)

Russie et les Etats-Unis dans l'effort de guerre, mais à réclamer pour notre pays, avec un amical entêtement, des promesses ou des mesures qui, d'ailleurs, étaient accordées, tôt ou tard, avec une élégante et cordiale générosité; car, on ne le dira jamais trop, les trois puissances chevaleresques furent sans reproche comme sans peur.

✱

Le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord (8 novembre 1942) inspira le jour même, au général de Gaulle, parlant de Londres, ces mots : « Français de l'Afrique du Nord, que par vous nous rentrions en ligne, d'un bout à l'autre de la Méditerranée, et voilà la guerre gagnée grâce à la France ! »

En bonne logique — et en bonne équité — la place de Charles de Gaulle, dès ce jour, était à Alger. Les Alliés ne le sentirent pas tout de suite et préférèrent « l'expédient temporaire Darlan ».

La justice immanente se chargea de réparer leur erreur, en armant, le 24 décembre 1942, la main d'un jeune « maréchaliste » contre l'homme qui, malgré son déshonneur, avait osé, le 13 novembre, prendre « le gouvernement de l'Afrique du Nord en accord avec le commandement américain ».

Avec le successeur de Darlan, l'atmosphère changea : la nomination du général Giraud, le 28 décembre, fut saluée par le général de Gaulle.

Des négociations s'ouvrirent entre les deux hommes, à la suite de leur rencontre à Anfa, en présence de Roosevelt et Churchill (21 juin 1942). Le général de Gaulle, invité par le général Giraud, arriva en Algérie le 30 mai 1943. Le 3 juin, le Comité français de la Libération nationale, qui remplaçait le Comité national français, fut constitué à Alger, sous la co-présidence des deux généraux. Enfin, le 9 novembre 1943, le Comité français de la Libération nationale, refondu, n'eut plus qu'un seul président : celui qui devait, le 2 juin 1944, à Alger encore, à la demande du C. N. R. parisien et de l'Assemblée consultative, constituer et diriger le gouvernement provisoire de la République française.

Il avait dit, au temps de sa plus grande solitude : « Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas. »

Même dans les camps de déportés, la mort seule a pu éteindre la flamme au cœur des Français et des Françaises qui, depuis le 18 juin 1940, s'étaient unis avec lui, « dans l'action, le sacrifice et l'espérance ».

Cette espérance française « a tenu dans un seul homme » : la belle parole de M. François Mauriac s'est imposée à l'esprit de la foule exaltée qui, le 26 août 1944, acclama le général de Gaulle à Paris. Avons-nous tous songé quelle incroyable somme d'efforts, d'amertumes, d'angoisses, de joies aussi, mais de joies toujours menacées, a, durant quatre ans, loin du pays natal, retrempé un caractère et une intelligence pour qui l'action est la sœur du rêve, peut-être, et sûrement de la pensée ?

Raymond MILLET.



DE GAULLE INSPECTE UN NAVIRE DE GUERRE FRANÇAIS EN ANGLETERRE. LE « MIDSHIP » L'AIDANT N'EST AUTRE QUE SON FILS



18 JUIN 1940-25 AOUT 1944 OU LA RECOMPENSE DU GÉNÉRAL. AU NOM DE LA FRANCE, PARIS LIBRE FAIT A DE GAULLE UNE OVATION PATHÉTIQUE, DANS UN ENTHOUSIASME INDESCRITIBLE.

LE PREMIER ACTE DIPLOMATIQUE DE LA FRANCE LIBRE

L'ACCORD CHURCHILL-DE GAULLE DU 7 AOÛT 1940

Le 7 août 1940, alors que la France commençait de subir les effets de l'armistice, le général de Gaulle signait, à Londres, son premier grand acte diplomatique que paraphait également le Premier ministre britannique Winston Churchill : les Forces Françaises constituées par des volontaires étaient nées.

Ainsi, à un moment où ni la Russie, ni les Etats-Unis n'étaient entrés dans la guerre, le chef d'un Etat assiégé, d'une part, et le fils d'une nation momentanément écrasée, d'autre part, affirmaient à l'heure la plus tragique leur volonté inébranlable de faire front contre l'Allemagne hitlérienne alors toute-puissante. Le général de Gaulle ne s'était pas borné dans ses pathétiques appels à refuser la défaite, il avait dit aussi : « Un jour, je vous le promets, nos forces, en commun avec nos Alliés, rendront la liberté au monde et la grandeur à la Patrie. »

Alors que le gouvernement de Vichy, aux termes de l'armistice, liquidait l'armée française, de Gaulle s'acharnait à refaire, homme par homme, uniforme par uniforme, fusil par fusil, canon par canon, l'armée française.

Tâche gigantesque, patiente, tenace, où tout était à créer et où tout tenait du prodige. Mais l'homme qui avait affirmé sa foi en l'avenir de la Patrie n'hésitait pas à s'atteler à ce travail quelque ingrat qu'il fût.

Jour après jour, sans jamais se décourager, il bâtit cette armée qui, du Tchad à Bir Hakeim, de Tunis à Rome, de Bastia à l'île d'Elbe, de Marseille au Tyrol, s'est couverte de gloire.

Née à Londres le 7 août 1940, avec M. Churchill pour parrain, la nouvelle armée française qui allait s'augmenter des Forces Françaises de l'Intérieur, demeure aujourd'hui la preuve vivante de ce que peuvent la volonté, le travail et la foi au service d'une cause sacrée. Voici son acte de naissance :

10, Downing Street, Whitehall, 7 août 1940.

Mon cher Général,

Vous avez bien voulu me faire connaître vos idées relativement à l'organisation, à l'utilisation et aux conditions de service de la force de volontaires français actuellement en cours de constitution sous votre commandement, cela en votre qualité, qui vous est reconnue par le gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, de chef de tous les Français libres, où qu'ils soient, qui se rallient à vous pour défendre la cause alliée.

Je vous envoie maintenant un mémorandum qui, si vous l'acceptez, constituera un accord entre nous relativement à l'organisation, à l'utilisation et aux conditions de service de vos forces.

Je saisis cette occasion pour déclarer que le gouvernement de Sa Majesté est résolu, lorsque les armes alliées auront remporté la victoire, à assurer la restauration intégrale de l'indépendance et de la grandeur de la France.

Sincèrement à vous,

WINSTON CHURCHILL.

Le général de Gaulle répondit :

Carlton Gardens n° 4, 7 août 1940.

Cher Premier Ministre,

Vous avez bien voulu m'envoyer un mémorandum relatif à l'organisation, à l'utilisation et aux conditions de service de la force de volontaires français actuellement en cours de constitution sous mon commandement.

En ma qualité, reconnue par le gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, de chef de tous les Français libres, où qu'ils soient, qui se rallient à moi pour défendre la cause alliée, je viens vous faire connaître que j'accepte ce mémorandum. Il sera considéré comme constituant un accord conclu entre nous, relativement à ces questions.

Je suis heureux qu'à cette occasion le gouvernement britannique ait tenu à affirmer qu'il est résolu, lorsque les armes alliées auront remporté la victoire, à assurer la restauration intégrale de l'indépendance et de la grandeur de la France.

De mon côté, je vous confirme que la force française en voie de constitution est destinée à participer aux opérations contre les ennemis communs (Allemagne, Italie ou toute autre puissance étrangère hostile), y compris la défense des territoires français et des territoires britanniques, de leurs communications et des territoires sous mandat britannique.

Veuillez agréer, cher Premier Ministre, l'assurance de ma haute considération.

GÉNÉRAL DE GAULLE.

LE TEXTE DE L'ACCORD

I

1. — Le général de Gaulle procède à la constitution d'une force française constituée de volontaires. Cette force, qui comprend des unités navales, terrestres, aériennes et des éléments techniques et scientifiques, sera organisée et utilisée contre les ennemis communs.

2. — Cette force ne pourra jamais porter les armes contre la France.

II

1. — Cette force conservera, dans toute la mesure du possible, le caractère d'une force française, en ce qui concerne le personnel, particulièrement ce qui a trait à la discipline, la langue, l'avancement et les affectations.

2. — Dans la mesure où son équipement l'exigera, cette force aura la priorité d'attribution, en ce qui concerne la propriété et l'usage du matériel (particulièrement des armes, avions, véhicules, munitions, machines et approvisionnements) déjà apporté par des forces françaises de toute origine ou qui pourra être apporté par de telles forces dans les territoires placés sous l'autorité du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni ou dans ceux sur lesquels le Haut-Commandement britannique exerce son autorité. Dans le cas où le commandement d'une force française aura été délégué par le général de Gaulle à la suite d'un accord avec le Haut-Commandement britannique, aucun transfert, échange ou réattribution des équipements, biens et matériels en possession de cette force, ne sera ordonné par le général de Gaulle sans consultation préalable et accord avec le Haut-Commandement britannique.

3. — Le Gouvernement de Sa Majesté fournira à la force française — dès que cela sera réalisable — le complément de matériel indispensable pour doter ses unités d'un équipement équivalent à celui des unités britanniques du même type.

4. — Les navires de la flotte française seront affectés de la manière suivante :

a) La force française armera et mettra en service tous les navires pour lesquels elle pourra fournir des équipages.

b) L'affectation des navires armés et mis en service par la force française en vertu de l'alinéa (a) sera l'objet d'un accord entre le général

de Gaulle et l'Amirauté britannique, accord qui sera revu de temps à autre.

c) Les navires qui ne seraient pas affectés à la force française en vertu de l'alinéa (b) deviendront disponibles pour être armés et mis en service sous la direction de l'Amirauté britannique.

d) Parmi les autres navires mentionnés sous (c), les uns pourront être mis en service sous le contrôle direct de l'Amirauté britannique, tandis que certains autres pourront être mis en service par d'autres forces navales alliées.

e) Les équipages des navires mis en service sous le contrôle britannique comprendront, quand ce sera possible, une proportion d'officiers et de marins français.

f) Tous les navires de la flotte française restent propriété française.

5. — L'utilisation possible des navires de commerce français et de leurs équipages, en tant qu'elle aura pour objet des opérations militaires de la force du général de Gaulle, donnera lieu à des arrangements entre le général et les ministères britanniques intéressés. Une liaison régulière sera établie entre le ministère du Shipping et le général de Gaulle pour ce qui concerne l'utilisation du reste des navires et des marins de commerce.

6. — Le général de Gaulle, qui a le commandement suprême de la force française, déclare, par les présentes, qu'il accepte les directives générales du Commandement britannique. En cas de besoin, il déléguera, d'accord avec le Haut-Commandement britannique, le commandement immédiat de telle ou telle partie de sa force, à un ou à plusieurs officiers britanniques de rang approprié, sans que ceci affecte ce qui est dit à la fin de l'article premier.

III

Le statut des volontaires français sera établi de la manière suivante :

1. — Les volontaires s'engageront pour la durée de la guerre, afin de combattre les ennemis communs.

2. — Ils recevront une solde dont la base sera déterminée séparément par accord entre le général de Gaulle et les ministères intéressés. La période de temps pendant laquelle le taux de ces soldes sera applicable sera fixée par voie d'accord

entre le général de Gaulle et le Gouvernement de Sa Majesté.

3. — Le général de Gaulle aura le droit de créer un organisme civil comportant les services administratifs nécessaires à l'organisation de sa force. Les effectifs et les émoluments des membres de cet organisme seront fixés en consultation avec la Trésorerie britannique.

4. — Le général a également le droit de recruter un personnel technique et scientifique travaillant à la guerre. Les effectifs, le mode de rétribution et l'utilisation de ce personnel seront fixés en consultation avec les ministères intéressés du Gouvernement de Sa Majesté.

5. — Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni fera tous ses efforts, lors de la conclusion de la paix, pour aider les volontaires français à rentrer dans les droits, y compris la nationalité, dont ils pourront avoir été privés en conséquence de leur participation à la lutte contre l'ennemi commun. Le Gouvernement de Sa Majesté est disposé à fournir à ces volontaires des facilités spéciales pour acquérir la nationalité britannique et se fera donner tous les pouvoirs nécessaires à cet effet.

IV

1. — Toutes les dépenses engagées pour la constitution et l'entretien de la force française suivant les prévisions du présent accord seront provisoirement à la charge des ministères intéressés du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni ; ceux-ci auront le droit de procéder à tous examens et vérifications nécessaires.

2. — Les montants payés à ce titre seront considérés comme des avances et comptabilités à part. Toutes les questions relatives au règlement final de ces avances, ainsi que des montants qui auront pu être crédités en contre-partie d'un commun accord, seront l'objet d'un arrangement ultérieur.

V

Le présent accord sera considéré comme produisant effet à compter du 1^{er} juillet 1940.

Signé : LE GÉNÉRAL DE GAULLE,
commandant la Force française.

LE PREMIER MINISTRE
du Gouvernement de Sa Majesté du Royaume-Uni

L'ACTION DIPLOMATIQUE DE LA FRANCE COMBATTANTE

Dès le 18 juin 1940, la tâche du général de Gaulle et de la France combattante, qu'il venait de faire naître, ne fut pas seulement de constituer cette armée que l'on a vu dresser notre drapeau sur tous les champs de bataille, mais elle était aussi — et peut-être essentiellement — de maintenir l'existence du corps français que Vichy livrait à la destruction. Il fallait, en somme, montrer au monde entier que la France subsistait, intégrale, et qu'après la tourmente rien ne devait rester des atteintes que l'on portait à son patrimoine matériel et moral.

Cette tâche a été conçue rationnellement, méthodiquement, en suivant de grandes lignes directes et volontairement dépourvues de toute complication.

Pétain et sa séquelle, pour complaire à leurs patrons de Berlin et mieux nous livrer à l'Allemagne, prônaient l'isolement de la France et organisaient cet isolement. A partir de la signature de l'accord Churchill-de Gaulle, le maintien, voire le développement de nos amitiés ou de nos relations internationales, fut poursuivi avec ténacité.

Il importait tout d'abord de combler le vide que Vichy créait, systématiquement, autour de notre pays. Le « gouvernement » de trahison, brisant nos liens avec nos amis les plus chers, rompait, en juillet 1940, toutes relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne, puis, peu après, avec la Pologne, la Belgique, la Norvège et les Pays-Bas, en un mot avec toutes les nations qui avaient été nos alliées, par contrat ou de fait, pendant les hostilités et qui, comme nous, subissaient l'occupation allemande. Pendant l'été 1941, le même « gouvernement » rompait avec l'U.R.S.S. et la Yougoslavie, puis avec la Grèce.

Plus tard, de nombreux pays jugèrent qu'il était impossible de considérer ce personnel de plats valets du Reich comme représentant la France et, à partir de la fin de l'année 1941, l'Irak, l'Egypte, la Perse, l'Union sud-africaine, le Canada, les Etats-Unis, la Nouvelle-Zélande et les Républiques sud-américaines fermèrent les ambassades, légations et consulats de Vichy.

Cette circonstance laissait les sujets français sans représentation dans la plupart des pays du monde. Elle offrait en outre le grave danger de tenir la France en dehors de toutes les négociations et décisions internationales, notre pays était pour ainsi dire rayé de la carte diplomatique du monde, et si cette situation s'était prolongée, il eût été un pays politiquement disparu.

La France combattante entreprit de parer à cette catastrophe. Ainsi que nous l'avons dit plus haut, son premier acte de politique extérieure fut constitué par les accords Churchill-de Gaulle qui sont du 7 août 1940, et qui eurent pour but de renouer la tradition de l'Entente Cordiale. A dater de septembre 1941, époque de sa création, jusqu'en fin décembre 1942, le Comité national français rétablit les relations officielles avec l'U.R.S.S., la Belgique, la Tchécoslovaquie, la Pologne, les Pays-Bas, la Norvège, Cuba, l'Iran, l'Egypte, l'Arabie

séoudite, les Etats-Unis, l'Union sud-africaine, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Chine, le Canada, le Mexique, Haïti et conclut, avec ces pays, divers accords. En outre, des représentants officiels furent installés dans divers pays.

Peu après ses débuts, cette politique fit sentir ses effets. Dès le mois de juin 1941, le général de Gaulle était invité à envoyer ses représentants à la première conférence interalliée de Londres et, depuis, à toutes les conférences et commissions interalliées, la France figura sur un pied de parfaite égalité.

Ce ne fut, pour la première fois, qu'à Téhéran que la France ne prit pas part à une conférence. Il est vrai qu'en l'occurrence il s'agissait de coordonner les moyens de guerre qui ne pouvaient être envisagés que par l'U.R.S.S., les U.S.A. et la Grande-Bretagne. La seconde fois fut Yalta, cela se justifiait beaucoup moins et l'on a vu depuis — particulièrement pour San Francisco — les graves inconvénients pour tous, pour ne pas dire pis — qu'a eus notre absence de la Conférence de Crimée.

Mais ce n'était pas tout que renouer avec le monde entier et assurer la présence française. Il fallait encore que cette présence, efficace pour l'intérêt commun, le fût encore pour préserver les intérêts de la France et, en premier lieu, celui qui le résume tous : la souveraineté sur tous les territoires qui faisaient partie de notre domaine en 1939.

Peu à peu cette souveraineté fut sanctionnée par une série d'actes ou de déclarations. En décembre 1940, le gouvernement britannique reconnaissait que le bloc des colonies ralliées à la France combattante relevait du Conseil de l'Empire du C.N.F.; en mai 1942, le gouvernement de Washington reconnaissait l'autorité du Comité national français sur les colonies du Pacifique (et, par conséquent, l'Indochine, entre autres) et d'Afrique.

En Syrie et au Liban, la question était plus compliquée. Cependant, le 25 juillet 1941, le gouvernement de Londres reconnaissait notre situation par l'accord Lyttleton-de Gaulle qui, littéralement, sanctionnait le maintien intégral de nos positions en Syrie et au Liban. C'est de cet accord que nous avons vu mépriser les dispositions à la fin du dernier mois et au début de celui-ci. Pour Madagascar, la convention franco-britannique du 14 décembre 1942 nous donnait tous apaisements.

Nous savons bien qu'à l'heure actuelle on cherche à amoindrir les résultats que cette politique de la France combattante avait obtenus pour notre patrie et, entre autres choses, non des moins graves d'ailleurs, on peut s'étonner après les engagements ou déclarations anglais, russes et américains de voir sortir le projet des « trusteeships ». Mais tout cela démontre seulement que si cette politique n'avait pas été efficace, si elle n'avait pas obtenu des résultats substantiels, nous aurions été purement et simplement considérés comme inexistant et la question peut se résumer ainsi: Sans cette politique, qu'eût-on fait de nous ?

S. DE GIVET.

DE GAULLE ET LA RÉSISTANCE INTÉRIEURE

par Guillaïn de BÉNOUVILLE

LORSQU'AU lendemain de l'armistice de juin 1940 Winston Churchill qui, un soir, parle à la France, veut définir l'espérance ultime qui, en ces heures désespérantes, ne cesse de l'animer et qu'il incarne, il définit la Résistance intérieure qui va naître et l'appelle l'Armée des Soldats inconnus.

Or, à la même heure, sur le sol de France des hommes qui ne se connaissent pas encore font tous en même temps le geste décisif par lequel ils s'engagent dans cette armée d'hommes sans nom. Les uns, sans plus tarder, échappent au filet allemand jeté sur nos divisions. Les autres, déjà captifs, mûrissent des projets d'évasion qui leur permettront, comme à l'un d'eux, auquel je pense, de rejoindre la France qu'ils n'ont pas encore quittée par la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Turquie et la Syrie. D'autres encore qui n'ont pas combattu voient qu'ils ne sauraient accepter la loi du vainqueur. Tous en même temps, sans le savoir, font un pas du côté de l'ombre où, désormais, se cache la liberté.

Ces hommes viennent de toutes les familles religieuses, politiques et spirituelles de la France. Seule, la certitude de la sainteté de la tâche qu'ils vont entreprendre en commun les unit. Ils s'affairent à la même besogne et ne s'étonnent pas, dans la nuit où désormais ils vont vivre, de se heurter à d'autres travailleurs qui, déjà, œuvrent et dont ils ne soupçonnaient pas la présence.

Ainsi, les mouvements de Résistance sont nés d'abord d'une réaction de l'honneur. Les hommes qui les créent sont pauvres, presque seuls. A la machine à écrire, à la ronéo, dans de misérables chambres, ils rédigent et reproduisent des bulletins où l'on peut lire les appels du général de Gaulle qui affirme que « perdre une bataille ce n'est pas perdre la guerre » et où l'on trouve toutes les raisons d'espérer qu'ont les hommes de cœur. On y peut lire aussi, minutieusement consignés, les crimes allemands, et, exposés avec une inlassable logique, la doctrine germanique et le plan allemand de conquête du monde.

Chacun connaissait ces « chaînes du bonheur » qui, avant la guerre, se formaient et qu'il fallait se garder de rompre. On devait reproduire en cinq exemplaires la formule anonyme qui vous parvenait par la poste et, à son tour, la diffuser auprès de cinq lecteurs, lesquels, suivant le même principe, transmettaient le message à vingt-cinq nouveaux chaînons. Ainsi se créent les chaînes de l'espérance. Ainsi naissent les filières de diffusion de la Résistance. Ainsi les bulletins ronéotypés deviennent des journaux, imprimés clandestinement et répandus en France à des centaines de milliers d'exemplaires.

Accepter de recevoir ce journal et le conserver pour le lire, c'est courir un risque grave qui, suivant qu'on habite ici ou là, peut vous conduire à la prison ou au poteau d'exécution. Transmettre ce journal à un ami sûr, c'est courir un nouveau risque. Ainsi se recrutent les groupes résistants. Ainsi se forment les équipes, reliées entre elles par leur journal qui est entre les mains de ceux qui le prennent comme une matière vivante et magique.

Les états-majors des mouvements se constituent autour des journaux. Leurs appels galvanisent une foule immense et sombre à laquelle ils rendent l'espérance. Les groupes fusionnent entre eux, se divisent les tâches et, de la propagande, s'orientent vers l'action. A l'échelon national sont créés les services qui correspondent aux nécessités d'une telle bataille : un secrétariat général chargé de faire exécuter les ordres du Comité Directeur, un Service des liaisons qui relie les groupes entre eux, de région à région, de département à département, un service de trésorerie, un service social, un service des faux papiers, le N.A.P. ou Noyautage des Administrations publiques, un S.R., un Service des Groupes Francs, l'Action ouvrière qui s'occupe des destructions industrielles, un N.A.P. du Fer, l'Armée secrète, les maquis : chaque service de cet état-major national possède des délégués dans chaque région qui, autour d'un chef nommé, constituent des états-majors régionaux. Ceux-ci ont organisé de la même façon les états-majors départementaux.

Peu à peu les mouvements fusionnent. Trois en zone sud, cinq en zone nord auxquels viennent s'ajouter les représentants des partis et des organisations syndicales forment le Conseil National de la Résistance. Les groupes paramilitaires se fondent en une organisation unique; les F.F.I. se sont regroupés, les soldats de l'armée secrète, les F.T.P. et ceux de l'O.R.A. : organisation de la Résistance dans l'Armée.

Des plans ont été établis par les états-majors nationaux en accord avec l'état-major du général de Gaulle. Et les trains explosent, et les ponts sautent, et les Allemands sont attaqués à main armée par nos maquis qui, sur tout le territoire, avant le débarquement, créent pour l'ennemi un terrible sentiment d'insécurité.

L'heure enfin sonne de la bataille générale. Et nos groupes armés se lancent en avant pour l'assaut final. Pour ceux qui savent entendre la formidable rumeur de l'armée des soldats inconnus en marche vers la victoire, c'est comme l'écho de la grande voix, qui, le 18 juin 1940, a affirmé qu'en dépit des apparences, la guerre serait gagnée. Elle l'est maintenant. Et lorsque nous voyons l'impressionnant déploiement des forces alliées et que nous voulons apprécier le concours de la France dans la victoire commune, nous pensons d'abord aux cent mille morts de la Résistance, qui, par des aubes glaciales, après avoir été torturés, furent fusillés. Nous pensons aux centaines de mille de déportés dont la plupart ont terminé leur vie dans les innombrables charniers qui demeurent sur la terre allemande comme autant de preuves irréfutables du crime germanique. Oui, avant de penser à nos glorieuses divisions de la France Libre, à notre belle Première Armée, aux cinquante mille F.F.I. qui se sont joints à celle-ci, et à ceux qui constituent les Forces Françaises de l'Ouest (F.F.O.) nous évoquons nos martyrs anonymes et sanglants, nos frères torturés et, dans cette grande joie de la victoire qui nous arrive après tant de larmes, nous vérifions qu'ils sont toujours là et que la réversibilité des mérites n'est pas un vain mot, puisque cette victoire, c'est la leur.

L'EFFORT CULTUREL DE LA FRANCE LIBRE

par Gustave COHEN, professeur en Sorbonne

Pour que France vive et France a vécu, il a fallu d'abord, et on ne saurait le crier trop haut en ce cinquième anniversaire qui est le *lustre*, comme disaient les Romains, le manifeste inspirateur de l'Inspiré. Comme Jeanne entendait les voix, il a entendu en lui la voix éternelle de la France, de celle qui ne faiblit pas, et il l'a redite, multipliée et portée par les ondes... Elle a trouvé un écho profond dans la conscience française et d'elle date la *Résistance intérieure* ; elle a trouvé non moins d'écho chez les Français épars dans le monde, et ce fut la *Résistance extérieure*, manifestée dans la fondation de la France Libre, bientôt transformée en Comité National à Londres, dans la formation de sa petite armée de volontaires héroïques, qui devaient se couvrir de gloire à Bir Hakeim, de son aviation et de sa marine, bientôt présente dans tous les cieux, sur toutes les mers.

Mais même là où le Comité National de la France Libre n'exerçait pas, comme à Brazzaville, au Tchad, à Pondichéry ou à Nouméa, les droits régaliens, il fallait qu'il fût représenté soit par ses délégués, tel Plevin à Washington, ou par des ambassadeurs de l'Intelligence française, soit qu'absents, en mission, ils eussent refusé de regagner Vichy, tels Bernanos au Brésil, Focillon en Argentine, Maritain aux Etats-Unis, soit qu'ils fussent déjà, et depuis longtemps, installés à l'étranger, comme les Gilbert Chinard, André Morize, Louis Cons, le R. P. Ducattillon, soit, enfin, qu'ils constituaient le bataillon sacré de l'exil, sans cesse grossi par de nouveaux apports. De celui-ci firent partie l'illustre physicien Jean Perrin, prix Nobel de physique, son fils Francis, physicien aussi, aujourd'hui membre de l'Assemblée Nationale Consultative, Brillouin, autre physicien, les physiologistes André Mayer et Henri Laugier, les philosophes comme Koyré, Paul Vignaux, Jean Wahl, les romanciers comme Jules Romains, les poètes comme André Breton et André Spire, les musiciens comme Darius Milhaud et Leu-rier, les peintres comme Chagall, André Breton, Fernand Léger, les sculpteurs comme Aronso, Zadkine et Nicolas.

Armorial de la Pensée française. Il faut qu'on sache cela et que l'émigration française adhérant à Charles de Gaulle était de la même qualité que l'émigration allemande de 1933, à l'égard de l'Allemagne hitlérienne ; mais celle-ci était sans chef, c'est-à-dire sans tête, nous en avions un, nous en avions une.

Lorsque, après avoir en vain essayé de regagner Paris et ma chaire de Sorbonne, j'en fus empêché par l'envahisseur allemand et qu'après avoir été chassé de l'Université par ses complices de Vichy, en décembre 1940, sur un simple coup de téléphone, comme un mauvais domestique à qui l'on refuse ses huit jours, j'acceptai la chaire que m'offrit, à l'Université Yale, la « Rockefeller Foundation ».

Dans les multiples différends que la politique fait surgir chaque jour entre alliés, même, et surtout, victorieux, n'oublions jamais l'admirable générosité dont ont fait preuve à l'égard des savants en exil nos amis américains, non qu'ils les aient couverts d'or, mais leur assurant le vivre et ce don inestimable : la liberté de penser, d'écrire et d'agir.

Peut-être en ai-je même abusé. Sur le navire qui m'entraînait vers ce que notre bon peuple, dont elles hantent les rêves, appelle les Amériques, j'étais entouré d'une jeunesse bruyante, appartenant d'origine à bien des nations,

mais qui n'avait pour ses études, ses ris et ses jeux qu'une langue, la nôtre, et qu'une passion, la France. Alors, déjà, c'était en juillet 1941, souriait obscurément en moi cette pensée de ne pas l'abandonner, de ne la donner à personne, fût-ce au meilleur de nos amis.

Abordant à New-York, et y ayant retrouvé des professeurs du Collège de France, de la Sorbonne, des Facultés catholiques et de celles de la province, et des Universités belges, je conçus l'idée ambitieuse, folle peut-être, de fonder une Université de la France libre, qui serait en même temps celle de la Belgique libre. Je m'en ouvris à Henri Grégoire, notre moderne Scalliger, le byzantiniste belge, qui me remontra que le moment était mal choisi pour proposer une collaboration franco-belge, alors que Vichy venait de livrer à l'Allemagne, par un véritable abus de confiance, l'or que la Belgique avait remis à la France. Je l'apaisai en répondant que j'avais renoncé à Vichy, ses pompes et ses œuvres, et que je n'avais rien de commun avec Vichy-Etat, Vichy-Grande Grille et Vichy-Hôpital, que j'étais entièrement à la France libre, qui, elle, n'avait pas rompu le combat.

Ma première lettre, le 15 septembre 1941, fut pour le vénérable Alvin Johnson, qui vient de quitter sa « New School for Social Research » (son Ecole Nouvelle de Recherche sociale), et sa « University in Exile », et il m'assura, dès le lendemain, de sa sympathie pour le projet que j'avais formé. J'en fis part à Jacques Maritain, le grand philosophe catholique, que je ne connaissais pas encore, et qui devait transformer ma vie. Il fut un peu effrayé et non moins mon frère de lettres Henri Focillon, qui me remontra qu'on ne faisait pas dans ce pays des Universités sans un sou. A quoi je répliquai par ce mot de Bernanos : « Les Américains savent ce qu'on peut faire avec de l'argent, ils ne savent pas ce qu'on peut faire sans argent. » Le constitu-

tionaliste Mirkine-Guezévitch ne me marchanda pas son appui. On m'a assuré que des femmes accouchaient au bout de neuf mois, j'accouchai au bout de cinq mois d'une Université qui fut inaugurée le samedi 14 février 1942, dans la grande salle de « Hunter College », à New-York, sous la présidence d'Adrien Tixier. Quand celui-ci se leva pour lire le télégramme de félicitations du général de Gaulle, les trois mille auditeurs présents se levèrent, afin d'écouter debout le message de celui en qui, avec la prescience des foules, ils reconnaissaient déjà le chef de l'Etat.

Le surlendemain, l'Université, qui avait pris le nom modeste d'Ecole Libre des Hautes Etudes, qu'elle porte fièrement aujourd'hui encore, ouvrait ses portes, et l'on se pressait si nombreux au cours de celui que j'ai appelé à la façon médiévale le *Doctor mirabilis*, le docteur admirable, Jacques Maritain, que les étudiants étaient assis sur les marches, comme jadis au Collège de France, au cours de Bergson et que, dans la 12^e rue, on entendait à la sortie retentir pour la première fois la douce langue où résonne le *oui*.

Trois Facultés étaient constituées, celle des Lettres, laquelle devait bientôt avec ses soixante professeurs, qui me firent l'honneur de m'élire Doyen, prendre place entre celle de Strasbourg et celle de Paris, celle de Droit, dirigée par l'ancien ministre belge Paul Van Zeeland et par son vice-doyen Mirkine-Guezévitch, la section des Sciences, dirigée après la mort de Jean Perrin, par le vénérable mathématicien Jacques Hadamard, qui a donné ses trois fils à la France. Huit Instituts complétaient cette organisation, qui fut présidée, après la mort d'Henri Focillon, et même avant, par Jacques Maritain. Des conférences, des publications, une grande revue : *Renaissance*, témoignaient de l'activité croissante de l'Ecole Libre, asile de la Pensée Libre, comme disait, en la visitant, le général

Beynet, tandis que, à Mount-Holyoke, un Pontigny franco-américain, modelé sur celui de Paul Desjardins en Bourgogne, rassemblait chaque année des savants et artistes français ou étrangers, pour des entretiens destinés à favoriser les échanges intellectuels et le rapprochement des peuples. Embryon de Société des Nations sous les auspices de la France Libre.

Mais là ne se borne pas l'action de celle-ci. Comme son pavillon à la Croix de Lorraine flottait sur les déserts d'Afrique, dans le ciel de Russie, et les mers polaires ou tropicales, l'étendard de la Pensée française se déployait dans toutes les parties du monde que n'atteignait pas la peste nazie.

En Angleterre se publiaient la vaillante *Marseillaise*, la *France libre* et un quotidien, la *France*. Dans notre cher Canada français, Marthe Simard, qui devait devenir la première femme député de l'histoire de France, et Elisabeth de Miribel publiaient la revue *France-Canada*, dont je viens de recevoir le numéro d'avril 1945 ; tandis que Hurbise et Charbonneau (*L'Arbre*) et Valiquette multipliaient les éditions ou rééditions de livres français, et Ludmilla Pitoeff, parallèlement au R. P. Legault et ses compagnons de Saint-Laurent, les représentations de pièces françaises, dont le *Jeu retrouvé*, de Marcel Raymond, consacré au théâtre d'entre-deux guerres, était le commentaire vivant. Le Mexique ami, et bientôt allié, devenait centre d'édition française, de même que Rio-de-Janeiro (*Atlantica Editoria*) et Buenos-Ayres, où les *Lettres françaises* de Caillois sortaient de la revue *Sur des admirables* Rosa Maria Olivier et Victoria O'Campo.

Aux Antipodes, presque, le bon combat est mené par la revue *France-Orient*, dont le premier numéro parut le 1^{er} mai 1941, et son périodique illustré *Le Clairon* et ses cent cinquante brochures.

En Egypte, c'est mon éminent collègue, le papyrologiste Jouguet, membre de l'Institut, qui publiait une revue *France toujours*, tandis que, à Beyrouth en Syrie, le capitaine Georges Bianquis, directeur de la Société d'Edition des Lettres françaises, multipliait les manuels de toutes sciences et les collections de classiques français, dont les Ecoles d'Orient ont besoin.

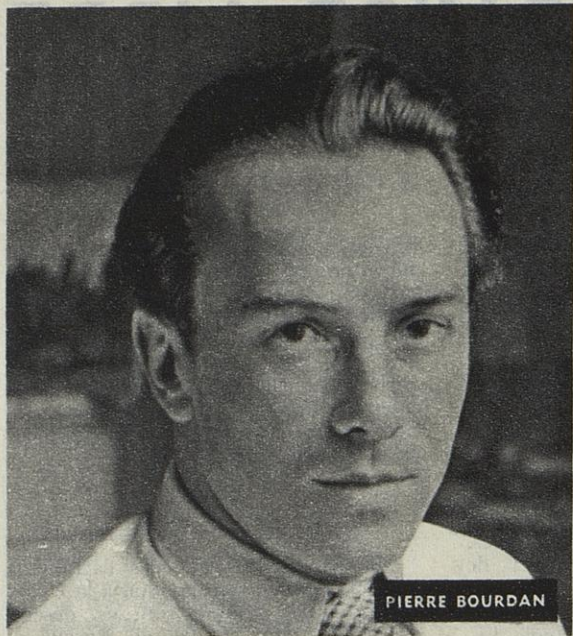
Dans le fracas des armes, des calomnies et des rancœurs, il ne faudrait cependant pas oublier les souvenirs des Croisades, le *Crac des Chevaliers*, *Notre-Dame de Tortose*, les *Assises de Jérusalem*, la *Chanson des Chétifs*, et la langue *franque*, cette *koïnè* de l'Orient, truchement de la Pensée internationale du Proche Orient, à laquelle les Anglais et les Américains eux-mêmes sont forcés de recourir. J'ai eu trop d'élèves syriens (n'est-ce pas Anouar Hatem et Moussa Abadi ?) et si chers, pour ne pas souligner combien notre langue et notre pensée sont congénitales à cette nation, qui aspire à une légitime indépendance.

Peut-on oublier l'Algérie, également troublée et plus française encore, où la revue *Fontaine*, du poète Max-Pol Fouchet a maintenu haut notre flambeau, un peu plus tard, après le débarquement, de l'*Arche*, d'André Gide et de son brillant collaborateur arabe Amrouche.

Ah ! oui, il a couvert le ciel entier d'un pôle à l'autre, l'arc-en-ciel de la Pensée française libre où scintillaient, particulièrement brillantes, les trois couleurs. Soyons-en fiers !



Une exposition des journaux de la France Libre à Londres dans le courant de l'année 1941. Sa devise : « La voix de la France continue à être entendue par le monde entier. »



PIERRE BOURDAN



JEAN MARIN



JEAN OBERLÉ

CETTE équipe de la Radio de Londres fut constituée pour combattre la propagande allemande dont le premier soin, après la défaite de la France, avait été de contrôler les postes de radio français, ainsi que la presse française. Il y avait à Londres, au début de 1940, des représentants de la radio française. Mais ils quittèrent Londres après l'armistice et rentrèrent à Vichy. Il fallait donc les remplacer.

La radio jouait déjà un rôle important dans les affaires internationales. Le 17 juin 1940, le maréchal Pétain annonçait par la radio qu'il sollicitait de Hitler un armistice et, le lendemain même, le général de Gaulle lui répondait — et répondait au monde entier — par son

par Jean OBERLÉ

fameux message. La voie était tracée. Nous n'avions plus qu'à continuer.

C'est Jacques Duchesne, de son vrai nom Michel Saint-Denis, qui constitua l'équipe « Les Français parlent aux Français ». Au début, l'émission s'appelait : « Ici, la France ! ». Duchesne, revenu de Dunkerque comme officier de liaison avec l'armée britannique, fut chargé de rassembler quelques Français pour répondre à la propagande allemande et à celle de Vichy. La première équipe fut constituée par Pierre Bourdan et Jean Marin, journalistes à Londres en temps de paix et mobilisés sur place à l'agence Havas. Jacques Borel, caporal au service cinématographique de l'armée, Pierre Lefèvre, chauffeur au quartier général de Gamelin, Maurice Van Moppes, caporal infirmier, ces deux derniers arrivés en Angleterre par Saint-Jean-de-Luz, et, enfin, moi-même, qui avait été envoyé en 1939 par « Le Journal » à Londres, pour écrire des chroniques sur l'Angleterre en guerre.

Aucun d'entre nous n'avait jamais parlé à la radio. Nous étions des journalistes, des peintres, des acteurs, mais pas des spécialistes de la radio. Le porte-parole du général de Gaulle, le sous-lieutenant Maurice Schumann, était également journaliste à l'agence Havas.

ICI, LONDRES ! LES FRANÇAIS COMMENT FURENT CRÉÉES LES ÉMISSIONS

Nous étions donc des débutants. Notre seule arme était notre sincérité et aussi notre désir de vérité. Dans la confusion qui suivit la défaite de la France, il était bien difficile aux Français de connaître cette vérité et de se former une opinion. La radio et la presse françaises, contrôlées par les Allemands, répandaient fausses nouvelles sur mensonges.

Et puis, l'Angleterre allait devenir l'objectif de la prochaine attaque allemande. Nous étions sur place pour en décrire les épisodes. Et lorsque Goebbels et Radio-Paris annonçaient que Londres était entièrement détruit, nous pouvions y répondre aisément.

Les bombes tombèrent dru sur Londres. Elles touchèrent plusieurs fois les studios de la B.B.C., mais la chance nous favorisa et aucun de nous ne fut blessé. L'émission en cours ne fut jamais interrompue et nos auditeurs ne se doutèrent jamais de rien.

Nous ne savions pas, au début, que nous étions tellement écoutés. La première lettre de France nous arriva pendant l'automne de 1940 ; et puis, ce furent les Français qui arrivaient en Angleterre pour rallier le général de Gaulle, qui nous tintrent au courant des progrès que nous faisions dans l'esprit du peuple français. Le succès de notre émission du soir nous incita à en faire d'autres. Nous eûmes une émission à midi, une autre à six heures et demie du soir, une à minuit pour les prisonniers en Allemagne, une autre à une heure du matin, sans compter l'émission hebdomadaire pour les enfants, et d'autres encore.

Notre petite équipe du début ne pouvait plus suffire à la tâche. Nous faisons tous les métiers que combine la radio : journalistes, acteurs, et même chanteurs puisque

nous écrivions, sur des airs très simples, comme celui de la « Mère Michel » ou du « Roi Dagobert », des chansons où nous blaguions les Allemands et Vichy, des chansons sérieuses à la gloire de « ceux du maquis », et des slogans semblables pour la forme aux slogans de la radio française d'avant-guerre, mais faits pour faire entrer dans la tête des Français quelques vérités simples, telles que : « Radio-Paris ment, Radio-Paris est allemand », ou « Un amiral nommé Darlan est garanti pro-allemand », etc...

Il nous fallait donc du renfort. Nous en trouvâmes dans les Forces françaises libres et aussi dans des Français qui arrivaient de France. Nous trouvâmes ainsi le lieutenant Granville, le soldat Bauer, le caporal Chevrier, Louis Roché qui démissionna de la légation de France à Dublin, pour nous rejoindre, et qui parlait sous le nom de Louis Cauchois ; Paul Bouchon, journaliste à Paris qui prit le pseudonyme de Paul Boivin ; Jean Vacher, inspecteur des finances, blessé à Dunkerque, qui parlait sous le nom de Jean Desvernais ; André Gillois, le seul d'entre nous qui



UN STUDIO GROUANT PLUSIEURS MEMBRES DE LA SECTION FRANÇAISE, PARMI LESQUELS OBERLÉ, VAN MOPPES ET GENEVIEVE BRISSOT.



MAURICE SCHUMANN.



JACQUES DUCHESNE.



VAN MOPPES.

PARLENT AUX FRANÇAIS ! RADIOPHONIQUES DE LA FRANCE LIBRE

écrivait avant la guerre pour le Poste-Parisien, de son vrai nom Maurice Diamant-Berger : il remplaça Schumann comme porte-parole de la France combattante, après le 6 juin 1944. Il y avait aussi Pécheral, autre journaliste à Paris et, enfin, en novembre 1943, Pierre Dac arriva des prisons d'Espagne et écrivit pour nous une quantité de chansons très amusantes qu'il chantait lui-même. C'était parmi nous le seul « professionnel ». Enfin, dans cette équipe masculine, nous avions une femme, une jolie Parisienne, Geneviève Brissot, qui se mit à l'ouvrage avec application, avec ce bon sens et cette logique des Françaises qui en ont fait le soutien du foyer pendant ces années terribles. Geneviève Brissot s'adressait surtout aux femmes : elle prit ensuite la direction du programme de midi. Il était bien juste que notre équipe comportât une femme, puisque tant de Françaises ont été si admirables dans la résistance et ont été déportées si nombreuses en Allemagne.

Nous faisons également parler de nombreux combattants des Forces françaises libres. Nous constatons, à ce propos, que les soldats écrivaient et s'exprimaient avec plus

de saveur et de sensibilité que les officiers, dont le style était un peu plus « affecté ». Il y avait naturellement des exceptions brillantes, comme le capitaine de vaisseau Héron de Villefosse, doué aussi bien pour écrire que pour parler. Des parlementaires, évadés de France pour rejoindre le général de Gaulle, retrouvaient une tribune à notre micro, tels Louis Marin, Queuille ou Pierre Viénot, et tant d'autres.

Notre tâche n'était pas toujours facile. Les nouvelles étaient souvent bien mauvaises et les victoires de l'Allemagne se succédaient jusqu'en novembre 1942. Il nous fallait constamment trouver des explications, donner des conseils, multiplier les encouragements. Nous nous efforcions de le faire sans trop ennuyer ou lasser nos auditeurs. Par les « réflexions » de Jacques Duchesne, par les « commentaires des nouvelles » de Pierre Bourdan et Jean Marin, par la « discussion des trois amis », par des reportages, par des revues de presse, par des chansons, par des polémiques, nous recommençons chaque jour le combat contre la propagande ennemie. Nous savions que dans chaque ville, chaque village de France (et même à l'étranger) on attendait chaque soir notre petite provision d'optimisme. Bien souvent, nous nous sentions découragés. Mais nous sentions aussi quelle responsabilité était la nôtre et nous nous efforcions encore davantage de trouver des raisons d'espérer.

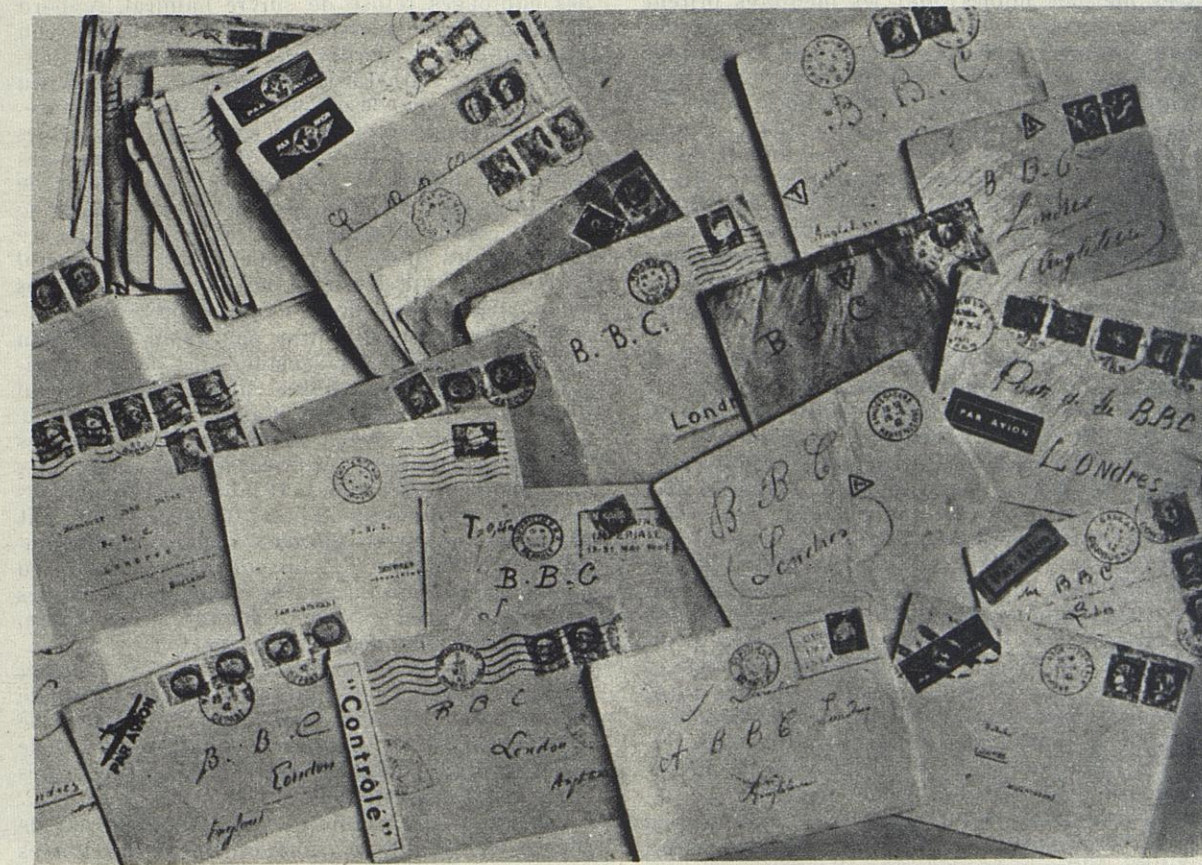
Cela n'était pas toujours facile. Lorsque Mers-el-Kébir, Dakar, la Syrie, Madagascar opposaient les Anglais aux Français, le découragement nous envahissait. Lorsque les Américains traitèrent en novembre 1942, à Alger, avec Darlan, la situation nous parut inextricable. Lorsque

l'aviation alliée était obligée de bombarder les gares et les usines de France, nous étions bouleversés.

Heureusement dès l'automne 1942, les Alliés marchèrent de succès en succès. La certitude de la victoire était telle qu'il nous fallait plutôt calmer l'impatience des Français, qui attendaient chaque jour le débarquement. Il eut finalement lieu. Presque tous les membres de notre équipe partirent avec les armées alliées comme correspondants de guerre. Nous restâmes à Londres pour lire au micro les dépêches qu'ils nous envoyaient du front.

Et puis la France fut libérée. Et nous nous retrouvâmes tous à Paris. Nous avons repris nos anciens métiers, le théâtre, la peinture, le journalisme. Schumann fait partie de l'Assemblée consultative. Nous avons presque tous cessé de parler à la radio. Au lieu du témoignage officiel de satisfaction que nous n'avons ni attendu, ni espéré, nous avons eu par contre le témoignage touchant de milliers de lettres écrites de tous les coins de France et qui nous remerciaient, dans des termes souvent très émouvants, de ces quatre années de radio grâce auxquelles il s'était établi entre les Français et nous une affection solide. Car nous n'étions que les Français et nous une affection solide. Car nous n'étions que les Français et nous une affection solide. Car nous n'étions que les Français et nous une affection solide. Car nous n'étions que les Français et nous une affection solide.

Cela aura été pour chacun d'entre nous une aventure étonnante, que nous n'aurions jamais pu imaginer. Cette radio de guerre, cette radio de combat aura cessé avec la victoire. Notre mission est terminée. Si nous avons pu être utiles en faisant notre devoir de Français, tant mieux. Je ne voudrais pas terminer ces quelques lignes sur la Radio de Londres sans dire qu'elle n'aurait pas été possible sans les Anglais. Ils ont mis leur micro à notre disposition sachant bien que les Français d'Angleterre se considéraient toujours comme leurs alliés. Ils auraient pu nous imposer une censure sévère. Dans ce pays de véritable liberté, de liberté d'expression surtout, leur censure était amicale et des plus débonnaires. Je me suis souvent demandé si en pareil cas nous aurions été toujours aussi larges d'esprit qu'eux.



MIRACLE ! CES LETTRES DE FRANCE AYANT ECHAPPE A LA CENSURE DE LAVAL PARVINRENT A BON PORT A LA B.B.C.

Après avoir complété cette carte strictement réservée à la correspondance d'ordre familial, biffer les indications inutiles. — Ne rien écrire en dehors des lignes.

ATTENTION — Toute carte dont le libellé ne sera pas UNIQUEMENT d'ordre familial ne sera pas acheminée et sera probablement détruite.

France le 6 octobre 1940

Aviation anglaise en bonne santé. Fatigue.

Aviation allemande ~~très mauvaise~~ gravement malade, blessée.

Voudrais Hitler tué et Mussolini prisonnier.

Assassine ~~Hitler~~ Américain anglais sans nouvelles.

de marine italienne la famille ~~va bien~~.

Occupants ont trop besoin de provisions. Doient à besoin d'argent.

Tous Français ~~ont vos~~ nouvelles, ~~suspense~~ Espoir est de retour.

De Gaulle travaille à notre salut. Hitler va entrer à l'école des revers.

Le fils de Foch a été reçu à l'école des revers.

Le corps de canon. Hitler devrait aller à Londres le 15 août.

Vive la France, esclaves aujourd'hui, libres demain.

Affectueuses pensées. Baisers à tous trois. Signature.

Dupont-Durand

CETTE CARTE « INTERZONE » ENVOYÉE LE 6 OCTOBRE 1940 AUX « TROIS AMIS » ARRIVA MALGRÉ TOUT À DESTINATION...

CROIX DE LORRAINE

palladium de la Croisade pour la Libération Française !

DEPUIS cinq années, la croix de Lorraine a brillé sur les terres les plus diverses et les plus lointaines : la métropole et l'Empire, les territoires de nos Alliés, ceux des neutres et même les pays sur lesquels a régné l'affreuse domination provisoire de nos plus mortels ennemis. Car les puissances de l'Axe ne l'ont point ignorée. Avec quelle rage ne l'ont-elles pas pourchassée et piétinée, comme si ce nouvel instrument d'exorcisme menaçait d'extirper d'elles les démons furieux qui les possédaient !

De quel réconfort ne fut-elle pas pour notre pauvre France souillée par l'occupation allemande. Ceux d'entre nous qui ne l'ont point quittée depuis l'armistice de juin 1940 se souviennent de ces doubles croix malhabiles hâtivement tracées à la craie un peu partout : sur l'asphalte des trottoirs, sur le tronc des arbres, et jusque sur les féroces proclamations des « autorités occupantes », sinistres faire-part des massacres des innocents. « Bekanntmachung ! » Sur les placards rouges de sang, à large bordure endeuillée, elles ont été le symbole muet de la résistance et de l'espoir.

Nul n'ignore donc aujourd'hui la croix de Lorraine mais peut-être connaît-on moins les circonstances au cours desquelles elle devint en juillet 1940 l'emblème des forces françaises qui, d'Angleterre, continuaient la lutte à côté de nos Alliés « jusqu'à la victoire ou jusqu'à la mort ».

Avant cela, un bref historique s'impose. On sait que la croix de Lorraine, appelée aussi croix d'Anjou, croix russe, patriarcale ou archiepiscopale, est constituée par une barre verticale et deux croisillons inégaux. Telle quelle, elle passe pour représenter la croix du Sauveur, le petit croisillon supérieur figurant l'écrêteau sur lequel était gravée l'inscription dérisoire INRI : « Iesus Nazareus rex Iudeorum ».

Mais la croix à double traverse ne sert pas seulement d'emblème. Elle figure sur les plans de certaines églises comme celle de Rochester en Angleterre : à Cluny, Saint-Quentin, Saint-Benoît-sur-Loire en France. On la retrouve encore dans les Balkans, notamment dans les célèbres couvents du Mont Athos.

Au temps des Croisades, les pèlerins fixent à leurs vêtements l'emblème du Christ. Suivant l'expression consacrée, ils se « croisent ». Certaines maisons nobles dont les membres prirent part à la grande expédition de délivrance des Lieux-Saints en conserveront parfois le souvenir dans leurs armoiries. Telle la Maison d'Anjou qui appose la double croix sur les siennes. Louis I^{er}, prince de cette souche, la choisira même comme emblème d'un ordre de chevalerie dont il est le créateur. Les admirables tapisseries du Musée de l'Évêché, à Angers, exécutées sur les ordres de Louis II, fils du précédent, font figurer la croix de Lorraine — qu'il conviendrait ici d'appeler : d'Anjou — parmi les extraordinaires scènes de l'Apocalypse dont les siècles n'ont pas terni les couleurs.

Survient l'alliance des maisons d'Anjou et de Lorraine. Le 24 octobre 1420, René, fils de Louis II, devenu par héritage duc de Ber, épouse Isabelle, fille du duc Charles de Lorraine et succède bientôt à son beau-père dans le gouvernement de ses Etats. Alors apparaît Jeanne d'Arc, René d'Anjou embrasse la cause de son beau-frère, le dauphin Charles VII, et guerroye aux côtés de la Pucelle. La double croix figure-t-elle dans les cortèges de Jeanne ? Nous l'ignorons, mais ce qui est du moins certain, c'est qu'elle fut apportée en Lorraine par René et s'y vit conférer l'appellation sous laquelle elle est la plus connue aujourd'hui. Trois siècles plus tard, elle devait figurer sur les armoiries des Habsbourg-Lorraine, issus de la descendance de François III, duc de Lorraine et de Marie-Thérèse de Habsbourg qui contractèrent union en 1736.

Mais tout ceci, c'est le passé... et voici qu'une poignée d'hommes va raviver les couleurs pâlies du vieil emblème de la maison d'Anjou ; adoptée comme insigne par le mouvement de la France

Libre, la croix de Lorraine deviendra dès juillet 1940 le vexillum des marins et des aviateurs qui, en dépit de l'armistice, se sont refusé à croire à l'irréparable. Le 27 juin 1940 au soir, débarque en radé de Gibraltar, du vieux charbonnier anglais *Cydonia*, un passager de marque. C'est un Français, le vice-amiral Muselier. Au cours d'une interminable traversée de quatre jours, il a perdu tout contact avec les graves événements de France. Il ignore la conclusion de l'armistice. Sa seule pensée en quittant notre sol a été de grouper autour de lui les bonnes volontés et de continuer la lutte à côté des Alliés. Il pensait trouver à Gibraltar d'importantes forces navales françaises. Déception ! Il n'y a sur rade que deux navires auxiliaires armés en guerre : le cargo



Rhin, de la Compagnie Paquet, et le chalutier *Président-Houduce*. La flotte de commerce proprement dite est représentée par trois vapeurs, l'*Anadyr*, le *Lieutenant-Lalour* et la prise italienne *Capo Olmo*.

L'armistice est entré en vigueur le 25 juin et sa conclusion ne va pas faciliter le recrutement des premiers « résistants ». La grande majorité des équipages refuse de suivre l'amiral. A bord du *Rhin*, il y a bagarre. Le lieutenant de vaisseau Péri est blessé. L'ordre est enfin rétabli et finalement les réfractaires prendront à bord du *Lieutenant-Lalour* le chemin du retour en France. L'amiral Muselier vient, au cours de ces pénibles heures, de créer le noyau des Forces navales françaises libres. Il pensait les commander de l'Empire, mais l'Empire est défaillant. Il décide alors de rallier Londres d'où, dès le 18 juin, a été lancé sur les ondes le premier appel du général de Gaulle, Londres qui va devenir pour un temps le quartier général de la France libre.

Il quitte donc Gibraltar par avion le 29 juin au soir au milieu des acclamations de ses partisans, tandis qu'un morne silence règne parmi les autres. Ce contraste d'attitudes, l'amiral l'a profondément ressenti. Il ne veut pas que ses volontaires puissent être confondus avec ceux qui ont déposé les armes. Il faut trouver pour les premiers une marque d'identité spéciale qui soit en même temps un glorieux insigne commémoratif. Dans la nuit, l'avion vole vers le nord. Au loin s'inscrit dans le ciel le dôme lumineux des feux d'une grande ville, Lisbonne sans doute, et l'estuaire du Tage se devine.

C'est dans ce décor grandiose que va germer dans le cerveau de l'amiral Muselier l'idée de la croix de Lorraine. Cette croix, emblème de rédemption, il en choisira le type en raison de son ascendance lorraine paternelle. L'insigne des Français libres est né !

Le 1^{er} juillet, l'amiral était nommé par le général de Gaulle au commandement des Forces navales et aériennes françaises libres. Ce jour-là même, la croix de Lorraine était rendue réglemen-

taire à bord des bâtiments de guerre et de commerce et des avions de la France libre. Le 3, le memorandum suivant en donnait les règles d'emploi :

1) Les bâtiments de guerre et de commerce de la Marine Française Libre (F.N.F.L.) porteront à la poupe le pavillon national français, et, à la proue, un pavillon carré bleu, orné en son centre de la croix de Lorraine en rouge, par opposition à la croix gammée...

4) Les appareils des Forces aériennes françaises libres (F.A.F.L.) porteront la cocarde réglementaire et, à côté, un cercle bleu de même taille que la cocarde, orné en son centre de la croix de Lorraine en rouge.

Mentionnons en passant que ce memorandum fut rédigé au Q. G. de Saint-Stephen's house et mis au net sur une caisse d'emballage faisant fonction de table. Les débuts étaient modestes !

Le 5 juillet, au cours d'une conférence, tenue à l'Amirauté anglaise entre les Lords de la Mer et l'amiral Muselier, les termes du memorandum ci-dessus sont confirmés et le procès-verbal officiel précise que le personnel des F.N.F.L. porte l'uniforme de la Marine française avec insigne spécial à déterminer (croix de Lorraine rouge) ; l'insigne de poitrine sera déterminé par l'amiral français lui-même.

Enfin, l'ordre général Marine n° 10 du 22 juillet qui reconnaissait la religion catholique comme religion officielle à bord des bâtiments des F.N.F.L. spécifie au § 6 que : « en opposition à la croix gammée d'Hitler, la croix de Lorraine figurera sur les insignes et les pavillons de beaupré avec les devises sacrées : Honneur et Patrie — Valeur et Discipline. »

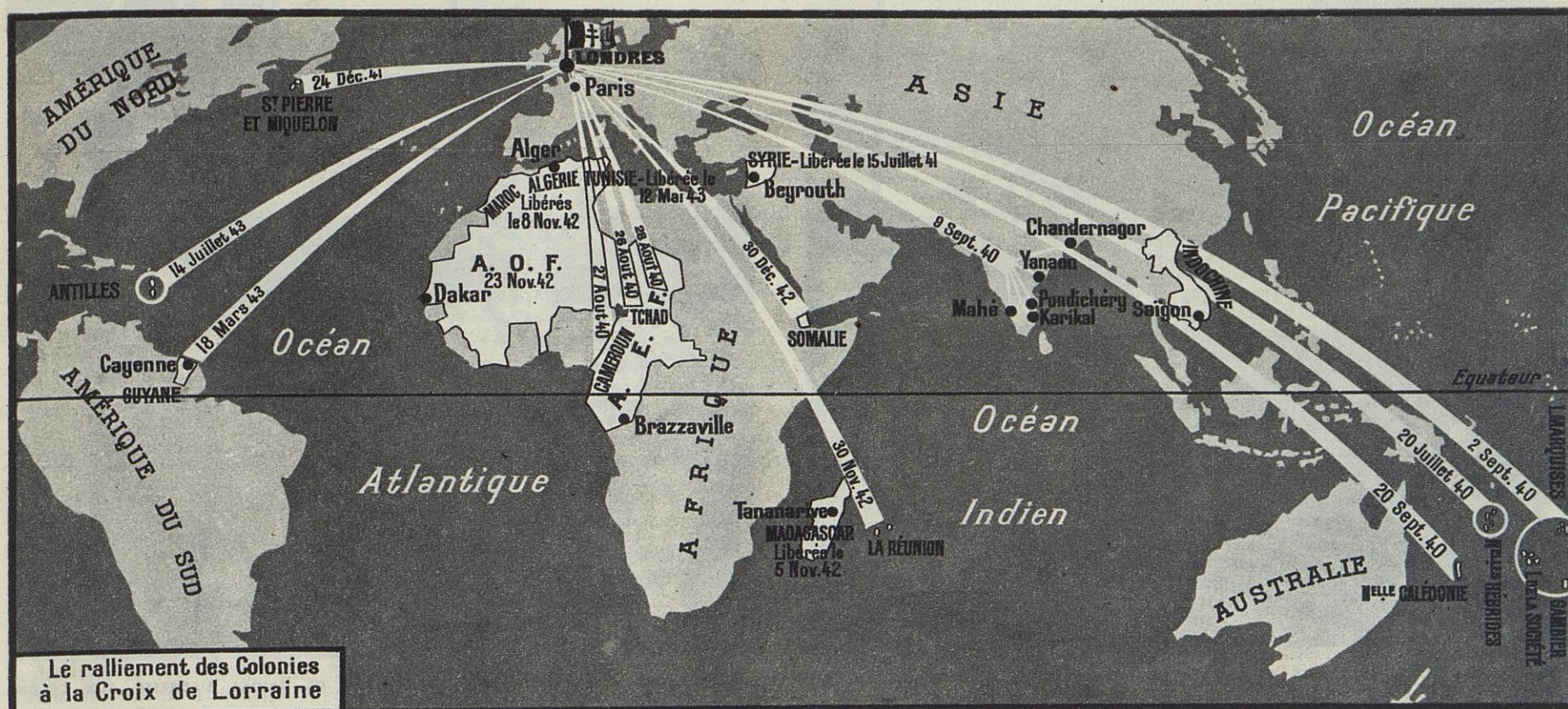
Le reste est question de détail et de mise au point. Bientôt le pavillon de beaupré à fond bleu se verra, pour une simple raison de visibilité, remplacé par un « jack » tricolore qui rappelle par sa disposition certains guidons de régiments de la 1^{re} République : au centre s'inscrit la croix de Lorraine rouge dans un losange déterminant aux quatre coins quatre triangles : Ceux de la hampe sont bleus, les deux autres rouges.

Quant à l'insigne de poitrine, après plusieurs essais exécutés « par les moyens du bord », sa forme définitive fut ainsi fixée : un losange oblong de couleur bleue : au centre, une croix de Lorraine tréflée rouge dont un mince liséré bleu épouse les contours. En travers, l'inscription « France libre » remplacera bientôt celle primitivement prévue : Honneur et Patrie — Valeur et Discipline. Cette dernière, trop longue, se prêtait mal à une disposition harmonieuse dans un cadre aussi restreint. Au dos, un numéro matricule fut gravé. Ainsi le gracieux emblème devint-il la propriété exclusive de son détenteur et, en quelque sorte, sa plaque d'identité. Le premier insigne fut attribué à son créateur, le vice-amiral Muselier, premier commandant en chef de la marine et de l'aviation en Angleterre.

Mais si l'emblème demeura l'apanage exclusif de ces deux armes, et pour une période déterminée, la croix de Lorraine elle-même eut vite fait de déborder de son cadre primitif. L'armée l'adopta à son tour ; elle la fixa sur ses fanions, la peignit sur ses chars, l'agrafa à la poitrine de ses soldats... Elle devint ainsi le scapulaire de la force militaire française.

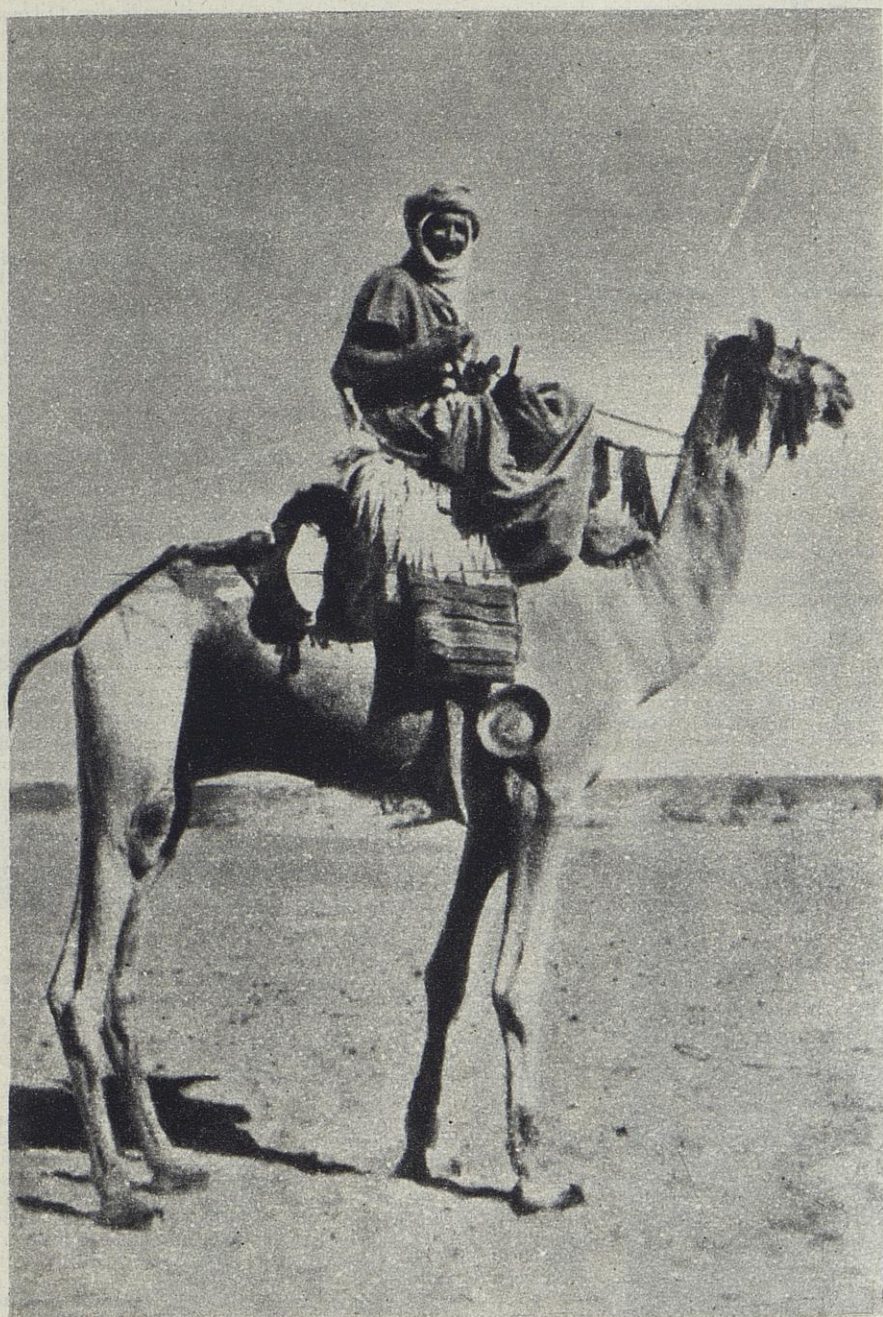
Quant aux Forces navales et aériennes françaises libres, depuis bientôt deux ans elles ont cessé d'exister. Mais nombreux sont encore ceux qui eurent l'honneur d'en faire partie. Ils continuent à arborer l'insigne avec une légitime fierté. Plus tard, au soir de leur vie, celui-ci demeurera pour eux le plus précieux des souvenirs d'une époque héroïque. Oubliant les dangers courus, les sacrifices endurés, la rancœur des amitiés perdues, ils penseront : c'était le bon temps !

Alors la croix de Lorraine sera devenue la croix de mission de la grande croisade contemporaine, celle qui devait chasser les Allemands des Lieux Saints d'Occident : notre France.



LE RALLIEMENT DE L'EMPIRE

par le médecin général SICÉ



Jean Colonna d'Ornano, commandant de méharistes, premier officier de la France Libre tombé au champ d'honneur (à Mourzouk, le 11 janvier 1941). Le commandant d'Ornano qui joua un rôle important dans le ralliement du Tchad au général de Gaulle, demeurera éternellement comme une des plus grandes figures de l'Histoire coloniale française sous ce titre magnifique : « Le Bayard du désert ». Un héros à ne pas oublier.

D'AUDACIEUX Français, marins, colons, commerçants, militaires, médecins, administrateurs, missionnaires, livrés le plus souvent à eux-mêmes, ne disposant que de pauvres moyens, ont construit à travers le monde un solide édifice qui repose sur une large base, près de 13.000.000 de kilomètres carrés, réunit 65.000.000 d'habitants et a pour nom : l'Empire français.

Le caractère essentiel de cette œuvre est sa cohésion et son universalité. Cohésion, parce que de la Méditerranée au Congo elle a soudé en un seul bloc un domaine infiniment varié mais qui, dans sa diversité, forme tout de même une Afrique française : cohésion, parce que, du golfe du Tonkin au golfe du Siam, du Yunnan à la mer de Chine méridionale, elle a groupé une colonie, un royaume, un empire, deux protectorats, pays dissemblables mais qu'elle a tout de même unis en un tout qui a nom l'Union Indochinoise française à laquelle elle a conféré une homogénéité.

Universalité, parce que dans l'Atlantique, dans l'Océan Indien, dans la mer Rouge, dans la mer de Chine, dans le Pacifique, dans la mer des Caraïbes, la France est partout présente. Par son âme, par son ardeur créatrice, par sa conception personnelle de la colonisation, par ses chiffres enfin, elle monte la garde aux postes que ses fils ont établis pour jalonner les routes du monde tout au long desquelles ils ont voulu qu'elle veillât. Cet édifice est le deuxième de son histoire. Du premier qui se créait, il y a cinq siècles, le traité d'Utrecht, les traités de Paris (1763-1814), progressivement diminuaient le rayonnement, au point de ne laisser à la France que des vestiges sans grandeur, dispersés dans le monde. Avec son obstination lente et tenace qui est la marque des hommes de ce terroir, la France a fait jaillir de ses relais épars, miraculeusement sauvés du désastre, une nouvelle expansion.

Placée à la pointe du continent européen, entre deux mers, face à un grand océan, notre patrie ne peut en effet s'isoler du monde sous peine de périr.

« Comme les choses qui n'essaient pas, les nations sans colonies sont des nations mortes », disait Francis Garnier.

Les événements maritimes de tous les temps ont eu sur son sol de profondes répercussions. Des raisons géographiques, politiques, sociales, économiques, morales lui commandent de se ménager des horizons sur toutes les mers et sur tous les continents. Ainsi l'a campé, outre-mer et dans toutes les parties du monde, cet Empire, sur le sort duquel les clauses de l'armistice franco-allemand du 22 juin 1940 étaient muettes. Ce silence voulu était significatif pour les coloniaux et leur œuvre : nul d'entre nous ne pouvait nourrir l'illusion que le Grand Reich, disposant librement de tous les territoires français d'outre-mer, après avoir abattu la France, dédaignerait d'annexer ses possessions, lui en conserverait avec générosité la propriété et le droit d'y exercer librement son autorité. Insensée la thèse de certains hauts fonctionnaires, exposant avec une inconscience téméraire que l'administration coloniale allemande surprise et débordée par tant d'acquisitions massives se trouverait dans l'obligation d'utiliser leurs services pour la sauvegarde de ses populations dont elle aurait désormais la tutelle.

Combien plus vraie et aussi plus cruelle était la réalité, telle qu'elle ressortait avec une aveuglante clarté du plan allemand d'hégémonie mondiale, datant des années 1895 à 1911 : poursuivi depuis avec une bouleversante ténacité, imposé avec maîtrise par les victoires politiques, militaires et économiques qui marquaient temporairement le triomphe du pangermanisme en Europe. Par sa rapide conquête de l'Europe centrale et occidentale préparée de 1934 à 1938 au vu et au su de toutes les chancelleries, réalisée de 1938 à 1940, l'Allemagne assurait sa domination de l'Océan Glacial arctique à la Méditerranée.

La défaite de la France, la défection de sa flotte invaincue, l'abandon de son Empire colonial devaient permettre au pangermanisme de poursuivre son expansion en franchissant la Méditerranée : de gagner le continent africain, de s'y installer, puis d'y rayonner sans coup férir. Maîtresse des territoires du Nord, de l'Ouest, du Centre de l'Afrique, l'Allemagne, partant de ces bases, tenant à sa merci l'Est et le Sud de ce continent, avait toute latitude pour étendre et poursuivre sa progression vers l'Égypte, le canal de Suez, le Soudan anglo-égyptien, étapes nécessaires qui lui permettraient de préparer et d'entreprendre la conquête de l'Asie, avec l'aide du partenaire libre. Que l'on ne traite pas de chimérique cette analyse des probabilités, le déroulement de la guerre en Afrique a montré l'adresse avec laquelle l'Allemagne avait su tirer parti de la situation qu'elle s'était acquise et des avantages qu'elle s'était ménagés.

Quant à l'Empire colonial français, il aurait payé de sa déchéance la collaboration qu'elle eût apportée au Grand Reich. Le sort de l'Union Indochinoise française nous en donne la garantie.

Livrer aux Allemands ce patrimoine africain, patiemment constitué par ses artisans qui avaient tant donné à la France, l'Union, leur œuvre : abandonner les morts qui montent la garde sous cette terre d'Afrique, pareil renoncement était sacrilège. La génération présente eût manqué à son devoir envers la génération passée, envers la génération future. Dans la grande misère de la France, les Africains ne pouvaient pas répondre aux vaincus récents de la patrie par l'égoïsme et l'ingratitude d'une inexcusable abstention. L'histoire les regardait. L'heure était venue pour eux de restituer à la France partie ou tout de ce que la France leur avait donné au temps de sa puissance et de sa prospérité.

LE RALLIEMENT DES COLONIES (fin)



A DOUALA, DE GAULLE PASSE EN REVUE LES PREMIERS VOLONTAIRES DU CAMEROUN.



A BRAZZAVILLE, EN AOÛT 1942, LE GENERAL DE GAULLE S'ADRESSE AUX COLONS.

Telle était la situation morale, tel était l'état d'âme de la plupart des Français et de nombreux groupements indigènes — il faut l'écrire en hommage à la vérité — de l'Afrique Equatoriale Française et du Cameroun. Le loyalisme à la France des populations indigènes n'a pas connu de défaillance. Dès la nouvelle de la capitulation, elles se sont serrées autour de nous, Français. Les quitter, les remettre aux Allemands eût été une désertion. La France, dans ses malheurs présents, trouvait en elle la récompense de plus d'un siècle de relations avec ses fidèles sujets.

Le 10 mai 1940, une inspection des organisations médicales aux avant-postes de la frontière libyo-tchadienne, me conduisit à Faya (Fort-Largeau), où cent vingt-neuf Européens de la région méhariste, des groupes nomades, unités fixes de la garnison et mobiles des compagnies portées étaient tassés dans l'étroite pièce qui lui servait de salle de réunion. Dans un coin, le chef de bataillon de Tournade, commandant d'armes, se tenait debout auprès d'un poste de radio dont l'émission remplissait le silence de la salle par le récit des péripéties des invasions de la Hollande et de la Belgique déclenchées brusquement dans la nuit du 9 au 10 mai. Les traits tendus de ces hommes du désert trahissaient l'émotion avec laquelle ils suivaient les progrès de cette tragique offensive qui, en quarante jours, allait anéantir l'Europe occidentale, à l'exception de la Grande-Bretagne. Chacun, maître de soi, souffrait de ne pas être aux frontières pour y affronter l'ennemi et lui interdire l'accès du sol de la patrie. Le soir, sur la terrasse d'une des constructions en « banco », les officiers faisaient leurs adieux à leurs camarades du bataillon Delange, désignés pour embarquer à Pointe-Noire, à destination de la France et du théâtre des opérations de guerre. Hélas ! le bataillon Delange ne devait arriver à Brazzaville qu'après la capitulation, après l'armistice. Un autre destin lui était réservé, celui d'être le premier bataillon de la libération.

Le mardi 18 juin, le gouverneur général Boisson, puis le général Husson, commandant supérieur des troupes, réunissaient les directeurs, chefs de service, ainsi que les militaires, pour leur exprimer avec émotion leur volonté de continuer la lutte. Dans toute l'Afrique Equatoriale, cette volonté de résistance se précisait. Il en était de même au Cameroun, où le gouverneur général Brunot faisait acclamer la poursuite de la guerre, affirmant la volonté du Cameroun de rester français. Les jours qui suivirent amenèrent malheureusement un changement profond des dispositions initiales du gouverneur général Boisson et du général Husson, tandis que l'ensemble de la population avait faite sienne la charte que le général de Gaulle proclamait de Londres, à la date du 18 juin 1940.

Toutefois deux thèses s'opposèrent l'une à l'autre dès le début. La première avait pour apôtre le commandant Jean Colonna d'Ornano, qui se refusait à donner le signal d'une révolte contre le pouvoir établi en France, à provoquer une lutte fratricide et condamnable entre soldats français et qui revendiquait la liberté d'apporter les services de tous ceux qui étaient résolus à continuer la guerre aux forces britanniques demeurées seules en face de l'Allemagne. D'Ornano avait l'approbation d'un nombre important d'officiers et de sous-officiers de l'Afrique Equatoriale Française. La seconde, opposée à ces départs individuels, à ces engagements isolés des militaires français dans l'armée britannique, recherchait le maintien dans la guerre de l'Empire colonial français, la mise en action de cette force cohésive, puissante solution plus ardue à réaliser, plus lourde de conséquences sérieuses mais incontestablement plus nationale, française jusque dans ses moindres manifestations. Cette thèse était implicitement tracée par l'appel du général de Gaulle. Je l'avais adoptée avec l'approbation de Delange et malheureusement de très petits nombres d'officiers.

Le 30 juillet, la B.B.C. transmettait aux coloniaux un nouvel appel du général de Gaulle :

« Hauts commissaires, gouverneurs généraux, administrateurs, résistants de nos colonies et de nos protectorats, votre devoir envers la France, votre devoir envers vos colonies, votre devoir envers ceux dont les intérêts, l'honneur, la vie, dépendent de vous, consiste à refuser d'exécuter les abominables armistices. Vous êtes les gérants de la souveraineté française actuellement en déshérence. Déjà plusieurs d'entre vous se sont unis à moi pour continuer la guerre aux côtés de nos alliés. Ceux-là seront secourus, mais j'en appelle à d'autres, au besoin j'en appelle aux populations.

« Français de la nouvelle France, de la France d'outre-mer, vous, les hommes libres ; vous, les hommes jeunes ; vous, les hommes courageux, soyez dignes de la France éternelle, libre, jeune, courageuse, qui sortira de là victorieuse... »

Le mois d'août allait être décisif.

Relevé du commandement de son bataillon, Jean Colonna d'Ornano passait à Léopoldville (Congo belge) dans la nuit du 17 au 18 août avec le capitaine Bonnet. Grande figure que celle de d'Ornano, méhariste réputé, héritier d'une illustre lignée, les d'Ornano ont en effet donné trois maréchaux à la France.

Le 19 août, le colonel de Larminat et son aide de camp le capitaine Moiteux arrivaient à Léopoldville par la voie des airs. D'Ornano s'étant mis à sa disposition fut envoyé par lui à Legos (Nigéria britannique) d'où, se faisant accompagner par M. René Pleven, il gagna Fort-Lamy. Reçu avec enthousiasme à l'aérodrome par la population de Fort-Lamy, le com-

mandant d'Ornano et M. René Pleven étaient attendus par le gouverneur du Tchad, M. Félix Eboué, qui, n'ayant jamais accepté la capitulation et l'armistice, était depuis plusieurs semaines en relations avec le général de Gaulle. Aussi put-il aisément proclamer l'entrée du territoire du Tchad dans la guerre à la date du 26 août. Le lendemain, le colonel Leclerc, accompagné du commandant Hittier de Boislabert et de vingt-trois Camerounais qui s'étaient réfugiés à Legos, débarquait à Douala et déterminait la reprise des armes par le Cameroun.

Le 28 août, une sédition de militaires, préparée en silence par le commandant Delange, M. Gérard, directeur de la S.E.D.E.C., M. Balme, sous-directeur de la S.G.T.A., et moi-même, amenait l'arrestation du général Husson, gouverneur général par intérim de l'Afrique Equatoriale Française, qui fut remplacé par le colonel de Larminat qui se tenait à notre disposition au Congo belge.

A la date du 30 août, l'Afrique Equatoriale et le Cameroun, formant le bloc de l'Afrique française libre, étaient de nouveau en guerre contre l'Allemagne et l'Italie aux côtés de l'alliée de la France : la Grande-Bretagne et son Empire.

Le mardi 8 octobre 1940, le général de Gaulle arrivait à Douala, prenant pour la première fois le contact avec cette terre africaine et française libre. Il y fut reçu par le colonel Leclerc alors gouverneur du Cameroun tandis que la foule entière lui faisait une enthousiaste réception qui se répéta dans tous les centres qu'il visita successivement.

Au regard de l'histoire un vaste territoire, de plus de trois millions de kilomètres carrés, indiscutable entité territoriale française, après avoir répudié les armistices de juin 1940, poursuivait la guerre au nord de la France.

Dès le 28 décembre 1940, les bataillons des tirailleurs de l'A.E.F. et du Cameroun, encadrés par des officiers et sous-officiers d'active ainsi que de réserve représentés par les planteurs, les commerçants, les administrateurs, les vétérinaires, les missionnaires, les médecins qui servaient sur place, rentraient dans la mêlée. Les bataillons Garbay et Bouillon se mettaient en route pour le théâtre de guerre en Erythrée.

Le 11 janvier 1941, au cours d'un raid sur Mourzouk, le colonel d'Ornano tombait à l'ennemi.

En février, mars 1941, un détachement motorisé, commandé par le colonel Leclerc, s'emparait de l'oasis de Koufra.

En juin-juillet 1941, la division Legentilhomme, combattant aux côtés des troupes britanniques, interdisait définitivement l'accès du Levant aux Allemands.

En janvier, février, mars 1942, les Forces françaises libres du Tchad, sous le commandement du colonel Leclerc, entreprenaient l'attaque du Fezzan.

Et puis, c'est Bir Hakeim où, parmi les forces françaises combattantes, la brigade Kœnig, qui tint tête victorieusement aux attaques germano-italiennes du 28 mai au 11 juin, se trouvait le bataillon numéro deux, formé par les bandes, les yakomas et les bayas de l'Oubanghi, ancien bataillon De Roux, commandé alors par le chef de bataillon Amiel.

Enfin, c'est la traversée du désert, du lac Tchad à la Méditerranée. La conquête du Fezzan, la jonction à Tripoli des troupes du Tchad, commandées par le général Leclerc avec la 8^{me} armée britannique. A ces efforts militaires de l'Afrique française libre s'ajoute un effort matériel considérable aux fonds de contributions volontaires ouvertes dans tous les territoires pour l'achat d'armes. Les indigènes y ont largement participé. Plus d'un million de francs fut versé par les planteurs de coton de l'Oubangui, tandis que les petits planteurs indigènes de café de la région de Bafang, au Cameroun, abandonnaient tout le bénéfice de la vente de leur café, soit plus de 82.000 francs.

L'Afrique française libre a donc participé sans réserve à l'effort de guerre de la Grande-Bretagne et de son Empire qui a préparé la libération. Elle s'est opposée à une inévitable pénétration allemande dans le centre du continent africain.

« Qui tient le Tchad tient l'Afrique » a écrit Mangin.

En effet, les routes reliant d'ouest en est la Nigéria à Kartoum au nord, à Juba au sud, eussent été coupées, interdisant toute possibilité de relations avec le Moyen-Orient et obligeant les convois britanniques à passer par le cap de Bonne-Espérance, les exposant aux attaques de la flotte sous-marine allemande. Le ciel du Tchad eût été interdit aux avions britanniques montés à Takoradi d'où ils partaient pour se rendre au Middle-East.

L'Egypte, menacée au nord par les colonnes germano-italiennes, l'eût été également au sud et la voie maritime du canal de Suez eût été en grand péril. La machiavélique infiltration des « touristes » allemands eût fait peser les conséquences habiles sur le Congo belge. L'Union sud-africaine elle-même, n'eût échappé au pernicieux effet d'une active propagande toute proche tandis que l'ancienne colonie du Sud-Ouest africain allemand était toute prête à accueillir les messages de la plus grande Allemagne.

C'est le mérite de cette grande province française d'outre-mer, l'Afrique française libre, d'avoir compris que son devoir envers la patrie lui imposait un sacrifice sans limites pour contribuer à sa libération et à la défaite de l'ennemi. Pour avoir volontairement affronté dès août 1940 les risques qu'entraînait cette décision, les avoir acceptés sans réserve, les Français et les Noirs de cette Afrique française ont bien mérité de la France.



En Côte d'Ivoire, le fils du roi des Abrous devint un des plus fidèles soldats du général de Gaulle.

LA RENAISSANCE DES FORCES FRANÇAISES

par le vice-amiral MUSELIER

18 JUIN 1940... Une voix s'est élevée à Londres pour ranimer l'espérance:

La France a perdu une bataille, mais elle n'a pas perdu la guerre, phrase immortelle qui, à elle seule, suffit pour ouvrir au général de Gaulle, toutes grandes, les portes de l'Histoire, pour le dresser de toute sa haute taille, comme le symbole de la Résistance et de la France victorieuse.

Cette voix, je ne l'avais pas entendue, je l'avoue, lorsque, après avoir écouté, le désespoir dans l'âme, la première annonce de l'armistice, faite par une voix chevrotante, après avoir constaté le terrible effet de démoralisation sur les troupes que j'accompagnais pendant la retraite de France, j'avais résolu de ne jamais admettre cette double honte: l'abandon de nos alliés, la soumission à l'esclavage nazi! Mais l'appel du général de Gaulle était exactement celui qui était nécessaire pour ramener au combat tous les bons Français, tous ceux qui plaçaient au-dessus de tout le devoir envers la Patrie. A la foi, un peu enfantine de Hitler en la Grande Allemagne et en sa mission, le général opposait une autre mystique, celle de l'action, du sacrifice, de l'espérance en la France éternelle.

Aussi, lorsqu'à bord du vieux cargo britannique sur lequel, passager clandestin voguant vers Gibraltar, puis, sur le Roc, j'apprenais qu'un chef français, connu par ses ouvrages techniques sur l'armée moderne, appelait au combat tous les vrais fils de France, je décidai de le rejoindre au plus tôt et d'essayer, à ses côtés, de ramener au combat la Marine française, glorieuse et invaincue.

A Marseille, dès le 22 juin, j'avais essayé de galvaniser la Résistance, mais, avant même que l'armistice fût définitif, Darlan avait donné ordre d'enlever les culasses

des canons des îles dont les batteries défendaient l'accès de la ville et n'avaient pourtant rien à craindre, à ce moment-là, des bombes et des chars allemands. Mais aussi, comme l'a dit Drogou, l'héroïque commandant du « Narval » disparu depuis, en action de guerre sur les côtes tunisiennes, c'était « trahison sur toute la ligne ».

A Gibraltar, j'avais espéré trouver une force navale importante; mon espoir avait été doublement déçu car j'avais appris que les chefs de nos grandes colonies renonçaient à la lutte; j'avais eu néanmoins la bonne fortune de pouvoir rallier au combat deux navires de guerre et trois bâtiments de commerce, ainsi qu'une centaine d'aviateurs.

J'avais demandé à l'amirauté britannique de me fournir le moyen de rallier d'urgence le général de Gaulle.

En hydroplanant la rade, j'avais songé qu'il fallait différencier les marins et les aviateurs désireux de continuer la lutte de ceux qui acceptaient la honte de l'armistice, conformément aux ordres de leurs chefs.

Au cours de mon voyage, j'avais choisi la Croix de Lorraine comme insigne distinctif des nouveaux « croisés » de l'honneur du Drapeau, par opposition à la croix gammée.

Lorsque, dans la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet, à Londres, je vis le général de Gaulle pour la première fois, je pus lui confirmer qu'un groupe de marins et d'aviateurs, à Gibraltar, s'étaient rangés sous mes ordres: je lui apportai ainsi l'embryon des F.N.F.L. et des F.A.F.L. et l'insigne de la Croix de Lorraine et sa mystique.

Dans son appel prophétique, le général avait prévu que cette guerre serait une guerre mondiale.

« Dans l'univers libre, avait-il dit, des forces immenses

n'ont pas encore donné. Un jour, ces forces écraseront l'ennemi. Il faut que la France, ce jour-là, soit présente à la victoire. Alors, elle retrouvera sa liberté et sa grandeur. Tel est mon but, mon seul but. Voilà pourquoi je convie tous les Français, où qu'ils se trouvent, à s'unir à moi dans l'action, dans le sacrifice et dans l'espérance. »

D'instinct et sans l'avoir entendu, par ma présence, par mon action à Gibraltar, premier acte de résistance militaire hors de France, la Marine et l'Aviation avaient répondu: « Présent! ».

Le 1^{er} juillet, le général me confiait le commandement de la Marine et de l'Aviation dans la légion qu'il constituait par l'ordre que voici:

« Le vice-amiral Muselier est nommé au commandement des Forces maritimes françaises restées libres, quelles qu'elles soient et quel que soit l'endroit où elles se trouvent. »

« Il assure provisoirement le commandement des Forces aériennes françaises, dans les mêmes conditions. »

« C. DE GAULLE. »

La nuit suivante, par radio, j'adressai aux aviateurs et aux marins français mon ordre du jour n° 1:

Londres, 1^{er} juillet 1940.

ORDRE DU JOUR N° 1

« Officiers généraux, officiers, officiers marins, quartiers-maîtres et gradés, marins et soldats des Armées françaises de l'air et de mer.

« Jamais heure n'a sonné plus solennelle et plus opportune de vous rappeler que vous devez obéir à vos commandants, pour tout ce qu'ils vous commanderont pour le bien du service et le succès des armées de la France.

« Vous êtes donc déliés de toute obligation d'obéissance, à l'égard de ceux qui acceptent de rendre sans combat, aux



11 MAI 1941. A LONDRES, JOUR DE LA FÊTE DE JEANNE D'ARC. AU SORTIR DE LA CATHÉDRALE DE WESTMINSTER, CES DRAPEAUX ATTESTENT LA RENAISSANCE DES FORCES FRANÇAISES...



AOUT 1940 : DE GAULLE PRESENTE A GEORGE VI LES PREMIERS VOLONTAIRES QUI CONSTITUERONT L'ARMÉE DE LA LIBÉRATION.



1941 A LONDRES : LA CAPITALE BRITANNIQUE ACCUEILLE CHAQUE JOUR DES MILITAIRES FRANÇAIS RALLIANT DE GAULLE.



1942 : UN SAINT-CYR FRANÇAIS S'EST RECONSTITUE SUR LE SOL BRITANNIQUE, QUI DONNERA DES CADRES A DE GAULLE.

ordres de l'ennemi, les unités de notre flotte, fait unique dans notre glorieuse histoire.

« Je donne l'ordre aux bâtiments de guerre et de commerce français et aux Forces aériennes françaises de rallier sans délai les bases françaises libres ou alliées, les plus proches, en vue d'opérations immédiates contre l'ennemi.

« Que chacun comprenne que nos ennemis trouveront toujours dans les termes des armistices, signés sous la force, un prétexte pour amputer la France, après l'avoir occupée tout entière, pour se faire livrer la flotte, l'aviation, l'empire et les utiliser contre nous-mêmes et contre nos alliés.

« Seule, notre action délivrera la France en sauvant l'honneur du Drapeau. Notre tâche sera facilitée par l'Empire français, même amputé provisoirement de la France occupée. L'Empire comprendra et fera son devoir en mettant à notre disposition ses soixante-dix millions d'habitants et ses ressources infinies.

« Je prends l'entière responsabilité personnelle des ordres que je viens de donner. »

Et quelques jours après, la batterie antiaérienne du « Courbet » descendait ses premiers avions. Les mousses, les pêcheurs de l'île de Sein, les élèves de l'Ecole navale avaient servi les pièces du vieux cuirassé.

Le 14 juillet, nous avions réarmé déjà plusieurs bâtiments et les premiers éléments du bataillon de fusiliers-marins en formation, les futurs héros de Bir-Hakeim, défilaient devant la statue du maréchal Foch à Londres, ainsi que les premiers éléments des forces terrestres de la Légion de Gaulle.

Ces forces terrestres étaient, pour la plus grande partie, composées au début par du personnel de la 13^{me} demi-brigade de la Légion étrangère qui, ramenée à Brest après le glorieux exploit de Narvik, avait combattu vaillamment en Bretagne.

Ces braves gens avaient pu regagner l'Angleterre sous le commandement du colonel Magrin-Verneret et de ses officiers.

Les opérations ne leur avaient pas permis d'entendre l'appel du 18 juin, mais en Angleterre, et en particulier au camp de Trentham-Park, où avaient été rassemblées les troupes françaises revenant de Norvège, les trois quarts d'entre eux décidèrent de continuer la lutte.

Le colonel Magrin-Verneret forma avec ses hommes, fidèles à la devise glorieuse de la Légion : « Honneur et Fidélité », une compagnie d'engins, un bataillon de fusiliers-voltigeurs, un groupe d'éléments de commandement dont une délégation défila le 14 juillet à Londres, avant d'aller au camp d'Aldershot se préparer à la libération de l'Empire.

C'est à Aldershot que se joignirent à ces braves deux sections de 75, la 101^e compagnie du train, formées avec des jeunes gens échappés de France, et des blessés provenant des hôpitaux britanniques, et encadrées par des officiers venus pour la plupart de Norvège, ainsi qu'une compagnie de chars, d'une section du génie, et quelques éléments divers de même origine.

La plupart de ces braves sont tombés depuis, mais ils ont écrit avec leur sang la plus belle page de l'histoire militaire française, au cours de l'héroïque randonnée qui les a conduits de Norvège à Aldershot, en A.E.F., en Erythrée, en Libye, en Syrie, en Tunisie, en Italie, en France et jusqu'à Berchtesgaden.

Au cours des années 1940 et 1941, d'Angleterre, nous leur avons envoyé tous les renforts possibles ; Leclerc, Kœnig, de Larminat, Le Gentilhomme ont été leurs chefs.

C'est d'Angleterre aussi que nous avons envoyé en Afrique trois groupes d'aviation, ainsi que toutes les armes et munitions françaises récupérées.

Le 11 mai 1941, pour la fête de Jeanne d'Arc, escortés du deuxième lord de la Mer et de deux maréchaux d'Angleterre, dans la fumée des incendies, et sous une pluie de flammèches, j'avais remis leurs drapeaux aux délégués des régiments de la France Libre, dans la cour de la caserne de Wellington. Ces drapeaux, je les avais placés sous le double patronage de la Sainte de la Patrie et de la Croix de Lorraine...

Ils sont aussi venus d'Angleterre, les canons du « Paris » et du « Courbet », dont la moitié fut d'ailleurs perdue par torpillage, mais qui nous ont permis, au prix des plus dures difficultés de transport, d'armer les batteries de côte de Douala, de Libreville, de Pointe-Noire, et les groupes antiaériens d'A.E.F. et de Fort-Lamy.

La marine transportait les hommes, les armes, les munitions. C'est un convoi français escorté par des bâtiments de F.N.F.L. qui les a amenés en Egypte, en doublant le cap de Bonne-Espérance, malgré les risques des sous-marins.

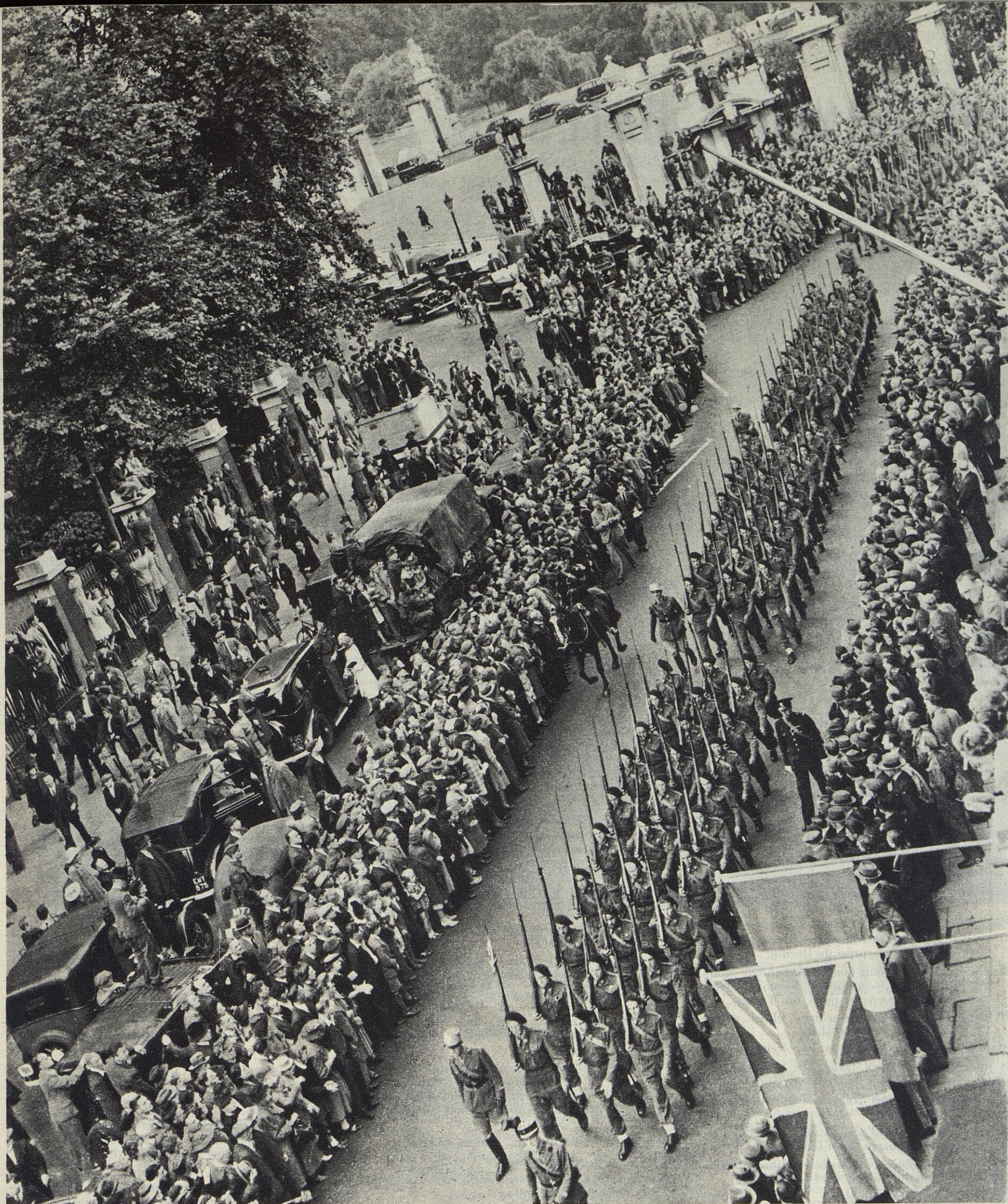
La Marine, l'Armée, l'Aviation travaillaient de tout cœur pour la même cause sacrée; tous étaient soutenus par la mystique du 18 juin, et par les espoirs merveilleux qu'elle avait éveillés.

Dès juillet 1940 nous espérions ! malgré le manque d'armes, malgré l'état squelettique de l'armée britannique, malgré la menace de l'invasion qui pesait alors sur la Grande-Bretagne, malgré le manque presque total d'avions de bombardement chez nos alliés britanniques, malgré les mesures que le gouvernement de Vichy prenait contre nous, malgré les menaces, malgré les calomnies propagées par la presse et par la radio, nous espérions malgré tout ! alors que Churchill lui-même ne pouvait promettre que des « larmes et du sang ».

Et notre équipe du début s'était constituée sous le signe de la Croix de Lorraine, sous la mystique de l'appel du général de Gaulle ; dans la marine en particulier, et dans l'aviation, les officiers et les équipages travaillaient la main dans la main, en vrais légionnaires, sans aucun esprit de lucre ou d'ambition personnelle.

Malgré de nombreuses difficultés, répondant à mes appels, marins et aviateurs rallièrent de toutes les parties du monde.

Lorsque, le 18 juin 1941, pour le premier anniversaire de l'appel du général de Gaulle, j'eus l'honneur, dans la grande salle de l'Albert Hall, à Londres, de relire les phrases prophétiques, la marine française libre comptait déjà une cinquantaine de bâtiments de guerre, plus de cent bâtiments de commerce et les groupes de pêche. Plusieurs de nos escadrilles de l'air étaient en action et le 1^{er} groupe de chasse français sur « Spitfire » était en



14 JUILLET 1942, A LONDRES, LES FORCES DE LA FRANCE LIBRE CONSTITUENT MAINTENANT UNE PETITE ARMÉE QUI A FAIT SES PREUVES ET QUE LES ANGLAIS ACCLAMENT A SON PASSAGE.

formation en Angleterre, grâce à l'arrivée massive du groupe d'aéronautique navale du Pacifique.

Dans toutes les mers, dans tous les cieux, nos marins, nos aviateurs combattaient. Ils avaient contribué à gagner la bataille d'Angleterre. Ils livraient à fond celle de l'Atlantique dont le sort devait décider de la guerre.

Aujourd'hui, cinq ans après, la France est présente à la Victoire. Nos drapeaux ont vu leurs franges glorieuses tremper dans les eaux du Danube et du Rhin et dans celles du lac de Constance dont les rives sont devenues, grâce à la victoire, un secteur d'occupation française.

La France a retrouvé sa liberté, mais il lui faut retrouver sa grandeur. Pour cela, l'union de tous les bons Français est indispensable, de tous ceux qui n'ont pour ambition que la grandeur de la France et l'établissement d'une paix durable.

Il faut que l'esprit d'équipe et de désintéressement qui a animé le premier groupe des hommes qui ont répondu à l'appel du général de Gaulle soit maintenu à tout prix et que les bons Français se refusent à recevoir des ordres de l'étranger quel qu'il soit.

Les sacrifices passés, ceux de la dernière guerre comme ceux des combattants et des résistants de la guerre actuelle donnent droit à la France de parler haut dans les réunions alliées si les Français savent être forts et unis, et d'ailleurs rien de définitif ne sera fait pour la paix de l'Europe et du monde sans que la France ait librement fait entendre sa voix.

Quant à nous, les survivants du premier groupe de la France Libre, nous ne pouvons laisser passer ce cinquième anniversaire sans penser aux absents, à nos morts, à tous les braves petits gars qui, dès 1940, nous ont suivis, choisissant d'instinct la voie de l'honneur et du

devoir et dont le plus grand nombre sont tombés pour que la France vive. Leurs corps sanglants jalonnent les voies de la Victoire ou sont bercés pour toujours par la grande houle des océans.

Malgré la joie si légitime de la libération, malgré la tristesse des divisions actuelles, nous reportons sur nos morts, sur nos absents, sur les martyrs de la Résistance, nos plus chères pensées, mais cela ne suffit pas ; nous saurons agir pour que le sacrifice de cette brillante et pure jeunesse ne soit pas vain.

Ils sont morts, animés du plus pur idéal pour délivrer la patrie, pour la restauration de la France et de son Empire dans leur intégrité et leur grandeur, mais aussi pour que l'Allemagne soit définitivement « mise hors d'état de nuire » et pour que les dictatures soient à jamais brisées dans un monde renouvelé.



LES GRANDES DATES DE LA FRANCE LIBRE

(de l'arrivée du général de Gaulle à Londres à son retour à Paris)

1940

- 18 juin : Premier appel du général de Gaulle aux Français pour continuer la résistance.
- 26 » : Prise de position du général en réponse à Pétain.
- 28 » : Le gouvernement britannique reconnaît le général de Gaulle comme chef des Français libres.
- 1er juil. : La marine et l'aviation françaises libres sont créées.
- 20 » : Les Nouvelles-Hébrides se rallient à la France libre.
- 7 août : Accord Churchill-de Gaulle : le gouvernement britannique s'engage à restaurer intégralement, après la victoire, l'indépendance et la grandeur de la France.
- 26 » : Le territoire du Tchad se rallie à la France libre.
- 27 » : Le Cameroun se rallie à la France libre.
- 28 » : L'A.E.F. se rallie à la France libre.
- 2 sept. : Les établissements français du Pacifique se rallient à la France libre.
- 9 » : Les établissements français de l'Inde se rallient à la France libre.
- 20 » : La Nouvelle-Calédonie se rallie à la France libre.
- 23-25 » : Expédition de Dakar.
- 27 oct. : A Brazzaville, le général de Gaulle crée le Conseil de Défense de l'Empire.
- 11 nov. : Ralliement du Gabon à la France libre.
- 16 » : Création de l'Ordre de la Libération.
- 8 déc. : Le B.I.M., première unité française reconstituée, fait 3.000 prisonniers en Libye.
- 15 » : Perte du sous-marin français « Narval ».

1941

- 1er janv. : Appel du général de Gaulle pour la première manifestation nationale de résistance.
- 5 » : Les Forces françaises libres prennent part à la prise de Bardia.
- 11 » : Attaque sous l'oasis libyenne de Mourzouk (exécutée par le colonel Colonna d'Ornano parti du Tchad).
- 23 fév. : Les Forces françaises libres débarquent en Erythrée.
- 1er mars : Prise de Koufra par la colonne Leclerc.
- 8 juin : Les troupes françaises libres et britanniques entrent en Syrie.
- 21 » : Les Forces françaises libres occupent Damas.
- 23 » : Le général de Gaulle salue l'entrée en guerre de l'U.R.S.S.
- 24 » : Le général Catroux est nommé commandant en chef du Levant.
- 15 juil. : Armistice en Syrie.
- 24 sept. : Constitution du Comité national français. Ce comité adhère à la Charte de l'Atlantique.
- 25 » : L'U.R.S.S. reconnaît le général de Gaulle comme chef des Français libres.
- 24 nov. : Le groupe « Lorraine » se couvre de gloire en Libye. La France bénéficie de la loi prêt-bail.
- 8 déc. : Le Comité national français déclare la guerre au Japon.
- 24 » : Les Forces françaises libres débarquent à Saint-Pierre et Miquelon.

1942

- 17 janv. : Les Forces françaises libres prennent part à la prise d'Halfaya.
- 30 » : La corvette « Roselys » éperonne un sous-marin allemand.
- 28 fév. : Les U.S.A. reconnaissent l'autorité du C.N.F. sur les possessions françaises du Pacifique.
- du 28 fév. au 12 mars : Première conquête du Fezzan par la colonne Leclerc.
- 19 avril : Le sous-marin « Surcouf » ne rentre pas à sa base.
- du 27 mai au 10 juin : Héroïque défense de Bir-Hakeim par les troupes du général Kœnig.
- 24 juin : Publication de la Charte française, accord entre le général de Gaulle et les organisations clandestines de la Résistance française.
- 9 juil. : Les U.S.A. reconnaissent le général de Gaulle et le C.N.F. comme le symbole de la résistance et le gardien des traditions de la France.
- 14 » : La France libre unie à la Résistance prend le nom de France combattante.
- 19 août : Des commandos français participent au raid allié sur Dieppe.
- 28 sept. : L'U.R.S.S. reconnaît la France combattante.
- 29 » : Le C.N.F. et le gouvernement tchécoslovaque déclarent nuls les accords de Munich.
- 23 oct. : Les Forces françaises libres prennent part à la troisième offensive de Libye.
- 1er nov. : Le sous-marin « Junon » torpille des navires allemands dans les eaux norvégiennes.
- 8 » : Débarquement anglo-américain en Afrique du Nord, appel du général de Gaulle.
- 13 » : Proclamation de Darlan : il dirigera le gouvernement d'Afrique du Nord en accord avec le commandement américain.
- 30 » : Ralliement de la Réunion à la France combattante.
- 1er déc. : Arrivée du groupe d'aviation « Normandie » en U.R.S.S. A Alger, Darlan crée un Haut-Commissariat et un Conseil impérial français.
- 14 » : Accord franco-britannique rétablissant la souveraineté française sur Madagascar et ses dépendances (Le débarquement anglais avait eu lieu le 5 mai.)
- 24 » : Assassinat de Darlan à Alger.
- 27 » : Giraud remplace Darlan.
- 28 » : Le général de Gaulle lance un appel pour l'unité.
- 30 » : Ralliement de la Somalie française.

1943

- 14 janv. : Le général Leclerc achève de conquérir le Fezzan.
- 19 » : Peyrouton est nommé par Giraud gouverneur général de l'Algérie.
- 21 » : Conférence d'Anfa Churchill-Roosevelt et entretiens de Gaulle-Giraud.
- 25 » : La colonne Leclerc entre à Tripoli.
- 5 fév. : A Alger, le général Giraud est nommé commandant en chef civil et militaire.

- 23 fév. : Le Comité national français rédige un mémorandum sur l'unification de l'empire et le fait remettre au général Giraud.
- 14 mars : Le général Giraud se déclare prêt à une entente avec la France combattante.
- 17 » : Des négociations sont ouvertes entre le général de Gaulle et le général Giraud.
- 18 » : Ralliement de la Guyane à la France libre.
- 11 mars : La corvette « Aconit » coule deux sous-marins allemands en moins de 12 heures.
- 8 mai : Libération de Tunis.
- 15 » : Constitution du Conseil national de la résistance en territoire français.
- 30 » : Le général de Gaulle arrive à Alger.
- 31 » : Ralliement de la flotte stationnée à Alexandrie.
- 1er juin : Démission de Peyrouton.
- 3 » : Constitution à Alger du Comité français de la libération nationale. Le général Catroux est nommé gouverneur général de l'Algérie et M. Puaux résident général au Maroc.
- 28 » : Démission de Boisson, gouverneur général de l'A.O.F. (il avait rallié Darlan le 23 nov. 42).
- 6 juil. : Dissolution du P.P.F. en Afrique du Nord.
- 13 » : Ralliement des Antilles.
- 12 août : Le Comité français de la libération nationale (C.F.L.N.) décide de créer une commission d'épuration.
- 14 » : Arrestation de Pucheu.
- 26-27 » : Reconnaissance du C.F.L.N. par la Grande-Bretagne, les U.S.A. et l'U.R.S.S.
- 3 sept. : Décision de juger Pétain et ses ministres.
- 11 » : Débarquement en Corse.
- 17 » : Constitution d'une assemblée consultative provisoire.
- 5 oct. : Libération définitive de la Corse.
- 3 nov. : Première réunion de l'Assemblée nationale consultative.
- 9 » : Réorganisation du C.F.L.N. : le général de Gaulle en devient le seul président.
- 11 déc. : Arrestation de Peyrouton, Boisson, Flandin, Tixier-Vignancourt.
- 12 déc. : Le général de Gaulle prononce à Constantine un important discours sur la politique du C.F.L.N. à l'égard des musulmans français.

1944

- 4 mars : Conférence impériale de Brazzaville.
- 7 » : Ordonnance sur le statut des musulmans français d'Algérie.
- 11 » : Pucheu est condamné à mort.
- 4 avril : Entrée des communistes au gouvernement.
- 16 mai : L'Assemblée, à l'unanimité et au nom de la Résistance, demande au C.F.L.N. de prendre le titre de Gouvernement provisoire de la République française.
- 2 juin : A la demande de l'Assemblée consultative et du Conseil national de la Résistance, le C.F.L.N. prend le titre de Gouvernement provisoire de la République française.
- 6 » : Les Alliés débarquent en France.
- 14 » : Le général de Gaulle retrouve la France à Bayeux.
- 24 août : Le général de Gaulle fait son entrée à Paris.



15 JUIN 1944. PRECEDEES DE LA NOUBA DES TIRAILLEURS MAROCAINS, LES TROUPES FRANÇAISES DEFILENT A ROME, PLACE DE VENISE, DEVANT LE GENERAL JUIN. AU FOND, LE FORUM MUSSOLINI

LA CAMPAGNE D'ITALIE

par le général Paul AZAN

Les troupes françaises qui, en Tunisie, avaient tenu tête aux Allemands, quoique dotées d'un matériel suranné et insuffisant, furent armées à la moderne et instruites par les Américains en Afrique du Nord. Elles se trouvèrent renforcées par l'incorporation de nombreux Français et indigènes mobilisés en Afrique et par l'arrivée de volontaires qui, par l'Espagne surtout, parvinrent à les rejoindre.

Un corps expéditionnaire, sous les ordres du général Juin, est alors constitué dans l'automne 1943 pour participer à la campagne entreprise par les Alliés contre l'Italie. Il comprend la 2^e division marocaine, aux ordres du général Dody, la 3^e division algérienne, commandée par le général de Montsabert, et quelques réserves générales. Il arrive le 25 novembre à Naples et va occuper, dans les Abruzzes, entre la V^e armée américaine à l'ouest, dans le cadre de laquelle il rentre, et la VIII^e armée britannique à l'est, un secteur faisant face à la « ligne Gustav », fortement organisée par les Allemands. Cette ligne est marquée par le massif montagneux de Cassino, et elle se prolonge vers la mer en suivant le cours du Garigliano.

La 2^e division marocaine attaque les avancées de la ligne dans la région montagneuse et enlève successivement les points d'appui par des combats acharnés, du 18 au 26 décembre. Les hommes escaladent les pentes en portant à dos matériel et munitions ; ils sont aux prises avec le froid, la neige, la boue ; ils sont écharpés par les

mines ou fauchés par les obus et les rafales de mitrailleuses ; mais les survivants avancent. Le 28 décembre, le massif de la Ménarde est conquis.

Les deux divisions enlèvent, du 12 au 15 janvier 1944, la Monna Casale, au prix d'assauts héroïques contre les blockhaus et de combats à la baïonnette avec les éléments de contre-attaque. Les unités engagées font des prodiges de valeur. Le 13 janvier, vers midi, un bataillon algérien, ayant tous ses officiers hors de combat et ayant épuisé ses munitions, lutte au corps à corps et à coups de pierres ! Les troupes françaises arrivent au contact de la « ligne Gustav », forcent l'ennemi à engager ses réserves et les fixent. Leur action a ainsi pour effet de faciliter largement le débarquement des Alliés, le 22 janvier, à Anzio.

Le général Mark W. Clark, commandant la V^e armée américaine, décide, dès le lendemain 23, de s'emparer du mont Cassino et demande au général Juin de couvrir au nord cette opération en attaquant la forte position allemande du « Belvédère ».

C'est le 4^e régiment de tirailleurs tunisiens, commandé par le colonel Roux, qui est chargé de mener l'attaque. Emportant vivres et matériel, il traverse, dans la nuit du 24 au 25, le Rapido, les hommes ayant par endroits de l'eau jusqu'à la ceinture, et se rapproche ainsi du « Belvédère ». Le 25 au matin, il enlève un à un les blockhaus qui garnissent les pentes, en jetant des grenades dans les embrasures ; il doit, sous le feu de l'ennemi,

descendre dans des ravins et remonter de 600 à 700 mètres, au prix de pertes considérables.

Le 26 janvier, l'attaque continue ; les objectifs sont atteints en fin de journée ; mais les Allemands referment le cercle sur les unités victorieuses. Le régiment, soumis à de violents bombardements, qu'il subit stoïquement, et à des contre-attaques qu'il repousse par des charges à la baïonnette, reste sur la position conquise, mais sans eau, sans vivres, sans autres munitions que celles portées par les hommes. Les jours suivants, les bataillons de la division sont successivement engagés pour le délivrer, mais n'y parviennent que le 30 janvier au matin. Le 4 février, la position du « Belvédère » est définitivement conquise.

Les pertes du 4^e régiment de tirailleurs tunisiens sont lourdes : le colonel Roux est tué, deux chefs de bataillon blessés, onze capitaines tués, et tous les commandants de compagnie sont hors de combat : le total des tués et blessés est de 40 officiers, 162 sous-officiers et 1.350 tirailleurs.

Le corps expéditionnaire français a enlevé son objectif, retenu devant lui dix-sept bataillons allemands qui n'ont pu agir ni sur l'armée américaine ni sur l'armée britannique et amorcé un large débordement de la position-cléf de Cassino.

La campagne de printemps va s'effectuer avec l'appoint de deux divisions de renfort : la 4^e division marocaine



LA CAMPAGNE D'ITALIE (suite et fin.)



SUR LE FRONT D'ITALIE, VOICI DES TIRAILLEURS MAROCAINS ALLANT PRENDRE POSITION...



MONTANT EN LIGNE, UN REGIMENT FRANÇAIS TRAVERSE UNE VILLE ITALIENNE ABANDONNÉE

de montagne, commandée par le général Sevez, qui a participé à la libération de la Corse, et la 1^{re} division française libre, commandée par le général Brosset, qui a combattu en Abyssinie, en Libye et en Tunisie.

Les Allemands ont organisé solidement une nouvelle ligne appelée « ligne Hitler », pour fermer la route de Rome, qui passe entre les massifs d'Aurunci et d'Ausonia, considérés comme infranchissables. C'est aux Français qu'est confiée la mission difficile d'ouvrir cette route.

Le général Juin, sûr de la valeur de ses troupes de montagne, propose au commandement allié un plan audacieux : il consiste à rompre de front les organisations du massif d'Aurunci, puis à pousser les forces d'attaque par la trouée réalisée, de manière à prendre à revers, par leur épanouissement, les Allemands de la position. Ce plan est adopté.

L'attaque, précédée d'une intense préparation d'artillerie, est déclenchée le 11 mai, à 23 heures, par une nuit noire. Elle se heurte à une résistance énergique, appuyée sur des défenses de toutes sortes : blockhaus, barbelés, abatis, canons antichars, lance-flammes, mines, pièges, abris bétonnés. Seule, la division algérienne de Montsabert parvient à Castelforte dans la soirée du 12, tandis que les deux divisions marocaines et la 1^{re} division d'infanterie ne peuvent atteindre leurs objectifs.

Il faut à tout prix réussir, pour l'honneur des armes françaises. Le général Juin se porte de sa personne aux premières lignes dans la nuit du 12 au 13 mai et y donne des ordres pour la reprise de l'attaque. Le 13 au matin, les troupes, malgré leur fatigue, repartent à l'assaut avec un élan incomparable ; elles attaquent les Allemands dans leurs casemates, les massacrent sur leurs pièces, les réduisent à demander grâce. Au soir, le Monte Majo, point culminant de la position, est entre leurs mains. La percée est réalisée.

Il importe d'exploiter ce succès. Le général Juin lance dans le massif de Petrella ses 9.000 goumiers marocains et le 1^{er} régiment de tirailleurs marocains. Ces troupes, malgré leur fatigue, se précipitent à la poursuite des Allemands en retraite et accentuent leur désorganisation les jours suivants. Cependant, elles rencontrent encore une vigoureuse résistance aux environs de Pico et y livrent des combats acharnés. Leur état d'esprit est admirable, comme le montrent vingt anecdotes ; telle est celle de ce sous-lieutenant qui, resté seul debout avec une soixantaine d'hommes après l'attaque d'un piton chaudement disputé, les fait repartir à l'assaut en demandant au sergent indigène de chanter son plus beau chant de guerre, s'empare de l'objectif et tombe blessé, heureux de payer de son sang le succès enfin obtenu.

Les troupes américaines d'Anzio se lancent à leur tour à l'attaque, et, du 23 au 25 mai, enlèvent tous leurs objectifs successifs et déterminent la retraite générale des Allemands.

La marche sur Rome se précipite. Les Marocains vont de l'avant à travers montagnes et plaines, talonnant inlassablement l'ennemi. Le 4 juin, Rome est évacuée ; le 5, le général Clark y fait son entrée, ayant à ses côtés le général Juin. La population italienne manifeste un enthousiasme délirant, acclamant les vainqueurs, tandis que femmes et jeunes filles leur jettent des fleurs et leur distribuent du vin et des fruits. Le général sir Harold Alexander, commandant les forces alliées sur le front d'Italie, adresse au général Juin un ordre du jour exprimant son admiration et sa reconnaissance pour les résultats obtenus.

L'occupation de la capitale italienne réalisée, un corps d'armée dit « de poursuite » est confié au général de

Larminat. Il se porte sur Sienne, par des routes que l'aviation alliée a jalonnées des débris du matériel ennemi : chars, camions, canons, dépôts d'essence et de munitions, détruits ou carbonisés. Les troupes poussent de l'avant, réparant les destructions dans le minimum de temps. Généraux et colonels sont avec les unités en tête ; l'artillerie, très en avant, elle aussi, détruit les éléments de la défense ennemie comprenant des détachements d'infanterie munis de canons, de chars et mitrailleuses, disposés çà et là pour retarder la poursuite.

Sienne tombe le 3 juillet, grâce à une manœuvre de débordement. Les troupes françaises reçoivent un accueil enthousiaste dans cette pittoresque cité, où le général de Montsabert défile le 4 juillet à leur tête. Le 14 juillet y est célébré par une revue que passent ensemble, sur la place del Campo le général anglais Alexander, le général américain Clark et le général Juin : c'est un émouvant symbole de la victoire commune.

Après ce triomphe, la poursuite continue. Des unités marchent sur Florence et arrivent à Castel Fiorentino, d'où l'on peut apercevoir la ville. Mais déjà s'exécute la relève des troupes françaises, qui sont destinées à aller libérer la métropole.

Le corps d'armée d'Anzio avait été chargé en Italie, du mois de décembre 1943 au mois d'août 1944, de missions difficiles et les avait menées à bien en faisant preuve de magnifiques qualités d'endurance, de bravoure et de solidarité. Il avait perdu plus de 42.000 hommes (dont environ 10.000 par « pieds gelés » ou maladies), chiffre énorme par rapport à son effectif.

Tandis qu'en juin s'organisait en Italie la poursuite des Allemands de Rome sur Florence, des troupes, aux ordres du général de Lattre de Tassigny, s'emparaient de l'île d'Elbe, qui constituait à la fois une base permettant de contrôler le canal de Piombino, et un bastion ouest pour sa ligne du lac Trasimène.

L'exécution de l'opération est confiée à la 9^e division d'infanterie coloniale, aux ordres du général Magnan, à des commandos et à des troupes de choc.

Le 17 juin 1944, à 4 heures, un débarquement est effectué à la plage de Marina del Campo, tandis qu'à la presqu'île d'Enfola un petit détachement du bataillon de choc escalade la falaise à pic et s'empare de la batterie installée dans le roc. En deux jours et demi, la résistance allemande est brisée et, sur 5.000 hommes de la garnison, en majorité Allemands, 500 sont tués et 2.400 faits prisonniers. Ce succès rapide est dû à une préparation minutieuse et une exécution vigoureuse.

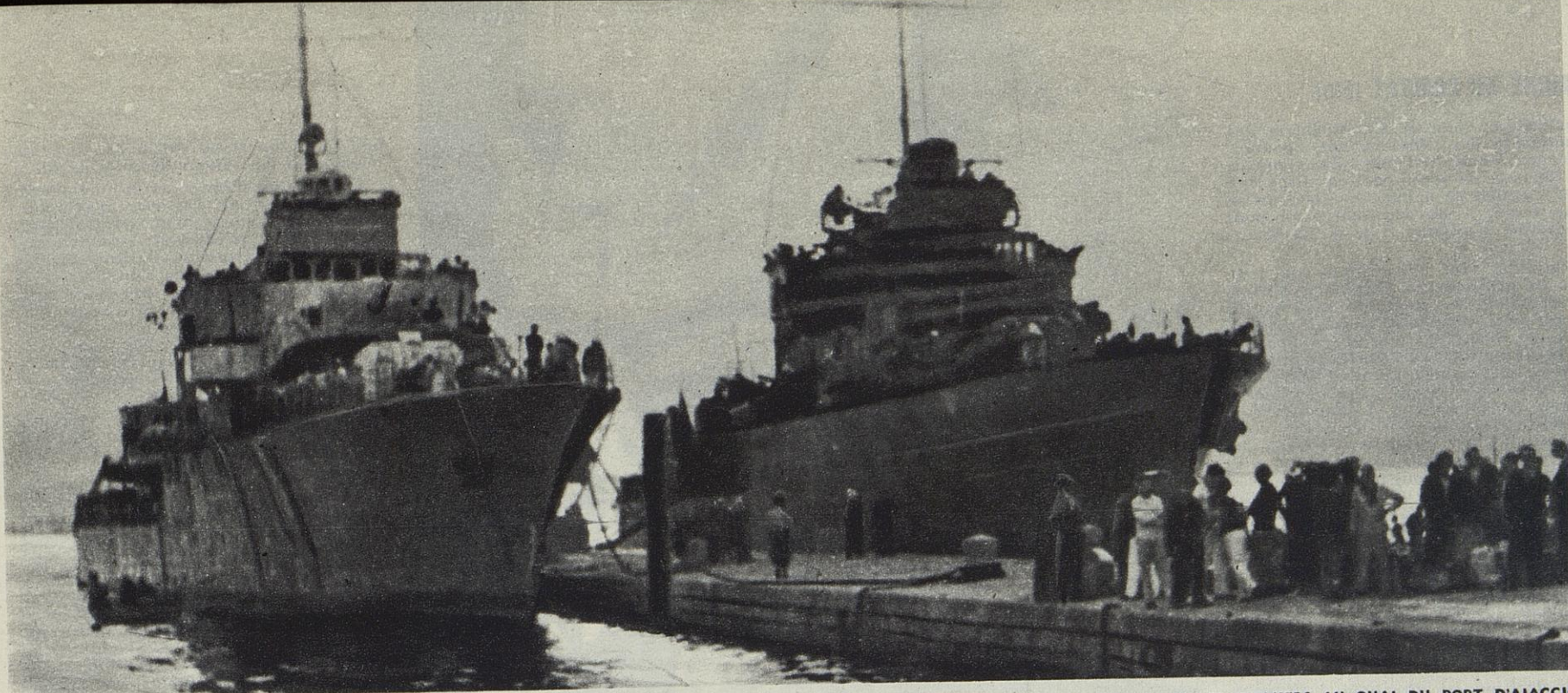
Le général de Gaulle avait déclaré aux officiers d'une des divisions, réunis avant leur départ pour l'Italie : « De ceux qui sont ce jour autour de moi, bien peu reviendront » ; il savait que ces mots ne feraient qu'exalter leur farouche résolution de laver la honte de 1940 ; mais il disait vrai.

La jeune armée d'Afrique s'était montrée digne de l'ancienne et avait soutenu la vieille réputation militaire française. Elle avait puissamment aidé les fiers et indomptables Corses à libérer leur pays ; elle s'était illustrée sur les rives du Garigliano, où le chevalier Bayard avait accompli un exploit mémorable ; elle était entrée dans Rome, dont le Brenn gaulois s'était emparé plus de deux mille ans auparavant, et où Napoléon avait dicté sa loi ; elle avait conquis l'île d'Elbe, qui avait été le séjour momentané de l'ancien maître de l'Europe.

Elle avait ainsi pris une part glorieuse, aux côtés de ses Alliés, au premier assaut lancé contre la « forteresse européenne », et elle allait se consacrer, sous les ordres du général de Lattre de Tassigny, à la libération du sol de la France.



ACCLAME PAR LA FOULE, LE GENERAL DE MONTSABERT FAIT EN « JEEP », LE 4 JUILLET 1944, SON ENTRÉE DANS SIENNE.



LA LIBERATION DE LA CORSE EN SEPTEMBRE 1943 : LES TORPILLEURS FRANÇAIS « TEMPETE » ET « BASQUE » VIENNENT D'ACCOSTER DANS LES PREMIERS AU QUAI DU PORT D'AJACCIO.

LA MARINE DE LA FRANCE LIBRE AU COMBAT ou un magnifique exploit parmi cent autres : la libération de la Corse

par le vice-amiral LEMONNIER, chef d'Etat-Major Général

En ces jours anniversaires des grands débarquements sur nos côtes de Normandie, il me paraît intéressant de rappeler que la marine française avait eu l'occasion, neuf mois plus tôt, d'assurer avec ses seuls moyens une opération analogue, évidemment à beaucoup plus petite échelle, mais qui avait eu pour les Français — en particulier pour ceux qui combattaient au dehors, attendant avec fièvre l'heure de l'attaque — une valeur symbolique et qui créa, chez tous les combattants d'outre-mer, une impression profonde de réconfort, de confiance et d'espoir.

Cette opération fut celle qui conduisit à la libération du premier département français : la Corse.

Ayant eu le privilège de connaître la genèse de cette étonnante expédition, ainsi que toutes les phases de son déroulement, je crois utile d'en évoquer les détails, sans doute fort peu connus, et qui, je l'assure, méritent d'être retenus.

Le 13 mai 1943, la Tunisie était libérée. En fait d'Allemands, ne restaient plus en terre d'Afrique que ceux qui s'y trouvaient prisonniers. Un continent avait été arraché aux griffes de l'ennemi.

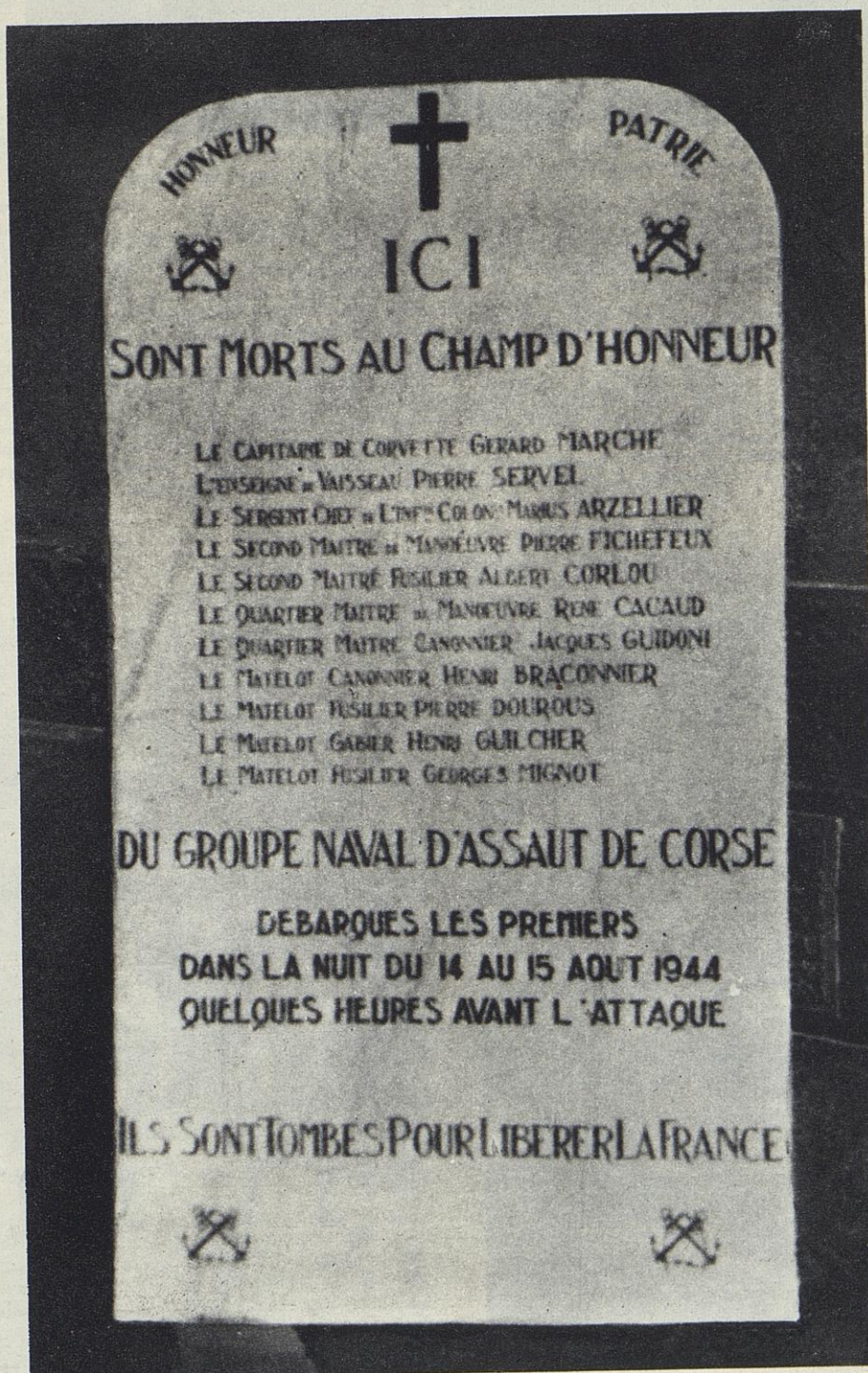
Mais la libération de la Tunisie n'était pas une fin en soi ; ce n'était qu'une étape ; ce coin de terre d'Afrique était un tremplin... un tremplin pour sauter d'un bond en Europe. Où, en Europe ? Sans doute, en Sicile d'abord, en Italie continentale ensuite, enfin là-bas, au delà de la Méditerranée, en France, sur les côtes de Provence, comme il advint.

La marine, là-bas, de l'autre côté de la Méditerranée, ne vivait plus que dans l'attente de ce jour unique.

Dominant de son socle de pierre le petit port si paisible de Saint-Tropez, avec quelle impatience le bailli de Suffren, captif, devait-il scruter l'horizon... Nous y pensions souvent.

3 septembre 1943 : une date, un double événement. L'un au grand jour : le débarquement en Calabre, entre Reggio et Catona, de l'armée Montgomery ; l'autre, secret : la signature d'une convention d'armistice entre l'Italie et les Alliés. Détail capital : cette convention ne devait être annoncée et ne prendre effet que le jour même où s'effectuerait le débarquement prévu à Salerne.

8 septembre 1943 : à l'aube, appuyée par une flotte imposante comprenant notamment nos deux croiseurs légers, le « Terrible » et le « Fantasque », seuls disponibles à l'époque, la V^e armée américaine débarque sur les plages de Salerne malgré la vive opposition de l'ennemi... 19 h. 15, l'heure de la B.B.C. « Ici, Londres »... et c'est, coup de tonnerre, l'annonce de la signature de l'armistice italien.



A Ajaccio, cette plaque rappelle le sacrifice des premiers marins français débarqués sur la terre corse et tombés pour que l'île soit libérée du joug allemand.

A Alger, surprise... En Corse, explosion. En quelques minutes, les patriotes — que dis-je ? toute la population — envahissent les places, les rues ; fusils et mitraillettes sortent de toutes parts : il faut dire que la marine avait contribué à les approvisionner avec ses sous-marins ! Soumises, les troupes italiennes mettent bas les armes... Les Allemands, abasourdis, laissent faire, ne réagissent pas.

Et les heures s'écoulent...

Soudain, à Alger, le vendredi 10 septembre, à 18 heures, un télégramme arrive de Corse ; il est envoyé, je crois, par le capitaine Colonna d'Istria (dans la clandestinité Cesari) responsable du Service Renseignements : « Les Allemands se reprennent. Ils attaquent Bastia, la situation est grave ; les patriotes réclament d'urgence aide et secours. »

Aussitôt, le général commandant en chef des Forces françaises me convoque : « Il faut à tout prix secourir Bastia. Que peut la marine ? » « Vous me prenez à l'improviste, mon général, mais, soyez-en sûr, la marine fera tout ce qu'elle pourra. »

Il fallait donc venir en aide, et tout de suite, à la Corse insurgée. Venir en aide, cela signifiait amener à pied d'œuvre renforts et munitions. Mais ces renforts, ces munitions, où les débarquer ? Comment les transporter ?

Où les débarquer ? A Bastia ? Folie ! Les Allemands tiennent la Sardaigne, la côte d'Italie, l'île d'Elbe. Leurs avions sont nombreux et redoutables : le 9, n'ont-ils pas coulé au large des Bouches de Bonifacio le cuirassé italien de 35.000 tonnes, le « Roma » ? Ils attaqueront tout navire assez téméraire pour s'avancer seul, sans protection aérienne, dans l'étroit couloir qui sépare la Sardaigne du continent italien. Cette protection aérienne, d'où viendrait-elle, d'ailleurs ? Nous n'avons point de porte-avions ; nous n'avons que des flottilles de chasseurs affectées à la patrouille le long des côtes algériennes et leurs bases sont trop loin de la Corse.

D'ailleurs, on apprend que Bastia est repris par les Allemands. Il faut aller à Ajaccio, non pas qu'on soit sûr que les Allemands ne tiennent pas la ville (dans ces heures bousculées, tout est confusion), mais sinon à Ajaccio où débarquer ?...

Ce n'est pas que le problème soit plus simple que pour Bastia !

Comment garantir l'envoi de renforts, de munitions, tant que l'ennemi occupe la Sardaigne ? Et puis, point de navires, ou presque. Seuls, des navires rapides peuvent tenter la chance. Or, nos deux seuls croiseurs disponibles, le « Fantasque » et le « Terrible » (nos autres croiseurs sont en réparation à Dakar) sont engagés devant Salerne. Là-bas, la bataille est dure, très dure.

MARINE AU COMBAT (Fin)

L'amiral sir Andrew Cunningham, qui commande en Méditerranée, pourra-t-il nous donner de l'aide ? En attendant sa réponse, de quoi peut-on disposer ? Il n'y a pour le moment à Alger qu'un sous-marin — un sous-marin au nom prédestiné d'ailleurs : le « Casabianca » (1).

Puisqu'il faut faire flèche de tout bois, on utilisera le « Casabianca ». Son commandant, le capitaine de corvette Lherminier, est appelé : peut-il jeter à terre, en rade d'Ajaccio, une compagnie du bataillon de choc ? Certes, il y a des risques, et combien grands ! Qui tiendra demain Ajaccio ? lorsque notre bateau se présentera. L'ennemi ? Les patriotes ? On ne sait trop. Par contre, ce que l'on sait bien, c'est que la rade est minée ; que, pour y parvenir, on doit défilier de longues heures à proximité des côtes de Sardaigne, où plusieurs escadrilles d'aviation allemande ont leurs nids ; que sur tout le parcours veillent sans doute des sous-marins du Reich ; que de ses bases de Provence, la Luftwaffe est à peine à une heure de vol d'Ajaccio... Mais le commandant Lherminier, à neuf reprises différentes, a déjà débarqué la nuit, dans les calanques de l'île, des armes pour les partisans...

La décision est vite prise : il ira à Ajaccio, il rentrera dans le port même, coûte que coûte.

Et le 11 septembre, à 18 heures, le « Casabianca » appareillait à nouveau pour la Corse, avec, à bord, une dense grappe humaine : 109 fantassins — bat-tant ainsi et de loin le record des passagers en sous-marin.

Le 13, à 1 heure du matin, il mettait à terre sa troupe sur les quais mêmes du port d'Ajaccio... L'opération avait réussi au delà de tout espoir...

Ce n'était d'ailleurs qu'un commencement. Dans la nuit du 11 au 12 septembre, l'amiral Cunningham, malgré la sévérité de la bataille de Salerne, avait décidé de nous renvoyer le « Terrible » et le « Fantasque ». Le 13 septembre, à 8 heures, nos rapides croiseurs, qui ont rallié Alger au plus vite, débouchent du port, entassés, en vrac, pêle-mêle sur leurs ponts, 500 hommes de troupe, 5.000 paires de chaussures pour les partisans, des armes, des officiers de liaison anglais et américains, sans compter des passagers de marque, un général, futur gouverneur, et un nouveau préfet, qui n'était autre que M. Luizet, préfet de Paris.

Trente nœuds, mer calme, quatorze heures de route... A 22 heures, au clair de lune, le « Terrible » et le « Fantasque » pénètrent en rade d'Ajaccio.

(1) Le capitaine de vaisseau Casabianca, Corse d'origine, fut un des plus célèbres marins du Premier Empire.



Le capitaine de corvette Lherminier, qui commandait le sous-marin « Casabianca », premier bâtiment français ayant participé à la libération de la Corse, en septembre 1943.

Pour les guider au travers des champs de mines, un officier, le capitaine de vaisseau Kilian, a été dépêché, par voie aérienne, sur un terrain incertain...

Ce premier voyage sera suivi de beaucoup d'autres, car on a fait rallier tout ce qui est disponible.

Rappelé à Dakar le 17, le « Montcalm » est à Oran le 21, à Alger le 22, à Ajaccio le 23, débarquant 1.500 goudiers. De Casablanca rallient du 11 au 16 les torpilleurs « Tempête », « Alecyon », « Basque », « Fortune », « Forbin »,

le croiseur auxiliaire « Quercy », le croiseur-école « Jeanne-d'Arc ». La « Jeanne-d'Arc » venait d'arriver de Fort-de-France. Immobilisée là-bas depuis juin 1940, son armement n'avait pas été modernisé ; elle ne disposait d'aucun canon de D.C.A. A peine était-elle amarrée à quai, à Alger, que 300 matelots américains du navire-atelier « Vulcan » montaient à bord et, en moins d'une nuit, à la lumière aveuglante des chalumeaux électriques, fixaient sur ses ponts vingt-huit pièces antiaériennes ; pendant ce temps, l'équipage s'entraî-

nait, dans un stand voisin du port, au maniement des canons de 20 et de 40.

La « Jeanne-d'Arc » servit notamment à transporter de l'essence d'aviation, malgré les risques qu'un tel transport comportait et qu'illustrait l'exemple récent de deux croiseurs italiens mis en flammes par des avions alliés. Grâce à ce transport d'essence, une escadrille de chasse française put utiliser le terrain de Campo del Oro. Bien heureusement d'ailleurs ! Ses « Spitfires » repoussèrent plusieurs assauts de la Luftwaffe, notamment le 30 septembre au-dessus de la rade d'Ajaccio.

Ce jour-là, dix « Do 217 », précédés par un « Ju-88 », s'étaient envolés d'Istres-le-Tube pour venir attaquer nos navires avec un nouveau type de bombes particulièrement efficaces et qui venaient de faire leurs preuves devant Salerne (un cuirassé et un croiseur anglais, deux croiseurs américains sévèrement endommagés) : les bombes planantes.

Nos chasseurs réussirent d'abord à abattre le « Ju-88 » qui servait de guide à la formation allemande. Du coup, celle-ci parut désarmée... Bien que durement accrochée par nos pilotes, elle n'en poursuivit pas moins son assaut. Dans un fracas de tonnerre, une bombe planante pulvérisa le « L.S.T.-79 », transport de tanks que les Américains nous avaient prêté. Quelques secondes plus tard, le « Fortuné », unique bâtiment se trouvant ce jour-là dans le port, évita de justesse un sort identique. Mais sept avions allemands au moins furent abattus...

Ainsi, nuit et jour, malgré des risques de toutes sortes et sans cesse renaissants, nos navires déversèrent renforts et munitions ; les patriotes, assez bien armés, purent aider efficacement goudiers et tirailleurs. Le 4 octobre 1943, soit vingt-cinq jours après que le premier appel eût été adressé à la marine, la Corse était tout entière libérée, après dix jours de brillantes campagnes, contre des forces cinq fois supérieures.

Un seul incident : le « Fantasque » s'échoua et demeura au sec en butte aux attaques de l'aviation allemande. Mais aidé par le « Montcalm » et couvert par la chasse, il sera vite remis à flot.

**

Une nouvelle et décisive étape dans la voie de la libération était franchie : le 18 juin 1940, le général de Gaulle avait refusé de reconnaître la victoire allemande ; le 4 octobre 1943, la marine, l'armée d'Afrique, les patriotes corses lui apportaient, en hommage, une victoire française, purement et totalement française.

Les marins conservent pieusement le souvenir de ce grand jour.



LA CORSE S'ETAIT SOULEVEE QUAND LES TROUPES ARRIVERENT AU SECOURS DES PATRIOTES.



ALLEMANDS ET ITALIENS DEPOSENT LES ARMES DEVANT NOS MAQUISARDS ET NOS SOLDATS.



QUELQUE PART SUR UN TERRAIN, EN ANGLETERRE, LE GENERAL MARTIAL VALLIN VIENT DE REMETTRE LEURS FANIONS A DE NOUVEAUX GROUPES DES FORCES AERIENNES DE LA FRANCE LIBRE

LES AILES DE LA FRANCE LIBRE DANS LA MÊLÉE DANS TOUS LES CIEUX DU MONDE DES GARÇONS DE CHEZ NOUS SE COUVRIRENT DE GLOIRE

AL'ANNONCE de la signature de l'armistice en 1940, un bon nombre de nos aviateurs, ne voulant pas admettre notre défaite, quittèrent la France pour aller continuer le combat aux côtés de nos Alliés, dans tous les ciels, sur tous les fronts, en Grande-Bretagne et en Libye, en Tunisie et en Italie, en Union Soviétique, en France et jusqu'en Allemagne.

A force de courage et d'obstination, des équipages furent constitués, des escadrilles, des groupes se formèrent (baptisés des noms de nos belles provinces). Ce fut à nouveau l'épopée française, et c'est auprès du général de Gaulle, reconnu chef des Forces françaises libres, le 7 août 1940, qu'ils continuèrent la lutte.

De juin à novembre 1940, les F.A.F.L. grandirent rapidement et furent réunis sur un même aérodrome, en Angleterre, avec leurs matériels disparates, allant du « Morane 230 » jusqu'au « Farman » quadrimoteur. Mais ces vieux appareils devinrent vite inutilisables.

C'est en septembre 1940 que fut constituée l'expédition pour l'Afrique. L'escadrille de chasse des Forces françaises libres assura la défense de Sidi Barani et Haifa. Des « Glenn-Martin » opérèrent dans le voisinage d'Ader.

Le groupe de bombardement « Lorraine », équipé d'appareils « Blenheim » et « Lysander » fournis par les Britanniques, prit part brillamment à la campagne de Libye (sweeps sur les oasis de Mourzouk et de Koufra ; destructions de plusieurs bases avancées ennemies ; protection des attaques de flanc des Forces alliées du « Middle-East », interdisant de ce fait toute liaison ennemie entre la Libye, l'Abyssinie et l'Erythrée).

Plus tard, le groupe prit encore part aux opérations d'Addis-Abéba, Keren, Deredaoua. Dans cette campagne d'Abyssinie, il compta plus de trente raids de bombardement, de reconnaissance et d'attaque au sol, cinq cents heures de vol de guerre, 35.000 kgs de bombes larguées et 50.000 chargeurs de mitrailleuses.

Au début de 1941, un « squadron » de bombardement français fut formé dans le Middle-East pour prendre part aux batailles de Grèce et de Crète. Ce « squadron » exécuta des attaques de nuit sur les ports de l'Axe, Derna et Benghazi en particulier, et attaqua le jour la navigation ennemie. Par la suite, il fut rattaché au groupe « Lorraine » et prit part à la seconde campagne de Libye, en novembre 1941.

Jusqu'en 1942, les Forces aériennes françaises libres étaient donc formées d'un personnel d'élite qui avait rejoint individuellement le général de Gaulle.

Les anciennes unités de l'armée de l'air française se trouvaient en majorité en Afrique du Nord où elles s'étaient réfugiées en juin 1940, espérant poursuivre la lutte dans l'Empire. L'occasion de reprendre le combat arriva avec le débarquement allié en Afrique du Nord. Malheureusement, la France n'avait alors

que du vieux matériel. Quelques « Lioré-45 » furent utilisés pour la campagne de Tunisie, mais très vite se posa la question du réarmement et du rééquipement de l'aviation française.

C'est alors qu'en signe d'amitié le gouvernement américain dota d'un matériel moderne le groupe « Lafayette » qui fut engagé dès décembre 1942 dans la bataille de Tunisie. Ses missions furent nombreuses et effectuées dans des conditions difficiles. Néanmoins, en un mois d'activité, le groupe effectua 287 sorties totalisant 376 heures de vol.

Plus tard, un plan de réarmement général fut établi et accepté par les gouvernements alliés. Ce plan englobait tout le personnel des unités de l'Afrique du Nord, d'Afrique Occidentale Française et des F.A.F.L. Certaines unités seraient équipées par les Etats-Unis, d'autres par la Grande-Bretagne. Le groupe « Normandie » restant à la charge de la Russie.

Dès lors, de nouveaux groupes français, équipés de matériel moderne, furent chaque mois engagés aux

côtés des « squadrons » anglais et américains. Grâce au nombreux personnel venu de la métropole en Afrique du Nord, des escadrilles de reconnaissance, des groupes de transport, des groupes d'artillerie furent également mis sur pied.

Un gros effort fut fourni pour la réalisation de ce programme. De nombreuses écoles furent créées en Afrique du Nord, des élèves pilotes furent envoyés aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. On organisa des unités de défense aérienne, créa de nouveaux services. La production de nos usines, de nos ateliers, des parcs d'aviation fut réorganisée.

En 1943, l'aviation française apparaît en pleine renaissance.

Nos groupes de bombardiers, « Tunisie », « Guyenne », « Sénégal », « Franche-Comté », « Maroc », « Bretagne », « Gascogne », « Lorraine », sont équipés de quadrimoteurs anglais « Halifax » et « Lan-



SUR CETTE CARLINGUE, « LA MARSEILLAISE » VAUDRA ENCORE A LA FRANCE BIEN DES MOMENTS DE GLOIRE !...

LES AILES DE LA FRANCE LIBRE (fin)

caster » et de bi-moteurs américains « Marauder » et « Liberator ».

Nos escadrilles de chasse : « Champagne », « Corse », « Nice », « Provence », « Cigognes », « Dauphiné », « Navarre », « Lafayette », « Alsace », « Ile-de-France », « Berry », sont équipées de monomoteurs anglais « Spitfire », d'appareils américains « Thunderbolt », « Havoc » et « Warlsamk ».

Des groupes de chasse et de reconnaissance français assurent des missions de « Coastal Command » sur les côtes, protégeant les voies de ravitaillement alliées. Ils sont équipés de « Lightning ».

La fameuse escadrille « Normandie » est équipée par la Russie.

Formée en 1942, à Rayak, elle prend part à la bataille d'Orel. En fin 43, elle totalise déjà 77 victoires et le jour même de la visite du maréchal commandant l'aviation soviétique, « Normandie » abat sous ses yeux neuf « Ju-87 » qui venaient attaquer le terrain.

Groupe d'abord, régiment ensuite, « Normandie », équipé du fameux chasseur russe « Yak 9 », participe en 1944 aux offensives de Smolensk, de Vitebsk, d'Orcha, du Niemen (où le régiment gagne son nom actuel), de la Lituanie et de la Prusse-Orientale.

On connaît le chef de l'escadrille « Normandie », le lieutenant-colonel Pouyade. Qu'il nous soit permis de camper, en quelques mots, grâce à ces citations, ce type parfait de l'aviateur français.

Dans la seule période 39-40, Pierre Pouyade est cité trois fois, et, notamment, le 23 juin 1940 :

« Commandant d'escadrille plein d'allant, magnifique entraîneur d'hommes. A obtenu de ses équipages un effort considérable dans l'exécution de missions périlleuses et fréquemment renouvelées de guet aérien. A largement payé de sa personne au cours de ces missions. A été descendu par le tir de la D.C.A. et a réussi à poser son avion et à sauver son équipage malgré l'incendie. » (Citation pour promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur).

Après l'armistice, Pierre Pouyade, désigné comme commandant d'une escadrille de chasse en Indochine, s'échappe le 2 septembre 1942 pour rejoindre les F.A.F.L. en Chine. Le 5 novembre 1942, il quitte la Chine à destination de l'Angleterre où il arrive le 25 février 1943, après des séjours aux Indes, en Egypte et au Nigéria ainsi qu'aux Etats-Unis. Le 9 juin 1943, il quitte l'Angleterre pour l'U.R.S.S. afin de rejoindre le groupe « Normandie » dont il prend le commandement le 17 juillet 1943. Nommé lieutenant-colonel, il en garde le commandement lorsque ce groupe sera transformé en régiment le 1^{er} janvier 1945. Et voici encore une de ses citations, celle-ci en date du 10 décembre 1943, et portant attribution de la croix d'officier de la Légion d'honneur :

« A pris le commandement du groupe « Normandie » sur le front des armées de l'U.R.S.S. le 14 juillet 1943. S'est révélé aussitôt comme un chef d'aviation de tout premier ordre ; merveilleux entraîneur d'hommes, brillant pilote et combattant intrépide. A conduit son groupe au combat dans les grandes opérations aériennes qui ont appuyé les puissantes offensives de l'Armée Rouge dans les secteurs d'Orel, Yelma, Smolensk et Orchat.

« A abattu, personnellement, cinq avions ennemis au cours de ces combats qui ont valu à son groupe deux citations françaises à l'ordre de l'Armée aérienne et deux à l'ordre de l'Armée Rouge.

« A été un chef digne du groupe qu'il commandait et qu'il a formé à son image.

« Mérite d'être cité en exemple à tous les aviateurs français pour avoir si brillamment contribué à maintenir le prestige et le renom de l'aviation française dans le monde en guerre en personnifiant la volonté de combattre de la France. »

N'est-ce pas là le plus bel éloge qu'on puisse faire d'un homme de chez nous ? Grâce aux Pouyade, Tulasne (disparu en combat aérien sur le front russe le 17 juillet 1943), Marin-la-Meslée, l'aviation française a retrouvé sa place dans la gloire, dans les légendes du ciel.

Aujourd'hui, la situation de l'aviation française est telle que 25.000 hommes sont directement engagés pour servir plusieurs centaines d'avions.

Sur le plan strictement matériel, nous pouvons dire que l'aviation française possède plus d'avions qu'elle n'en mettait en ligne en juin 1940, avec une puissance de feu considérablement accrue.

Au 8 mai 1945, nos avions avaient effectué 83.117 sorties et comptaient 171.125 heures de vol de guerre. Ils avaient abattu plus de 675 avions ennemis et largué 26.000 tonnes de bombes.

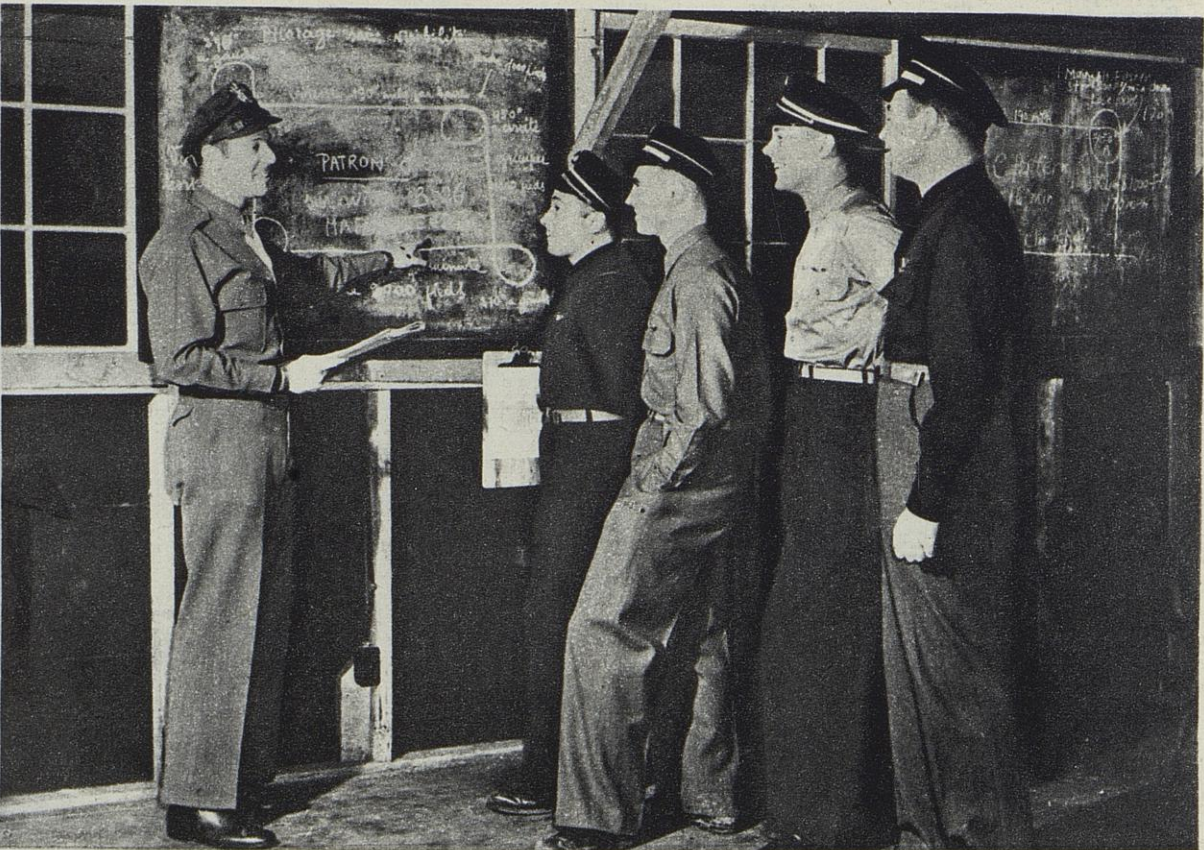
Maintenant, tous nos efforts doivent tendre à la reconstruction de l'armée de l'Air nouvelle, jeune, dynamique, puissante et indépendante. Déjà près de vingt groupes (y compris le régiment de chasse « Normandie-Niemen »), neuf groupes de bombardiers moyens, les deux groupes de reconnaissance stratégique et tactique, de défense côtière, des groupes de transport d'artillerie de l'Air et trois régiments de parachutistes) ont participé à la libération de la France et à l'anéantissement de l'Allemagne. Les cocardes de France ont donc retrouvé leur place dans le ciel. Elles voient s'ouvrir devant elle un avenir digne de leur glorieux passé.



Nous sommes en Russie, avec la célèbre escadrille française « Normandie » dont les succès au cours de cette guerre ont fait l'admiration de tous. Le lieutenant-colonel Pouyade (à droite) vient d'être reçu par les officiers russes.



Passons maintenant en Amérique. Ces jeunes pilotes nu-tête sont des pilotes français à l'entraînement à l'école d'aviation créée dans l'Alabama. Ils reviennent avec l'entraîneur américain d'accomplir leur dernier vol de stage



Dans la même école, un officier américain explique un plan de vol à un groupe d'aviateurs de chez nous venant de recevoir leurs ailes de pilote. Ces garçons participeront avant la fin de la guerre aux combats sur le front de l'ouest...

LE GENERAL DE GAULLE AVAIT DIT...

Lors de l'armistice

« Cette guerre n'est pas limitée au territoire malheureux de notre pays. Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale. Toutes les fautes, tous les retards, toutes les souffrances n'empêchent pas qu'il y a dans l'univers tous les moyens nécessaires pour écraser un jour nos ennemis. Foudroyés aujourd'hui par la force mécanique, nous pourrions vaincre dans l'avenir par une force mécanique supérieure. Le destin du monde est là. »

18 juin 1940.

« Oui, la France se relèvera. Elle se relèvera dans la liberté. Elle se relèvera dans la victoire. Dans l'Empire, dans le monde, ici même, des forces françaises se forment et s'organisent. Un jour viendra où nos armées, reforées au loin, mais bien aiguës, se joignant à celles que se feront nos Alliés, et peut-être à d'autres encore, reviendront triomphantes sur le sol national. Alors, oui, nous refferons la France. »

19 juin 1940.

« ...On peut dire que cet anniversaire serait non seulement une capitulation, mais encore un asservissement. Or, beaucoup de Français n'acceptent pas la capitulation ni la servitude, pour des raisons que s'appellent : l'honneur, le bon sens, l'intérêt supérieur de la Patrie. »

« Je dis l'honneur, car la France s'est engagée à ne déposer les armes que d'accord avec ses Alliés... »

« Je dis le bon sens, car il est absurde de considérer la lutte comme perdue... Les mêmes conditions de la guerre qui nous ont fait battre par 5.000 avions et 6.000 chars peuvent donner demain la victoire par 20.000 chars et 20.000 avions. »

« Je dis l'intérêt supérieur de la patrie, car cette guerre n'est pas une guerre franco-allemande qu'une bataille puisse décider. »

22 juin 1940.

« Il faut qu'il y ait un idéal. Il faut qu'il y ait une espérance. Il faut que, quelque part, brille et brûle la flamme de la résistance française. »

« Officiers français, soldats français, marins français, aviateurs français, ingénieurs français, où que vous soyez, efforcez-vous de rejoindre ceux qui veulent combattre encore. Un jour, je vous le promets, nos forces ensemble, l'armée française de l'élite, l'armée mécanique terrestre, navale, aérienne, en commun avec nos Alliés, rendront la liberté au monde et la grandeur à la Patrie... »

24 juin 1940.

Après Montoire

« Il n'existe plus de gouvernement proprement français. L'organisme sis à Vichy, et qui prétend porter ce nom, est inconstitutionnel et soumis à l'envahisseur. Dans son état de servitude, cet organisme ne peut être et n'est, en effet, qu'un instrument utilisé par les ennemis de la France contre l'honneur et l'intérêt du pays. Il faut donc qu'un pouvoir nouveau assume la charge de diriger l'effort français dans la guerre. Les événements m'imposent ce devoir sacré. Je n'y faillirai pas. J'exercerai mes pouvoirs au nom de la France et uniquement pour la défendre, et je prends l'engagement solennel de rendre compte de mes actes aux représentants du peuple français dès qu'il lui aura été possible d'en désigner librement. »

« Pour m'assister dans ma tâche, je constitue, à la date d'aujourd'hui, un Conseil de Défense de l'Empire. »

27 octobre 1940.

Lors du débarquement en Afrique du Nord

« Les Alliés de la France ont entrepris d'associer l'Afrique du Nord française dans la guerre de libération... Ils commencent à y débarquer des forces énormes. Il s'agit de faire en sorte que notre Algérie, notre Maroc, notre Tunisie constituent la base de départ pour la libération de la France. Nos alliés américains sont à la tête de cette entreprise... »

« Allons ! voici le grand moment ! voici l'heure du bon sens et du courage ! Partout, l'ennemi chancelle et fléchit. Français de l'Afrique du Nord, que par vous nous rentrions en ligne, d'un bout à l'autre de la Méditerranée, et voilà la guerre gagnée grâce à la France ! »

8 novembre 1942.

Lors du débarquement en Normandie

« La bataille suprême est engagée. Après tant de combats, de fureurs, de douleurs, voici venu le choc décisif, le choc tant espéré. Bien entendu, c'est la bataille de France et c'est la bataille de la France. D'immenses moyens d'attaque, c'est-à-dire, pour nous, de secours, ont commencé à déferler à partir des rivages de la vieille Angleterre. Devant ce dernier bastion de l'Europe à l'ouest, fut arrêtée naguère la marée de l'oppression allemande. Il est aujourd'hui la base de départ de l'offensive de la liberté. »

« La France, submergée depuis quatre ans, mais non point réduite ni vaincue, la France est debout pour y prendre part. Pour les fils de France, où qu'ils soient, quels qu'ils soient, le devoir simple et sacré est de combattre par tous les moyens dont ils disposent. Il s'agit de détruire l'ennemi, l'ennemi qui écrase et souille la patrie, l'ennemi détesté, l'ennemi déshonoré. »

6 juin 1944.

Sur la France de demain

« L'article premier de notre politique consiste à faire la guerre, c'est-à-dire à donner la plus grande extension et la plus grande puissance possibles à l'effort français dans le conflit. »

« Nous savons que l'immense majorité des Français dans laquelle nous nous comptons a définitivement condamné à la fois les abus anarchiques d'un régime en décadence, ses gouvernements d'apparence, sa justice influencée, ses combinaisons d'affaires, de prébendes et de privilèges, et l'affreuse tyrannie des maîtres esclaves de l'ennemi, leurs caricatures de lois, leur marché noir, leurs serments imposés, leur discipline par délation, leurs microphones dans les antichambres. Nous tenons pour nécessaire qu'une vague grondante et salubre se lève du fond de la nation et balaie les causes du désastre pêle-mêle avec l'échafaudage bâti sur la capitulation. Et c'est pourquoi l'article 2 de notre politique c'est de rendre la parole au peuple dès que les événements lui permettront de faire connaître librement ce qu'il veut et ce qu'il ne veut pas... »

« Nous disons « Liberté, Egalité, Fraternité » parce que notre volonté est de demeurer fidèles aux principes démocratiques que nos ancêtres ont tirés du génie de notre race et qui sont l'enjeu de cette guerre pour la vie ou la mort. Nous disons « Libération », et nous disons cela dans la plus large acceptation du terme, car si l'effort ne doit pas se terminer avant la défaite et le châtiment de l'ennemi, il est d'autre part nécessaire qu'il ait comme aboutissement, pour chacun des Français, une condition telle qu'il lui soit possible de vivre, de penser, de travailler, d'agir dans la dignité et dans la sécurité. Voilà l'article 3 de notre politique ! »

15 novembre 1941.

« C'est une révolution, la plus grande de son histoire, que la France, trahie par ses élites dirigeantes et par ses privilégiés, a commencé d'accomplir. Et je dois dire à ce sujet que les gens qui, dans le monde, se figuraient pouvoir retrouver, après le dernier coup de canon, une France politiquement, socialement, moralement pareille à celle qu'ils ont jadis connue, commettraient une insigne erreur. »

« Dans le secret de ses douleurs, il se crée, en ce moment même, une France entièrement nouvelle, dont les guides seront des hommes nouveaux. Les gens qui s'étonnent de ne pas trouver parmi nous des politiciens usés, des académiciens somnolents, des hommes d'affaires menagés par les combinaisons, des généraux épuisés de grades, font penser à ces attardés des petites cours d'Europe qui, pendant la dernière révolution française, s'offusquaient de ne pas voir siéger Turgot, Neckér et de Brienne au Comité de Salut Public. Pour voulez-vous ! Une France en révolution préfère toujours gagner la guerre avec le général Hoche, plutôt que de la perdre avec le maréchal de Soubise. Pour proclamer et imposer la Déclaration des Droits, une France en révolution préfère toujours écouter Danton plutôt que de s'endormir aux ronrons des formules d'autrefois... »

1^{er} avril 1942.

« La Quatrième République française voudra qu'on la serve et non pas que l'on se serve d'elle. Mais encore elle abolira tous ces groupements d'intérêts ou de privilèges qui, nous ne le savons que trop, ont introduit dans son sein les jeux de l'étranger, qui l'ont mise en

péril de mort et ont dégradé la moralité civique en même temps qu'ils s'opposaient au progrès social... »

« S'il existe encore des Bastilles, je crois qu'elles feront bien d'ouvrir de bon gré leurs portes, car, quand la lutte s'engage entre le peuple et la Bastille, c'est toujours la Bastille qui finit par avoir tort. Mais les Français veulent que ce soit dans l'ordre qu'ils arrangent leurs affaires, et ils n'entendent pas sortir de la guerre pour entrer dans les luttes civiles. »

14 juillet 1943.

« La France qui a apporté la liberté au monde, qui en a été et en est toujours le champion, la France n'a pas besoin, pour décider de la façon dont elle rétablira chez elle la liberté, de consulter les opinions qui lui viennent de l'extérieur de ses frontières. »

25 novembre 1944.

Sur la liberté et la justice dans le monde nouveau

« Si complète que puisse être un jour la victoire des armées, des flottes, des escadrilles des nations démocratiques, si habile et prévoyante que se révèle ensuite leur politique vis-à-vis de ceux qu'elles auraient cette fois encore abattus, rien n'empêchera la menace de renaître plus redoutable que jamais, rien ne garantira la paix, rien ne sauvera l'ordre du monde, si le parti de la liberté ne parvient pas, au milieu de l'évolution imposée aux sociétés par le progrès mécanique moderne, à construire un ordre tel que la liberté, la sécurité, la dignité de chacun y soient exaltées et garanties au point de lui paraître plus désirables que n'importe quels avantages offerts par son effacement. On ne voit pas d'autre moyen d'assurer en définitive le triomphe de l'esprit sur la matière, car, en dernier ressort, c'est bien de cela qu'il s'agit. »

« Mais comment pourrait-on concevoir un pareil effort de rénovation spirituelle, sociale, morale, autant que politique, dans la division de nos deux peuples ? Depuis des siècles, la France et l'Angleterre sont les foyers et les champions de la liberté des hommes. La liberté périra si ces foyers ne se conjuguent et si ces champions ne s'unissent... »

Juin 1942.

« Nous voulons que l'organisation mécanique des masses humaines, que l'ennemi a réalisée au mépris de toute religion, de toute morale, de toute charité, sous prétexte d'être assez fort pour pouvoir opprimer les autres, soit définitivement abolie... »

« Nous voulons que cette guerre, qui affecte au même titre le destin de tous les peuples, et qui unit les démocraties dans un seul et même effort, ait pour conséquence une organisation du monde établissant, d'une manière durable, la solidarité et l'aide mutuelle des nations dans tous les domaines. Et nous entendons que la France occupe dans ce système international la place éminente qui lui est assignée par sa valeur et par son génie. »

« La France et le Monde luttent et souffrent pour la liberté, la justice, le droit des gens à disposer d'eux-mêmes. Il faut que le droit des gens à disposer d'eux-mêmes, la justice et la liberté gagnent cette guerre, en fait comme en droit au profit de chaque homme, comme au profit de chaque Etat. »

27 mars 1944.

Sur les Nations Unies

« Dans la guerre de trente ans, que depuis 1914 la tyrannie fait à la liberté, la France a sauvé le monde sur la Marne, à Verdun, et, enfin, par l'énergie indomptable des Poincaré, des Clemenceau, des Foch. La Grande-Bretagne l'a sauvé à son tour, lorsqu'à l'appel du Premier Ministre Churchill elle décida héroïquement de tenir tête seule à l'enfer. La Russie Soviétique est en train de le sauver, par l'effort immense et magnifique de ses armées et de son peuple sous la direction du maréchal Staline. Les Etats-Unis l'auront sauvé, par l'appoint décisif qu'ils apportent à la cause commune sous l'impulsion du président Roosevelt. En somme, il n'y aurait pas eu de salut sans la puissance de ces quatre Etats. L'intérêt de l'humanité tout entière exige qu'ils soient et demeurent ainsi ; ils le sont et le demeurent. »

18 mars 1944.

FIN DE NOTRE REPORTAGE SUR LA FRANCE LIBRE

LES ÉTATS-UNIS DEVANT LA PAIX ÉCONOMIQUE

par Edward R. STETTINIUS Jr.
Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères des U.S.A.

L'AMÉRIQUE est entrée dans cette guerre pour que, désormais, les Américains aient la possibilité de vivre dans la sécurité et dans la paix. Avec nos Alliés, nous avons déjà obtenu la victoire en Europe ; nous allons l'obtenir dans le Pacifique. Mais la victoire militaire n'est pas tout. Disons qu'elle est seulement la condition essentielle de la réussite finale : l'établissement de la paix et de la prospérité dans le monde.

C'est cette réussite finale, cette paix prospère qui constitue le but de notre politique extérieure. Ainsi s'explique, d'ailleurs, que cette politique extérieure soit si intimement mêlée à notre politique intérieure.

Pour nous autres, Américains, la tâche est considérable. Nous avons à faire face à des difficultés, à des périls de toutes sortes et dont nous ne devons jamais méconnaître l'ampleur. Il nous faut nous méfier, tout d'abord, de l'idéalisme et de ses bonnes intentions. L'enfer, lui aussi, est pavé, dit-on, de bonnes intentions.

Je crois que si nous voulons atteindre un résultat de valeur, notre seule chance de réussite est de nous accrocher farouchement aux réalités, de ne rien entreprendre qui n'ait pour base des plans qui tiennent compte de ces réalités.

En effet, le grand danger pour nous est de voir succéder à cette guerre une période d'anarchie économique, à côté de laquelle le krach américain de 1929 ne serait rien.

Il est déjà une réalité dont la grande majorité du peuple américain est convaincue : l'isolationnisme et le nationalisme économique sont autant de doctrines utopiques. S'entêter à vouloir les appliquer serait appeler le malheur, non seulement sur les Etats-Unis, mais sur le monde entier.

C'est pourquoi notre politique étrangère est celle d'une nation qui tient à agir en collaboration étroite avec les autres pays. Nous voyons dans cette tactique un des plus sûrs garants de la paix future de l'univers. Au reste, les Américains savent bien, pour la plupart, qu'il leur serait impossible de connaître la prospérité, tandis que, réduit à la misère par le dernier conflit, le reste du globe se débattrait dans les difficultés économiques.

Autrement dit, nous savons aujourd'hui que nous faisons partie d'un monde dans lequel chaque pays, en dépit de son éloignement géographique, est devenu virtuellement notre voisin immédiat. Il nous faut donc vivre en relation étroite avec ce voisin ; il nous faut le tenir au courant de nos propres affaires et, par surcroît, nous inquiéter des siennes dans le cas où leur marche pourrait provoquer une réaction chez nous.

En bref, quiconque se penche à l'heure actuelle sur la politique étrangère des Etats-Unis doit se dire qu'elle est menée avant tout pour le bien de notre pays, mais que nous considérons notre propriété et notre sécurité comme indissociables de la prospérité et de la sécurité des autres nations.

LA SECURITE N'EST PAS TOUT

Il est évident que la Conférence de San Francisco marque un tournant critique dans l'histoire universelle. C'est là, en effet, qu'est en train de s'édifier la Charte de l'organisation internationale. De la force de cette charte, dépendra le bonheur ou le malheur des générations à venir.

A propos de ce statut mondial de la Paix, il est à noter que l'opinion publique paraît se soucier surtout des moyens dont le comité de sécurité disposera — ou ne disposera pas — pour prévoir ou arrêter une agression.

C'est sans doute un chapitre vital de ce statut. Mais ce n'est qu'un chapitre.

A l'issue de la conférence de Crimée, le président Roosevelt, le premier ministre Churchill et le maréchal Staline ont déclaré en commun que l'édification d'un organisme mondial dans les délais les plus rapides était : « indispensable, d'une part, pour prévenir toute agression, mais aussi pour réviser les concepts politiques, économiques et sociaux susceptibles de provoquer la guerre, et ce, grâce à la collaboration étroite et continue de tous les peuples pacifiques. »

Cette phrase de la déclaration des trois « Grands », m'a beaucoup frappé. Elle signifie que la responsabilité de l'œuvre entreprise repose plus encore sur la commission économique et sociale de l'organisation internationale que sur la commission de sécurité. Nous devons donc prêter une grande attention à ses travaux.

Comment, d'ailleurs, s'étonner de cette prépondérance ? Serait-il réellement possible d'empêcher la guerre dans un monde d'où les causes de guerre — particulièrement les causes économiques — n'auraient pas été exclues et continueraient d'empoisonner les relations internationales ?

Conflits économiques, crises, famines, pauvreté, tels sont les noms des maladies qui minent les démocraties et arrêtent leur développement, qui amènent les tyrans et les agresseurs, qui incitent les nations à se dresser les unes contre les autres. Ce sont ces maladies que nous devons combattre et vaincre s'il peut exister un organisme international pour ne pas faillir à sa mission de pacification.

Telle est l'autre réalité que, nous autres, Américains, ne devons pas oublier et sur laquelle notre politique étrangère est fondée.

Rappelons encore que, lorsque cette guerre commença, le conflit économique mondial, lui, avait éclaté déjà depuis plusieurs années. Il a causé des dégâts que nous avons

à réparer en même temps que ceux de la guerre proprement dite.

Quelles formes affectait-il, ce conflit économique ? C'étaient les monopoles gouvernementaux, les trusts privés, les difficultés accumulées pour exporter ou importer, le trafic des devises, les taux élevés, les pourcentages et autres barrières interdisant les transactions rentables avec l'étranger.

Et, maintenant, nous nous trouvons en présence d'un fait qui ne s'est jamais produit, même aux heures les plus prospères de notre histoire économique : jamais nous n'avons produit autant. Par les transactions conclues et par le volume de la main-d'œuvre nécessaire pour satisfaire à ces transactions, la guerre et les besoins que sa conduite a suscités, se sont trouvés accroître notre chiffre d'affaires national dans des proportions considérables.

Si nous voulons maintenir ce niveau de production après la guerre, si nous voulons être certains que les hommes, au retour des champs de bataille, retrouveront du travail et seront correctement rémunérés, il faut que notre chiffre d'affaires atteigne environ 150 milliards de dollars... et s'y maintienne ! Pour mémoire, je rappellerai qu'au summum de notre prospérité d'avant guerre — en 1929 — notre chiffre d'affaires fut inférieur à 85 milliards. Si nous y parvenons, il y aura à pourvoir soixante millions de places en moyenne, tandis qu'il n'en existait que quarante-sept millions en 1929.

LE PROBLEME AMERICAIN

Le problème américain peut se résumer ainsi :

Nous nous savons matériellement capables de produire et de produire suffisamment pour atteindre le chiffre d'affaires qui nous est nécessaire puisque nous l'avons fait pendant la guerre. Au surplus, les usines et les exploitations agricoles de nos alliés ont subi, à l'encontre des nôtres, maints dommages. Cependant, le tout n'est pas de produire : il nous faut trouver des débouchés à l'étranger comme chez nous pour écouler nos capitaux, nos marchandises et nos brevets.

Nous savons également que la majeure partie du monde va sortir de la guerre épuisée, manquant de tout et ayant le plus urgent besoin de nos machines et de nos fournitures pour pouvoir redresser leur économie. Mais les pays en question n'auront, justement, pas d'argent avant d'avoir restauré leur production et rétabli leur vie économique.

Et nous savons aussi, à ce propos, qu'il est, à l'étranger comme en Amérique, des économistes à courte vue, défenseurs du nationalisme économique, qui voudraient empêcher tout rétablissement réel de l'économie internationale et, par là, détruire tous les marchés du monde, y compris le nôtre.

L'Amérique doit accorder la nécessité où elle se trouve de produire à plein rendement avec les besoins des autres nations, afin d'obtenir un niveau toujours plus élevé de commerce international... et de l'obtenir dans des conditions profitables.

Je ne cacherai pas que je crois mon pays capable de surmonter ces difficultés. J'ai eu trop souvent l'occasion de constater que l'industrie américaine avait pu faire, — tant dans le domaine de l'équipement des usines que dans celui de la main-d'œuvre — j'ai trop confiance dans l'esprit d'initiative et d'entreprise des Américains pour douter du résultat. Je pense, au contraire, que la conception américaine de la vie va trouver dans les années à suivre la meilleure des occasions de se manifester.

LE PROGRAMME AMERICAIN

Le gouvernement des Etats-Unis a mis au point un programme pour la reprise des relations économiques avec les autres pays, sans attendre la fin de la guerre.

Ce plan est non seulement le résultat des consultations que le gouvernement a eues avec le peuple américain par le truchement du Sénat, mais également de celles qu'il a eues avec ses Alliés. Faire l'historique de ce plan, ce serait parler de la Charte de l'Atlantique, de la Déclaration des Nations Unies, des conférences de Moscou, de Téhéran, de Dumbarton Oaks et de Crimée ; ce serait parler de la création de l'U.N.R.R.A., du congrès du ravitaillement et de l'agriculture à Hot Springs, de la Banque Internationale et des Avoirs monétaires à Bretton Woods, du Congrès international de l'aviation à Chicago et de la Conférence panaméricaine de Mexico.

Le plan américain de reprise économique est susceptible de connaître toutes les extensions. Il est en accord avec nos traditions de liberté et notre esprit d'entreprise.

Par le simple énoncé des principales conférences qui ont concouru à l'édification de ce plan, on voit que, même à l'étranger, il est bien connu, au moins dans ses grands traits. Son application a commencé avec l'U.N.R.R.A.

L'U.N.R.R.A. n'est qu'un organisme destiné à fournir des secours de première urgence et à ne faire qu'œuvre provisoire. Son rôle est modeste et probablement les pays libérés subviendront-ils pour les quatre cinquièmes à leurs plus urgents besoins.

Le but de l'U.N.R.R.A. est d'aider les peuples libérés à se procurer assez de nourriture pour vivre, de vêtements pour s'habiller et à être en mesure de coucher sous un toit. Il ne s'agit là que du strict minimum pour pouvoir recommencer à vivre. L'U.N.R.R.A. n'intervient ni dans le gigantesque problème de la reconstruction, ni dans celui des matières premières, des machines industrielles et agricoles, ni dans la question des produits nécessaires à la remise en exploitation des étendues cultivables.

LA BANQUE INTERNATIONALE

On sait que la loi Prêt-Bail ne s'applique pas à l'après-guerre. Le seul but de la loi Prêt-Bail étant de permettre aux Alliés de faire la guerre et de la gagner.

Pour satisfaire aux plus immédiats de leurs besoins pour reconstruire, la plupart des pays qui ont souffert de la guerre sont en mesure de payer une part de leurs acquisitions sur leurs ressources actuelles. Mais les dollars ou l'or qu'ils peuvent posséder ou acquérir grâce à des exportations réalisées presque immédiatement, sont nettement insuffisants si l'on considère l'ampleur de la tâche à entreprendre.

Il est avéré que des crédits internationaux, distribués largement et à un taux d'intérêt raisonnable, leur seront indispensables au cours des années prochaines.

En ce qui concerne plus spécialement, nous autres, Américains, il est non moins évident que des capitaux privés ne sauraient être investis dans des affaires de cette ampleur sans aide gouvernementale, surtout si l'on songe à l'incertitude de cet après-guerre.

C'est dans ce dessein qu'a été envisagée la création d'une Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement économique ainsi qu'un Fonds monétaire. Ce projet a été agréé par les délégués des Nations Unies lors de la Conférence de Bretton Woods ; il est actuellement soumis au Sénat américain pour approbation.

Le but principal de cette banque est de garantir les avances consenties par les capitalistes privés pour permettre aux pays touchés par la guerre de se reconstruire et de se développer économiquement et, ainsi, d'augmenter le chiffre des avoirs américains à l'étranger.

Sans le truchement de cette banque, je ne crois pas qu'il soit possible de rendre leur prospérité économique à nos meilleurs clients et de développer les ressources d'autres pays qui nous achèteraient maints produits s'ils avaient de l'argent, par exemple : la Chine et plusieurs Etats d'Amérique du Sud.

LES BONS CLIENTS SONT RICHES

Certains Américains redoutent qu'en aidant un pays à se redresser économiquement, les Etats-Unis perdent de futurs clients pour leurs produits d'exportation. Ils se disent : « Quand ils fabriqueront, eux-mêmes, ils se passeront de nous. »

Au contraire, l'expérience a prouvé à maintes reprises que nos meilleurs clients étaient les pays dont l'économie était la plus développée. Avant la guerre, par exemple, la Grande-Bretagne était notre plus grand acheteur. Le Canada, avec une population de moins de douze millions d'habitants, nous achetait plus que toute l'Amérique du Sud réunie avec ses quatre-vingt-dix millions d'habitants.

Les pays à faible développement économique sont de mauvais clients pour nous parce que leurs revenus insuffisants leur interdisent d'importer. C'est alors qu'interviendrait l'influence de la Banque Internationale, en leur permettant, par des commandes, d'augmenter leur production et, conséquemment, leurs revenus.

Quant à ce Fonds monétaire, c'est un ensemble de règles régissant les importations et les exportations et qui donneraient aux commerçants comme aux capitalistes une certaine garantie d'être payés avec la monnaie de leur pays et non avec une monnaie étrangère susceptible de blocage et qu'ils ne pourraient utiliser là où ils le voudraient.

En somme, cet office ne prêterait pas d'argent pour la reconstruction, mais, grâce à son œuvre stabilisatrice des cours mondiaux, il rendrait possible un large courant d'affaires internationales.

Pour compléter l'œuvre de la Banque Internationale, nous projetons également de demander prochainement au Sénat d'accroître les possibilités de prêts de notre Banque d'Exportation et d'Importation. Cette institution gouvernementale compte dix ans d'opérations profitables. Elle agit principalement par le truchement des banques privées, des industriels et des exportateurs. Son capital est largement utilisé. Il est nécessaire, maintenant, pour pouvoir jouer tout son rôle dans la reconstruction mondiale, qu'elle puisse procéder à une augmentation de capital. J'espère que le Sénat abrogera les lois qui l'en empêchent.

POUR L'ABAISSMENT DES BARRIERES DOUANIERES

L'U.N.R.R.A., la Banque Internationale, le Fonds monétaire, tels sont les principaux instruments qui doivent maintenir le niveau économique des Etats-Unis en participant à la reconstruction du monde d'après guerre.

L'année dernière, nos exportations de temps de guerre ont été évaluées à plus de 14 milliards de dollars. En temps de paix, nos espoirs les plus optimistes nous interdisaient de rêver à plus du tiers de cette somme. Je ne veux pas suggérer qu'il sera possible, ni même nécessairement souhaitable pour les Etats-Unis d'exporter 14 milliards de marchandises annuellement en temps de paix. Je me bornerai à répéter la conclusion des experts qui estiment que, si nous voulons éviter la crise, il nous faut atteindre le chiffre de 10 milliards.

Seules de vigoureuses mesures pour abattre les barrières artificielles qui s'opposent au commerce extérieur rendraient possible un tel résultat.

Avant tout, dès que seront acquies les conditions qui permettront de battre le Japon, comme l'a été l'Allemagne, il faudra supprimer toutes les restrictions consécutives au temps de guerre.

Mais nous aurons aussi à faire une politique d'abaissement des tarifs douaniers, qui prévalaient avant guerre.

(SUITE PAGE 32).

PLAIES DE FRANCE

LE CALVAIRE DE NOYERS-BOCAGE, PRES DE CAEN,
A ETE DETRUIT PAR LES BOMBARDEMENTS AERIENS.
SEULE LA VIERGE DOMINE ENCORE LES RUINES.



TRIBUNE LIBRE D'UNE FRANCE LIBRE

PEUT-ON EXPLIQUER LE CRIME PÉTAIN ?

par Marc RUCART

Il y a de cela dix à quinze ans. Dans le train de Nancy, M. Paul Doumer, président du Sénat, est dans un compartiment réservé avec le maréchal Pétain. J'entre. Je présente mes hommages, et le président m'accompagne dans mon compartiment vide :

— Si je ne vous ai pas invité à rester à côté, me dit-il, c'est parce que le Maréchal sommeille. Car, bien entendu, les questions politiques l'intéressent et on peut parler en toute confiance devant lui. C'est un républicain sûr.

Puis, ce sont encore d'autres appréciations sur le Maréchal :

— Heureusement que, parmi nos grands chefs, il y a celui-là. Il est très « régime », très « parlementaire ».

★

Fin 1934, le maréchal Pétain, ministre de la Guerre, me donne audience à la rue Saint-Dominique. A la fin, il me reconduit, non seulement à la sortie de son cabinet, mais jusqu'au bout de la grande antichambre qui donne sur la salle des huissiers.

J'en suis gêné. Je suis député comme six cents autres et cet homme qui me reconduit si loin, c'est tout de même celui qu'on appelle — à tort ou à raison — le « vainqueur de Verdun ».

Me reviennent alors les expressions du président Doumer lorsqu'il qualifiait le Maréchal... Républicain, très régime, très parlementaire.

★

Depuis ces faits, il y en eut d'autres qui imposèrent le doute et, enfin, des jugements très différents.

Je n'étais pas à Vichy pour la séance de l'Assemblée nationale. Dans les échos qui m'en parvinrent, en mon Enlaid déjà si durement atteint, il en est un qui me frappa singulièrement. C'est l'une des explications qu'on donnait à des membres de l'Assemblée, au moment du vote pour ou contre la délégation des pouvoirs : « Il faut voter pour Pétain, sinon, c'est Weygand et le Gouvernement de l'Armée. Avec Pétain, nous avons des garanties. C'est Painlevé qui l'a sorti de l'ombre. C'est un républicain. »

★

Dès le lendemain, c'était le coup d'Etat : un coup qui était perpétré par une série d'actes, dits constitutionnels.

Le Maréchal a usurpé des droits qui ne lui avaient pas été délégués par l'Assemblée nationale : le droit à la magistrature suprême et le droit de rendre des décisions de justice. Le Maréchal a abusé des droits qui lui avaient été délégués : en ce sens qu'il appliqua lui-même et immédiatement ce qui, expressément, avait été confié aux attributions des assemblées futures, après ratification préalable par la Nation.

Le maréchal Pétain ne devait pas seulement briser la République dans son essence, dans les faits, dans la Constitution. Il décrocha jusqu'à l'enseigne du régime : « République Française ». Et il signa le décret de dissolution des bureaux des Chambres. Et il révoqua les grandes municipalités élues en vertu d'un pouvoir populaire communal qui date de l'An Mille.

Pour être totalement dictateur, il n'avait plus qu'à abattre un dernier pouvoir : mais celui-là n'était pas français et, comme pour la République au temps de Paul Doumer, il avait la force.

Ainsi qu'il avait été à la disposition de la République, le Maréchal fut au service des Allemands.

★

Comme un bon radical qui ne faisait pas de la « Résistance » (l'action militaire en vestons et en robes) une affaire de parti, j'avais pour compagnons de lutte des hommes et des femmes qui n'étaient pas autres gens que Français et Françaises.

Deux de ceux-là avaient été des « cagouleurs ». — Pétain n'était pas avec nous, m'expliquèrent-ils.

Et, comme je m'étonnais, ils me donnèrent la « meilleure preuve » :

— ...Au comité directeur, il y avait Franchet d'Espèrey : et vous savez le mépris immense de Franchet d'Espèrey pour Pétain.

J'observai qu'il y avait des cagouleurs autour de Pétain. J'eus cette réponse :

— D'Espèrey est fini. Pétain a pris ceux qui pouvaient le servir : Alibert parmi les chefs, Métenier comme homme de main. Ce sont des cagouleurs, mais pas la cagoule.

— Mais les cagouleurs n'avaient pas été pour Pétain.

— Aussi bien, tous ne sont pas avec lui. Il y a ceux de Deloncle qui sont avec Laval. Il y a, enfin, les patriotes, comme nous.

— Quant à Pétain ?

— S'il avait pu débaucher toute la cagoule, il l'aurait fait. Il aurait cherché à avoir les francs-maçons ou les communistes, si les circonstances avaient été différentes.

★

En attendant, il avait eu avec lui — en principe — Pierre Laval. Puis il l'avait rejeté avec mépris. Pour ceux-ci, il avait rejeté la personne de Pierre Laval. Pour ceux-là, il avait rejeté la politique de Pierre Laval. Selon les interlocuteurs, Allemands ou Français, c'était ou en raison de l'homme qui lui répugnait ou en raison de la position qu'il voulait changer.

Puis l'homme lui convint à nouveau ; et même sa politique.

★

Le maréchal Pétain avait serré symboliquement la main à Hitler.

En fait, il avalisa — à l'encontre des stipulations de l'Armistice — l'annexion, par l'Allemagne, de l'Alsace-Lorraine. Il accepta qu'une partie de la police française fût l'avant-garde de la Gestapo pour ce qui menaçait les juifs, les francs-maçons et les gaullistes. Il livra aux Allemands les hommes politiques français qu'il avait fait arrêter. Il accepta la collaboration de l'administration française avec l'ennemi pour la déportation des ouvriers dans les usines allemandes.

Ayant trahi la République, ayant trahi la France, il trahit l'Angleterre : c'est quand il livra nos aérodromes de Syrie à l'aviation allemande pour que l'ennemi pût combattre nos alliés en Irak. Il n'y eut pas alors, en terre neutre de Turquie, un journal qui ne publiât en manchette le mot « trahison ».

Ainsi, d'aucuns, et non des moindres, avaient cru le maréchal Pétain républicain, très régime, très parlementaire. D'aucuns avaient pensé, même après Montoire, qu'il était antiallemand : depuis certains ambassadeurs amis jusqu'à ces ouvriers de manufacture d'armes à qui il avait dit en confiance : « Vous n'avez pas assez à manger ? Hélas !... « Ils » nous prennent tout ! »

★

Alors quoi, Pétain ?

La question était posée à Paris, en juin 1942, dans une réunion de mon groupe de résistance « Patriam Recuperare ».

Ce n'est pas qu'on doutait des reniements et des trahisons du maréchal Pétain. Mais nous voulions trouver une explication aux contradictions, aux propos, aux actes, à tout ce qui relèverait un jour de la citation à comparaître et de l'application du Code. Pour nous, il ne s'agissait pas des faits, mais des intentions. Nous n'avions pas à juger, mais à comprendre. Je me permets de donner la réponse que je fis alors à mes compagnons : « Pas une équivoque, pas une ombre sur la politique de Pétain. Il veut mourir dans la peau du chef de l'Etat. »

★

A la veille du procès contradictoire qui va s'ouvrir et qui s'occupera davantage des faits que des mobiles, je crois pouvoir, sur les mobiles, maintenir le sentiment que j'exprimais dans un prétoire des catacombes. Je ne vois pas d'autre explication aux attitudes successivement loyalistes, attentistes, hypocrites, inciviles puis criminelles de l'accusé : l'ambition, l'idée fixe, l'obsession d'être le Premier de France.

Il fut pour la République, et contre. Contre l'Allemagne et pour. Pour l'Angleterre, et contre. Pour des hommes et contre. Je suis convaincu que, dès les premiers craquements dans la forteresse allemande, il envisagea le principe et même le protocole de l'installation du général de Gaulle comme chef du gouvernement. Je précise : comme chef du gouvernement de la République. Ce qui lui importait, c'était d'être l'Installateur, donc le Suzerain, le Premier.

Les événements et les hommes relevaient du second plan ; Lui, du premier.

C'est là, en cette folie du Moi, qu'il faut chercher l'explication du crime Pétain.

La semaine prochaine : **Paul RIVET**

LES ÉTATS-UNIS DEVANT LA PAIX ÉCONOMIQUE

(Suite de la page 50)

Pour ce, nous devons, nous aussi, abaisser ces tarifs. Nous autres, Américains, ne devons pas oublier que nos exportations sont les importations des autres et que les exportations des autres sont nos importations.

Si nous dressons à l'entrée de nos ports des barrières douanières déloyales, il nous faut nous attendre à nous voir appliquer la loi du talion.

C'est cette sorte de course aux tarifs élevés qui a étranglé le commerce international, diminué la production et stimulé ce conflit économique avant-coureur de cette guerre. Il ne faut plus qu'un tel phénomène, ni une telle catastrophe se reproduisent.

L'Amérique n'a pas à redouter les importations. Au contraire, il est des quantités d'objets, de produits dont nous avons besoin pour améliorer notre confort et que nous ne produisons pas nous-mêmes. Nous avons besoin d'importer plus pour remplacer certaines de nos matières premières qui nous manquent aujourd'hui par suite de la consommation de guerre. Accroissement d'importations ne signifie pas seulement davantage de produits à la disposition du consommateur américain, cela signifie davantage de travail et de revenus pour les Américains qui travaillent dans l'importation. Enfin, en laissant importer chez elle, l'Amérique permettra aux pays exportateurs de devenir à leur tour des importateurs des produits américains.

Il est donc nécessaire que, dans les prochaines années à venir, les barrières douanières s'abaissent encore et toujours, tant aux Etats-Unis que dans les autres pays.

LES AUTRES OBSTACLES

Les barrières douanières sont un obstacle à la bonne marche des affaires internationales. Elles ne sont pas le seul obstacle. Certaines mœurs — primes, quote-parts, par exemple — restreignent le courant d'affaires entre les pays et encouragent des plans de productions irrationnelles.

En accord avec les nations étrangères, nous nous proposons de chercher comment, à de telles pratiques, pourraient être substituées d'autres mesures plus propices à la salubrité et à l'expansion du commerce international.

Nous devons également agir vigoureusement et efficacement contre les cartels internationaux. Leurs accords limitatifs et à tendance monopolisante permettent à des groupes représentant strictement des intérêts privés de fixer les prix, de limiter la production, d'empêcher l'usage de nouvelles inventions ou de nouvelles techniques, de diviser artificiellement les marchés et, de façon générale, d'étrangler dangereusement le volume des transactions internationales.

Contre les résultats diaboliques obtenus par les cartels internationaux, on peut lutter en promulguant, d'une part, à l'échelon national et à l'échelon international, des lois plus rigoureuses, mais, d'autre part, en appliquant les mesures auxquelles j'ai fait allusion ici, mesures qui permettront aux nations de vivre mieux sans ces cartels qu'avec eux.

LE PROBLEME DE LA SURPRODUCTION

Un des problèmes économiques les plus sérieux pour l'Amérique est celui du blé et du coton, deux produits qui tantôt manquent, tantôt se trouvent en surabondance dans le monde entier.

Il serait souhaitable que les gouvernements s'entendissent pour travailler à résoudre le problème de la surproduction. Il semble que le meilleur moyen de résoudre la surproduction, c'est d'augmenter la consommation. Et, lorsque la situation le réclamerait, il serait souhaitable que, non seulement les pays producteurs, mais aussi les pays consommateurs interviennent dans les décisions à prendre. Autrement, les gouvernements isolés continueront d'employer la tactique décevante de la mise en compétition des exportateurs ou du maintien artificiel des prix. Une expérience amère nous l'a appris : de tels procédés donnent naissance aux conflits économiques, conflits désastreux pour tous ceux, sans exception, qui y sont mêlés.

Ces questions, et bien d'autres, ne peuvent être étudiées et résolues une fois pour toutes qu'en provoquant une conférence des principales puissances commerciales du monde. Nous comptons, aux Etats-Unis, faire tout ce qui sera en notre pouvoir pour que cette conférence ait lieu dans le courant de l'année prochaine.

On pourrait, d'ailleurs, y préparer également une commission commerciale permanente dans le cadre de l'organisme international, afin de permettre le contrôle des données premières et leur adaptation aux faits nouveaux qui se produiront.

L'AGRICULTURE AMERICAINE

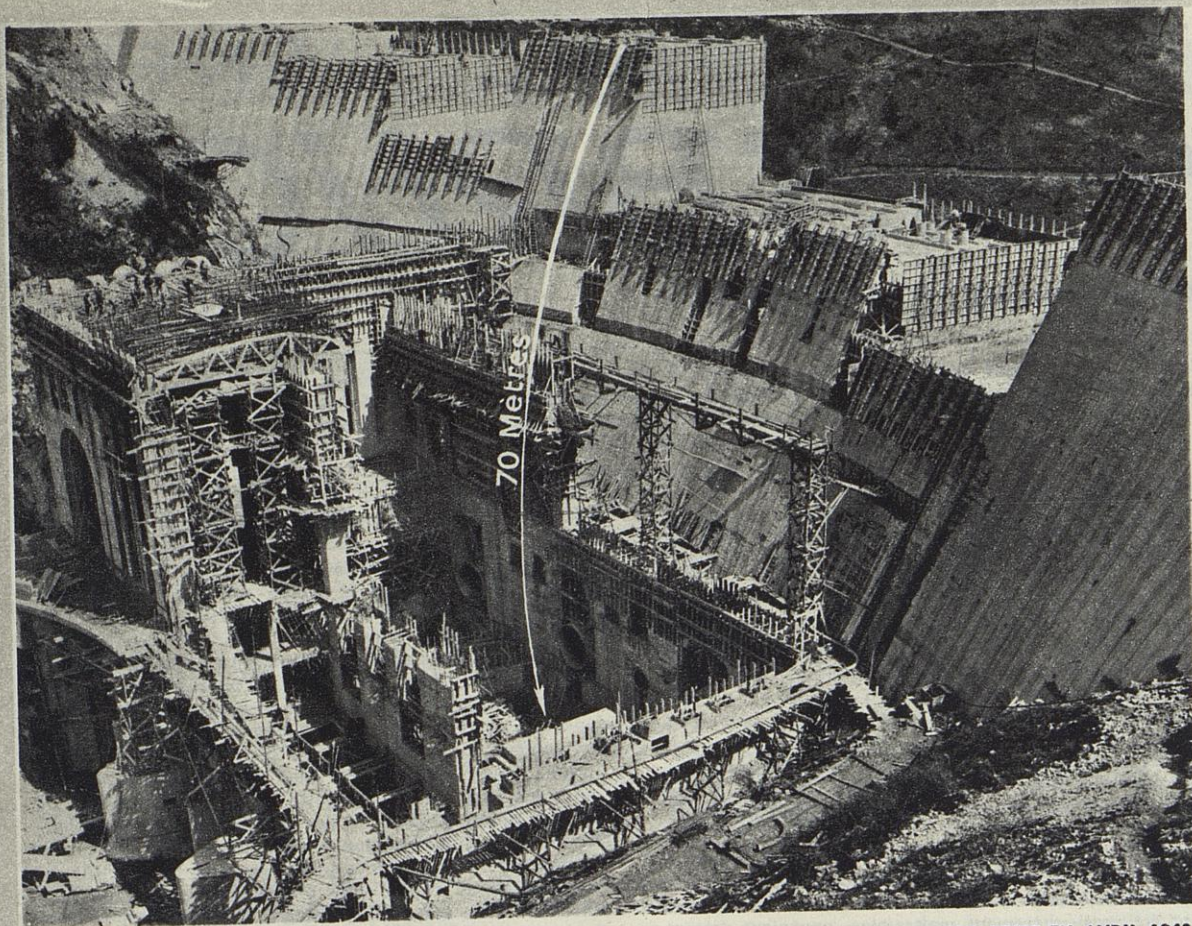
Dans le domaine du ravitaillement et de l'agriculture, nous sommes plus avancés. Le Sénat doit approuver la participation des Etats-Unis à l'organisme des Nations Unies pour le ravitaillement et l'agriculture. Cet organisme est né de la Conférence de Hot Springs de 1943. Dix-huit nations y ont déjà adhéré.

Cet organisme du ravitaillement et de l'agriculture ne pourra que « recommander » mais non contrôler ni commander. Je pense néanmoins qu'il sera en mesure de faire beaucoup pour améliorer le standard d'alimentation des peuples en même temps qu'il maintiendra, par ce fait même, la prospérité de l'agriculture mondiale.

Naturellement, comme tous les autres, cet organisme s'intégrera dans le cadre général de l'organisation mondiale qu'on édifie à San Francisco.

Et ceci me ramène à mon point de départ, à savoir que la préservation de la paix réclame quelque chose de plus que le désir de paix, si fort, si sincère ce désir soit-il. Elle demande une organisation complexe par le nombre et l'amplitude des problèmes à résoudre. Elle demande une coopération étroite de toutes les commissions apparemment si diverses dans leurs attributions et qui formeront, réunies, cet organisme international.

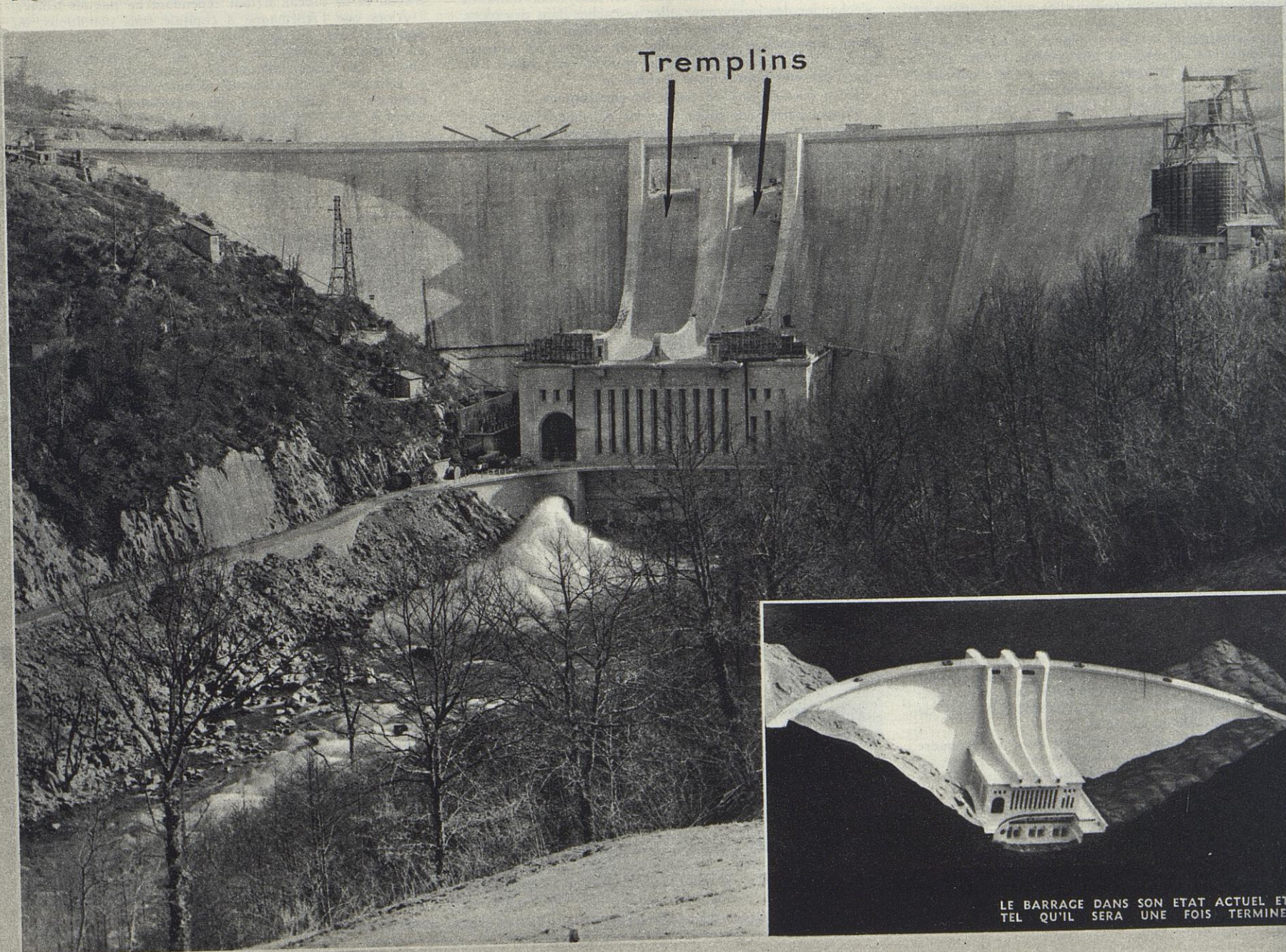
Elle demande beaucoup de courage, beaucoup de persévérance et beaucoup de réalisme : l'aspect économique du problème de la paix en est une preuve.



LES TRAVAUX GIGANTESQUES DU BARRAGE DE ST-ETIENNE-CANTALES, PRES D'AURILLAC. (PHOTO PRISE EN AVRIL 1942)

Un nouveau grand barrage dans le Massif Central ICI LA CÈRE POURRA FAIRE DU TREMPLIN

Un événement important, intéressant la production de l'électricité, a eu lieu récemment dans le Massif Central : le grand barrage aménagé par la « Société des Forces Motrices du Cantal », sur la Cère, à Saint-Etienne-Cantales, près d'Aurillac, vient d'être mis en service. Il s'agit d'un ouvrage considérable, d'une hauteur de soixante-dix mètres, comportant 150.000 mètres cubes de béton et créant une réserve d'eau de 130.000.000 de mètres cubes. Cet ouvrage présente, comme caractéristique spéciale, un dispositif tout à fait nouveau d'évacuation des crues, qui passent au-dessus de l'usine elle-même, au moyen d'un immense tremplin en béton armé en forme de saut de ski, s'appuyant sur le toit de la centrale et rejetant l'eau à quatre-vingts mètres à l'aval de l'usine, en un énorme jet pouvant atteindre plus de 1.000 mètres cubes par seconde. La force vive de cette masse déversante peut atteindre, en hautes eaux, 500.000 HP. Des dispositifs spéciaux ont été prévus pour qu'elle ne produise pas d'effet nuisible. Le réservoir étant maintenant rempli, le déversoir a fonctionné pour la première fois ces jours-ci, de façon très satisfaisante. C'est la première fois en France, et même dans le monde, qu'un dispositif aussi hardi est mis en œuvre dans un barrage de cette importance. Le barrage de l'usine permettra de produire un supplément d'énergie de 250.000.000 de kilowatts-heure par an et de régulariser les 250.000.000 de kilowatts-heure déjà produits par les usines d'aval. Cette œuvre importante et si nouvelle a été réalisée presque entièrement pendant la période de guerre ou la période d'occupation, au milieu des pires difficultés : manque de main-d'œuvre, pénurie de matières premières, difficultés de transport, restrictions et contrôle de l'occupant. Ajoutons que le chantier de Saint-Etienne-Cantales, comme les autres chantiers qui ont fonctionné dans les mêmes conditions, a été d'abord un refuge, puis un centre actif de résistance pour la main-d'œuvre traquée par l'occupant.



LE BARRAGE DANS SON ETAT ACTUEL, ET TEL QU'IL SERA UNE FOIS TERMINE.

N'OUBLIONS JAMAIS HUIT MOIS DANS L'ENFER de RAVENSBRÜCK

par Simone SAINT-CLAIR

« Le Monde Illustré » achève aujourd'hui l'émouvant récit des souvenirs vécus, dans l'horreur du camp de Ravensbrück, par Mme Simone Saint-Clair. Rappelons que ce récit était illustré par Mme France Audoul, compagne de captivité de Mme Saint-Clair à Ravensbrück. Dans son dernier article, Mme Simone Saint-Clair s'apprêtait à nous entretenir des sinistres « convois noirs », ces convois qui acheminaient vers la mort des centaines et des centaines de malheureuses. Et voici ce qu'elle en dit...

CONVOIS noirs! Avant que le « Jugend Lager » (le Camp des Jeunes) soit transformé en pré-cimetière, des convois composés de juives, femmes âgées ou malades, quittaient le camp de Ravensbrück en camions, pour une destination inconnue. Au mois de novembre dernier, ce Camp des Jeunes — ainsi nommé parce qu'il avait servi à abriter des jeunes hitlériennes incarcérées pour des futilités et qui furent, du reste, bien traitées — devint le lieu des plus sinistres drames. Il en sera parlé longuement dans des livres. Qu'on sache seulement ici que, presque tous les dimanches, un médecin qu'on surnommait « le bourreau », accompagné de l'« Oberschwester » (l'infirmière principale) venait, avec une petite escorte, et présidait à l'enlèvement des prétendues condamnées. Ces pauvres femmes, hissées dans des camions, pensaient qu'elles seraient mieux soignées dans le lieu où elles se rendaient. C'était tragique de les voir, avec leurs yeux tristes et creux, leur petit sac contenant leur morceau de pain et leur mouchoir, nous regarder de loin, car nous n'avions pas le droit de les approcher. Et nous qui savions où elles allaient, sentions notre cœur se serrer, incapables que nous étions de pouvoir les secourir et de les arracher à une mort certaine.

Mais bien plus tragique encore était de voir le « marchand de bestiaux » — ainsi qu'on avait nommé un sous-officier SS — trier, ou prendre souvent au hasard, même, des femmes dont la figure « ne lui revenait pas »; parmi elles, des femmes ayant dépassé quarante ans, considérées comme inutiles puisqu'elles avaient atteint cet âge.

Que de compagnes à cheveux blancs, ou au visage ridé par les épreuves, simplement aux jambes enflées par la fatigue, se voyaient désignées du geste par le « marchand de bestiaux » et obligées de monter dans les camions se rendant au « Jugend Lager »! Quand on apprenait qu'un choix devait avoir lieu pour ce lamentable séjour, qu'il était douloureux de surprendre des camarades se rougir un peu les joues avec un maquillage de fortune ou se teindre les cheveux — avec Dieu sait quelle teinture! — qu'elles masquaient tant bien que mal par des bouts d'écharpe.

Ce qui se passait au « Jugend Lager » restera une honte pour l'humanité, car il est inconcevable que des hommes — et une femme — de quelque race qu'ils fussent, accomplissent de tels méfaits. Les hommes : des Allemands ; la femme : une Tchèque se disant infirmière. De cela aussi, les bien rares personnes qui en ont réchappé pourront en témoigner. Le moindre des crimes était celui-ci : la Tchèque passait dans une des salles — celle des dysentériques, par exemple — le lendemain du jour où elles étaient arrivées. « Qui a la diarrhée ? » demandait-elle d'un ton doucereux.

De pauvres mains décharnées se levaient et de faibles voix murmuraient avec espoir : « Moi, moi... »

« Eh bien, reprenait la Tchèque, absorbez cette petite poudre blanche et demain vous irez bien mieux. »

Les malades avalaient le médicament avec confiance. Le lendemain matin, sur 60 qu'elles étaient, 58 étaient mortes, 2 agonisaient.

Un camion venait alors qui les emportait et la gueule des fours les engloutissait. Ceci n'est qu'un récit entre tant d'autres.

Lors de mon arrivée, il n'y avait pas de chambre à gaz à Ravensbrück et il y avait seulement un four crématoire. J'y vis construire la chambre qu'on nous disait être une pièce destinée à la désinfection, et s'élever la cheminée du second four, plus important que le premier. Oh ! ces cheminées dont les flammes se dressaient jour et nuit tels de sinistres cierges, et dont la fumée opaque et âcre se répandait sur tout le camp. Ce camp de la mort lente devint, lorsque Auschwitz fut menacé, le camp de la mort violente. Qu'on en juge :

Si l'on exterminait ainsi les malades avec de la poudre ou des piqûres empoisonnées, on agissait autrement au « Jugend Lager » vis-à-vis des femmes à cheveux blancs ou simplement souffrantes. Des SS les faisaient sortir des blocs et pauser debout durant quelques heures. Après quoi, on leur ordonnait de retirer chemise, culotte, bas et manteau pour celles qui en possédaient et elles ne devaient garder que leur robe et leurs sabots. Puis, comme on ne pouvait les prendre toutes, si elles étaient trop

nombreuses, les bourreaux effectuaient un nouveau tri. Les « bonnes pour le four » devaient se mettre d'un certain côté, les autres obtenant grâce encore pour quelques jours.

On voyait alors ces femmes désignées pour la mort s'avancer vers l'homme qui leur avait dicté leur arrêt et dire d'une voix suppliante : « Monsieur, je suis forte et peux très bien travailler. Prenez-moi, si vous plaît, comme volontaire du travail. »

Supplice inutile. Elles montaient, empilées dans cinq, six, sept camions, ou plus, qui stationnaient devant la porte. Cette année, le jour des Rameaux, quatorze camions partirent pour se rendre à la chambre à gaz d'abord — espérons-le tout au moins — avant de se diriger vers les fours...

Et ceci me rappelle cette funèbre anecdote racontée par une camarade qui en fut témoin. Cent cinquante Françaises, revenant d'un convoi de travail où elles avaient été particulièrement maltraitées, pausaient devant les douches. Le « bourreau » arriva alors qu'elles étaient restées debout plusieurs heures. Certaines, épuisées, s'étaient affalées sur le sol. Le « bourreau » passa rapidement en revue les malheureuses, leur trouva « mauvais mine ».

— Toutes au four, déclara-t-il, en faisant un large geste du bras.

Quelques-unes d'entre elles ayant entendu sa déclaration attendirent qu'il soit parti et essayèrent alors de s'échapper des rangs pour aller se cacher dans des blocs. Mais une des policières — une Tchèque encore — les ayant aperçues et courant plus vite qu'elles les rattrapa et leur dit : « Que faites-vous, voyons, vous savez bien que vous êtes bonnes pour le four. »

Ceci, n'est-ce pas, se passe de commentaires.

Faut-il parler des folles, que les Allemands appelaient simplement « idiotes », et qu'on enfermait sans nourriture et sans vêtements avant de les supprimer, plusieurs d'entre elles n'ayant aucun dérangement cérébral ? Des « petits lapins » que la radio américaine mentionnait

déjà il y a deux ans et que je rappelle pour simple mémoire : des chirurgiens boches ayant pratiqué sur des étudiantes polonaises, sans les endormir, des opérations fatales, particulièrement le sciage d'os des jambes, sous le prétexte d'expériences et de greffes à faire sur des soldats blessés allemands ? Faut-il parler des jeunes parachutistes françaises ayant servi dans l'Intelligence Service et qui, un soir, disparurent sans qu'on sache où ni comment ? On apprit, peu après, qu'elles avaient été pendues dans une forêt avoisinant le camp. C'était, du reste, le sort réservé à plus d'une.

Non, on ne peut relater tous les abominables crimes, toutes les horreurs du camp de Ravensbrück, comme on ne peut savoir la perfidie de la nation allemande. Pour l'instant, elle fait semblant de s'incliner. Or, n'ai-je pas lu, dans l'un des derniers journaux qu'il m'a été donné de parcourir au camp, cette phrase sur laquelle on peut réfléchir : « Le sort de l'Allemagne se trouve sur la lame d'un couteau. Notre peuple aura, par sa vaillance et ses forces spirituelles (sic), gagné la guerre. Si le sort semble, pour le moment, lui être contraire, du côté des armes, il lui sera favorable la prochaine fois. » Alors, allons-nous encore laisser ce peuple se réarmer pour qu'il déverse à nouveau sur le monde des torrents de misères ?

S'il y a mieux à faire que de semer la haine dans le cœur des jeunes, si l'on doit, par tous les moyens, essayer de redonner à notre pays ses forces vives par l'amour du travail et de l'idéal, il faut cependant ne pas les leurrer.

Alors que l'Allemagne a capitulé sans conditions, au nom des héros qui ont donné leur vie pour nous sauver, au nom des martyrs des camps de Ravensbrück, d'Auschwitz, de Buchenwald et de bien d'autres, de ceux et de celles qui meurent encore chaque jour, des souffrances endurées, de ceux et de celles qui vivront mais qui resteront à jamais meurtris dans leur chair, dans leur esprit et dans leur cœur, peuples alliés, nous vous crions : « Punissez, punissez, punissez. »

FIN

Copyright by « Le Monde Illustré » and Simone Saint-Clair.



RAVENSBRÜCK. — FACES BLEUES, PIEDS ENFLÉS, VOTRE HEURE A SONNE.

Illustration de France AUDOUL.

(1) Voir nos numéros des 19, 26 mai et 9 juin 1945.

LES LETTRES CETTE SEMAINE...

DE juin à octobre 1940, un homme bien placé pour tout voir et pour tout entendre, un parlementaire qui se trouvait à Bordeaux et qui fut le seul sénateur à bord du « Massilia », M. Tony Révillon, prenait des notes au jour le jour ; ce sont ces notes qu'il publie aujourd'hui, avec le juste sentiment qu'elles serviront à l'Histoire. En effet, l'historien n'a pas si souvent l'occasion de trouver réunies dans un même document la compétence, la probité et la modestie. « Mes carnets » (1) nous font pénétrer dans les coulisses du grand drame ; on y voit les acteurs, fermes ou flottants ; on entend les paroles qu'ils ont vraiment prononcées. Mais l'on admire surtout l'homme de foi qui n'a jamais vacillé et qui pouvait, le 11 août 1940, à ceux qui préféraient l'armistice à la continuation de la lutte, rappeler cette maxime de Vauvenargues : « La guerre n'est pas si onéreuse que la servitude. »

Il aura fallu quelques siècles pour démontrer toute la clairvoyance de la reine Elisabeth soucieuse de ne pas se brouiller avec Henri IV : « Quel que soit, disait-elle, le dernier jour du royaume de France, il aurait certainement pour lendemain la destruction de l'Angleterre. » M. Charles Petit-Dutaillis, dans « Le Roi Jean et Shakespeare » (2), nous donne un excellent tableau des temps elisabéthains. On voit comme la politique de la grande reine a pu s'étendre jusque dans les fictions shakespeariennes. On voit mieux encore ce qu'un créateur retient de l'histoire ou du travail de ses prédécesseurs. Certes, la vérité poétique n'est pas la vérité historique, mais c'est cette transposition qui la rend universelle ; et Jean sans Terre offrait à Shakespeare deux ou trois thèmes éternels : la naissance d'un crime, la libération d'un remords, le deuil d'une mère.

Ne quittons pas le théâtre. Il est encore temps d'examiner « les Deux Visages de Racine » (3) que nous propose M. Pierre Brisson. Le critique a voulu marquer, « un peu plus nettement qu'il n'est d'usage », la métamorphose de Racine après « Phèdre », et ce dessein lui aura fait délibérément négliger, en faveur des possédées et des monstres, ce qu'il y a déjà de noble, de pur, de religieux dans le Racine profane. On veut méconnaître ici l'héroïsme d'Andromaque, on s'interdit d'aborder Monime, on oublie que le système même de ce théâtre est d'opposer constamment à l'instinct des créatures douées d'une grâce divine. Mais il faut suivre M. Brisson dans ses préférences : nul n'a jamais mieux parlé de « Britannicus », de « Phèdre », d'« Athalie », avec une intelligence plus sensible ; et nul encore n'avait accordé à certains personnages secondaires, comme Eriphile ou comme Enone, cette place prépondérante. Quant au renoncement du poète, chacun de nous l'explique selon sa propre nature. J'ai tendance à croire, devant toute œuvre qui tend à la perfection, que les scrupules de forme deviennent tôt ou tard des scrupules de fond. Le silence de Racine n'est pas « un holocauste unique dans l'histoire des Lettres ». La poésie française devait répéter ce prodige, avec Arthur Rimbaud. Voilà deux bouches retentissantes qui choisissent subitement de se taire. Pourquoi ? N'auraient-elles pas répondu au même absolu ? Et où l'on constate, où l'on proclame la rupture de ces destinées, ne faudrait-il pas voir plutôt l'exigence et la continuité de deux grandes âmes ?

L'édition définitive des « Poésies » (4) d'Arthur Rimbaud, préparée depuis plus de vingt ans par M. Patrice Berrichon, vient enfin de paraître. Les poèmes, différemment ordonnés et présentés en quatre parties, semblent avoir été rangés chronologiquement. Regrettons seulement qu'un œil plus averti n'en ait pas revu les épreuves afin de relever, ici et là, un vers faussé par l'imprimerie ; et ne soyons pas surpris qu'il ait fallu attendre le retour de la liberté pour retrouver en librairie une telle charge de dynamite. Car le lyrisme de Rimbaud n'a rien perdu de sa violence, de sa puissance de révolte. Toute notre poésie militante s'amortit et se décolore devant un seul vers de « Paris se repeuple » :

Les boulevards qu'un soir combleront
[les Barbares.]

Et les mains de Jeanne-Marie reposent,
impérissablement :

Sur le bronze des mitrailleuses
A travers Paris insurgé !

Paul LORENZ.

(1) Odette Lieutier. (2) Gallimard. (3) Gallimard.
(4) Mercure de France.

LE MOYEN AGE ? C'ÉTAIT LE BON TEMPS !

UN mot peut suffire à désigner la Renaissance, elle n'a guère duré plus d'un siècle, mais le moyen âge, comment le faire tenir tout entier sous une seule dénomination ? On s'explique l'embarras des érudits lorsqu'il s'agit pour eux d'en prendre une idée d'ensemble ; ils ne savent comment dater leur point de perspective. Joseph Bédier était frappé de l'immense écart qui sépare le XI^e siècle, dépourvu de littérature, du XII^e où fleurirent les cours d'amour, les romans de chevalerie, les chroniques en vers, les fabliaux et la poésie courtoise. Du XI^e au XII^e, il y a une plus grande différence que du siècle de Charles d'Orléans à celui de Ronsard. Cela n'empêche pas les médiévistes de nous proposer du moyen âge des synthèses qui ne sont en réalité que des vues de l'esprit. Tel me paraît être le cas du livre que vient de publier Mme Régine Pernoud sous le titre : *Lumière du Moyen Âge* (chez Grasset).

On se doute que cette *Lumière* s'oppose aux fameuses *Ténèbres du Moyen Âge* chères aux romantiques, chères surtout aux classiques, car, si le moyen âge fut ignoré, méconnu et décrié, ce fut bien aux XVII^e et XVIII^e siècles. Une réaction très vive s'est produite depuis en sa faveur, réaction qui ne s'était jamais formulée avec plus d'assurance et de simplicité que sous la plume de Mme Pernoud. À en croire celle-ci, les mille ans du moyen âge auraient été un véritable âge d'or. Pas plus que les paysans de Virgile, les serfs de l'époque féodale ne connaissent leur bonheur. « La différence entre le servage et l'esclavage », prononce l'auteur, permet de saisir sur le vif l'opposition entre la société antique et la société médiévale puisque, au contraire de l'esclave, traité comme une chose, le serf est un homme, possédant famille, foyer, propriété et se trouve libre avec son seigneur lorsqu'il a payé sa redevance en échange de laquelle il est protégé contre le chômage, le service militaire et les agents du fisc... Fut-il jamais, je vous le demande, condition plus agréable que celle de serf ? D'ailleurs, tout le monde était heureux au moyen âge. Il régnait alors un optimisme dont, nous dit Mme Pernoud, aucune autre civilisation ne nous offre l'équivalent. Dans la philosophie, l'architecture, les mœurs du monde médiéval, partout éclatent une joie de vivre, une puissance d'affirmation devant lesquelles revient en mémoire le mot de Louis VII : « Nous autres, à la cour de

par André BILLY
de l'Académie Goncourt

France, nous n'avons que du pain, du vin et de la gaieté. » Puisque le roi de France était gai, tous les Français ne devaient-ils pas l'être nécessairement ?

Une organisation sociale exclusivement basée sur la famille et assurant au paysan protection et travail, l'immense considération dont celui-ci jouissait, au dire, du moins, de Mme Pernoud, l'esprit pratique et le sens du devoir des rois capétiens, une étroite localisation des guerres, réduites le plus souvent à de simples promenades militaires, l'ardente émulation qui régnait dans l'enseignement, les honneurs rendus au savoir, la littérature véritablement nationale qu'eut la France à cette époque privilégiée, la diffusion dont jouissait la poésie, une vision artistique bien supérieure à celle de l'antiquité, une science qui annonçait la nôtre par sa foi en l'unité de la matière, une vie urbaine très facile, très variée, très amusante, et qui ne manquait ni de confort ni d'hy-

giène, tels sont quelques-uns des traits dont se compose le tableau enchanteur habilement brossé par Mme Pernoud. Talleyrand s'est donc trompé : ce n'est pas sous Louis XV qu'on connut la douceur de vivre, c'est au siècle de l'invasion des Normands et à celui des Jacques...

Son parti pris d'admiration n'a pas empêché Mme Pernoud de commettre une omission grave : elle a passé presque complètement sous silence les acquisitions techniques du moyen âge. Aucune des façons d'agir et de penser de cette époque n'est restée pour nous réellement vivante. Seules, quelques-unes de ses inventions pratiques ont gardé toute leur valeur. Je n'en citerai que quatre au hasard : la poudre, le rabot, la selle et la brouette.

A propos de brouette... Mme Pernoud prend la peine de retirer une fois de plus à Pascal le mérite de l'avoir inventée. L'attribution à Pascal de la paternité de la brouette ne serait-elle pas l'œuvre d'un mauvais plaisant ? se demande-t-elle. Sans être pascaliste ni médiéviste, j'ai toujours entendu dire que la brouette de Pascal était la vinaigrette, sorte de chaise montée sur deux roues, dont l'auteur des *Provinciales* aurait perfectionné la suspension. Une autre explication de la même erreur tient dans la confusion qu'on aurait faite entre *brouette* et *roulette*, la roulette de Pascal n'étant pas celle des croupiers, comme d'aucuns le croient, et c'est encore là une légende, mais celle des géomètres.

HENRY CHARPENTIER NOUS PARLE DE MALLARMÉ

En publiant quelques poèmes inachevés de Mallarmé, on vient de réveiller le *Faune*, ce faune qui n'aurait pas vécu, comme on l'y a condamné, le seul espace d'un après-midi, si la Maison de Molière n'avait cru devoir refuser à Mallarmé, il y a quelque cinquante ans, ce poème dramatique écrit pour Coquelin aîné !

Proverbialement informée de ce que valent, sans plus, les saints du paradis, c'est à l'exécuteur testamentaire de Mallarmé, au secrétaire général de l'Académie qui porte son nom que je me suis adressée.

Par une heureuse inspiration, me dit Henry Charpentier, René Gas a décidé de nous rendre dans son intégralité, avec le *Dialogue des Nymphes* et le *Réveil du Faune*, ce grand poème inachevé. Il fallait que ces textes, dont on citait parfois des vers, fussent enfin fixés. Ils contiennent des beautés qui dépassent les perfections d'un moment et sonnent déjà d'un timbre mallarméen. Il est malheureusement trop fréquent que l'on prétende connaître les poètes sans avoir une idée exacte de leur œuvre. Et le bruit, hélas ! que font les contemporains autour d'un nom, pour dépasser quelque peu sans doute la cérémonie des obsèques, ne s'en éteint pas moins, finies les dernières oraisons de la messe de huitaine !

— Mais... la postérité ?

— Je ne conteste naturellement pas le sincère orgueil qu'elle éprouve au sujet de tous ceux qui enrichissent notre patrimoine littéraire. Mais est-il bien certain, dites-moi, que Baudelaire, subtil et, quoi qu'on en ait dit, chaste par un sens plus exquis de la perversité, est mieux compris aujourd'hui que de son temps ? Et Hugo, dont le talent fait oublier le génie, ne demeure-t-il pas pour



beaucoup un grand inconnu ? Chacun, je crois bien, emporte avec soi un secret bien gardé auquel il ne faut toucher qu'avec prudence et amour... D'avoir été raillé, ce fut, qui sait ! une chance véritable pour Mallarmé ! Car il y a je ne sais quoi qui risque de la déflorer dans cette glose de son œuvre. Était-il très utile d'ailleurs de la clarifier, de la décortiquer ainsi ? Et le lecteur pressé qui pense la découvrir en quarante-huit heures sait-il qu'en s'évitant une recherche lente il se prive aussi d'une joie sûre qui, pour ses premiers fidèles, dura de longues années ?

— C'est un grand...

— ...C'est, aux antipodes par exemple d'un Villon, d'un Musset, un grand artiste ! m'interrompt Henry Charpentier en prenant un virage, pour qui la pro-

sodie ne fut pas seulement un moyen technique d'expression, mais encore une source véritable d'inspiration poétique. Les mots, comme cela a compté pour Mallarmé ! Il n'est pas vrai, voyez-vous, que chacun parte dans la vie avec la même chance : la nature ne connaît l'égalité dans aucun domaine.

— Dommage !

— Pourquoi ? Il est heureux, quelle qu'en soit la raison, que les êtres ne se ressemblent pas — et vous voyez que mes préférences politiques ne m'empêchent pas de rester un individualiste convaincu ! L'essentiel est que chaque poète accomplisse son œuvre et résiste de son mieux, dans la mesure de ses faibles forces, bien entendu, aux assauts de la flatterie. Car le mal est là et l'explication de tant de reculs, d'errements, d'infidélités envers soi-même ! La réclame avilit toujours la beauté.

— Que lirons-nous bientôt de vous ?

— Les *Poèmes orphiques* viennent de paraître. Ce sont mes derniers poèmes. Quant à mon recueil collectif, *Ecumes du Caystre*, il sera bientôt publié et comprendra toute mon œuvre poétique, à l'exception des longs poèmes déjà recueillis dans *Odes et Poèmes* et actuellement en réimpression. Enfin, mes poèmes en prose, une cinquantaine environ, paraîtront ensuite sous le titre de *Cires perdues*. Mais pour en revenir à notre cher Mallarmé, laissez-moi vous annoncer la prochaine publication de fragments inédits... Voyez-vous, ajoute Henry Charpentier, il faut tout connaître de cet art mallarméen, hermétique parfois sans doute, mais toujours si essentiellement poétique et qui est, à l'image même de la vie, un mouvement, une poursuite, une fugue perpétuelle...

Claude CEZAN.



C'est samedi dernier à Colombes, devant 35.000 spectateurs, que l'équipe de France battit la Sélection britannique par 4 buts à 2 (3 à 1 à la mi-temps). Voici, ci-dessus, le premier but, amené par Aston. L'équipe française était composée de civils et de militaires, l'équipe anglaise de soldats de l'Army et de la R.A.F., dont huit internationaux de grande classe. Nos joueurs opérant avec ardeur, ils jouèrent avec le même cœur qu'à Wembley le 26 mai dernier, confirmant ainsi, avec leur cohésion et leurs progrès, le match nul qu'ils avaient réussi alors à obtenir (2 buts

SPORTS

UNE MAGNIFIQUE VICTOIRE DE NOS FOOTBALLEURS SUR LES BRITANNIQUES



Bihel et l'Anglais Lewis se disputent ardemment la balle. Bihel fut, avec Aston et Heisserer, le grand artisan de la victoire française. Chez les Britanniques, Pearson, Morteuser et Joy se mirent en vedette. Bihel marqua notre premier but, puis le quatrième, Heisserer le second et Aston le troisième. Il y avait longtemps que le football français avait été à pareille fête.



Le second but de la France, botté par Heisserer, était imparable. Notre équipe aura cette saison battu la Belgique 3 à 1, l'Anglais 4 à 2 et essuyé une défaite devant la Suisse 1 à 0. L'équipe B sur le Luxembourg, vainqueur des Belges par 4 à 0.



par Aston. Le gardien de but anglais Bly a plongé, mais trop tard. Il s'assura la balle dès le début, prenant ainsi la direction des opérations. Ils jouèrent avec le même cœur qu'à Wembley le 26 mai dernier, confirmant ainsi, avec leur cohésion et leurs progrès, le match nul qu'ils avaient réussi alors à obtenir (2 buts

LE SPORT FRANÇAIS AU TOURNANT

PARCE que les canons tout autour de nous se sont tus, parce que l'Europe et la France peuvent enfin reprendre, à l'usine, à l'atelier ou au champ, le cours de leurs travaux pacifiques, le Sport, chanson de gestes et geste social, retrouve dans la vie des hommes sa place légitime comme une nécessité.

La France — pour ne parler que d'elle — la France meurtrie par la guerre, n'a pas que des villes, des routes, des ponts ou des centrales à reconstruire, à refaire. Elle a aussi à refaire sa santé physiologique, à reconstruire sa race. La mort, les privations, les secousses morales causées par l'effrayant séisme l'ont atteinte durement dans sa chair. C'est un fait qu'elle avait déjà payé à la cause de la Liberté, entre 1914 et 1918, le plus lourd tribut du monde. Pourtant, son dernier sacrifice, tout en étant d'apparence moins sanglant, aura été plus grave encore.

Sans doute le nombre de nos morts et de nos blessés ne peut-il être comparé à celui du monstrueux holocauste d'il y a un quart de siècle. Mais la guerre d'hier aura usé à l'égard de la France d'une arme plus terrible, plus sournoise, plus maléfique que la mitraille : la faim. La faim organisée (qui aura, dans les camps de déportés, compromis la santé d'un million et demi de Français mâles dans la force de l'âge) ; la faim entretenue (qui aura privé d'aliments essentiels à leur formation la presque totalité des enfants de France).

Point n'est besoin de s'attarder à essayer de démontrer l'ampleur du drame. Il suffit d'ailleurs de regarder les déportés rentrant d'Allemagne ou de se reporter aux constatations médicales effectuées dans certaines écoles communales pour avoir de ce drame une idée précise. Or, ne l'oublions pas, l'avenir de la France était déjà en jeu, avant la guerre, du seul fait de la dénatalité. C'est assez dire que nous nous trouvons maintenant devant une situation d'autant plus grave que les éléments sur lesquels nous pouvions normalement compter, il y a cinq ans, pour remonter la pente fatale (en « quantité » si l'on veut), ont eux-mêmes perdu en « qualité » par suite des privations subies et que beaucoup d'entre eux ne parviendront jamais à recouvrer une force physique normale.

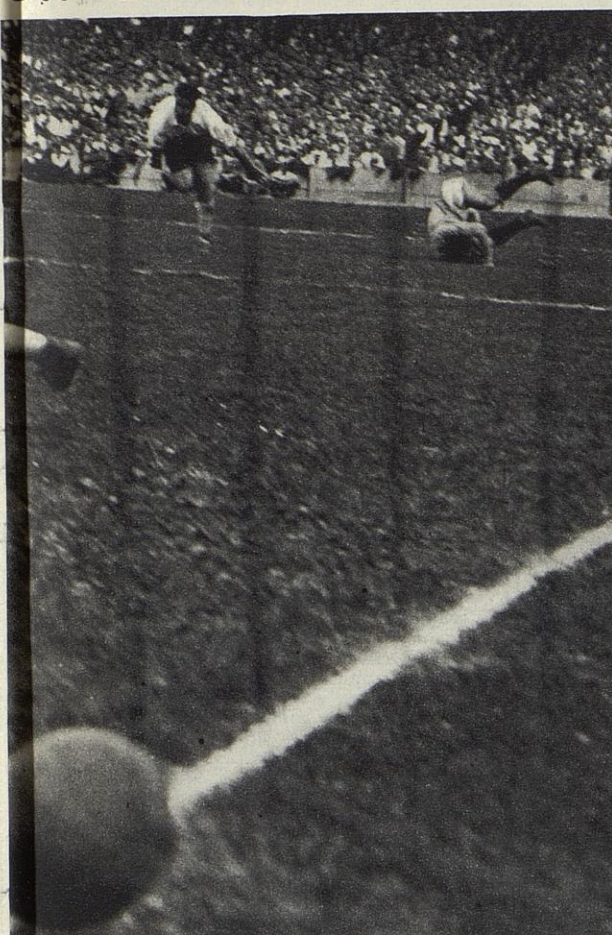
Certes, ceux qui vont prêchant la natalité ont raison de répéter au pays qu'il ne pourra maintenir sa position dans le monde que s'il parvient, pour le moins, à maintenir son chiffre de population. Mais le problème démographique français ne peut plus être résolu à coups de slogans ou de formules faciles. Il ne suffit d'ailleurs plus de dire que la famille française va être aidée, matériellement et moralement, comme elle ne l'a encore jamais été. Il faut, tout de suite, parce que l'avenir vrai de la France est là, se tourner vers la génération qui, entre celle ayant fait

la guerre et celle actuellement encore au biberon, comprend tous les gosses de 10 à 18 ans, garçons et filles ayant grandi dans le malheur et en ayant supporté tout le poids plus cruellement et plus dangereusement que tous les autres. A cette « génération-charnière », la première tâche — tâche d'Etat — sera de redonner la vie, c'est-à-dire la santé. La santé par la pratique du grand air, l'exercice physique médicalement contrôlé, le sport...

Entendons-nous bien : il ne s'agit pas de faire de cette jeunesse une jeunesse d'automates ou de champions au cœur hypertrophié. Il s'agit, en pensant qu'à l'heure où elle était en âge de discerner les choses, elle a ouvert les yeux sur un monde de barbarie, d'épouvante et de haine, de la ramener vers un meilleur équilibre moral et physique, vers le bonheur, la joie de l'action, vers la fraternité. Immense entreprise, certes ! Pour la conduire à bien, il faudra des dévouements sans nombre et aussi des moyens matériels puissants. Cherchons les premiers et créons hardiment les seconds. La France a besoin, comme un ballon d'oxygène, de terrains de jeux, de stades, de piscines : qu'elle se mette à l'œuvre sans plus tarder.

Nous savons, au sortir de cette guerre et par expérience, qu'une nation au tempérament sportif résiste mieux qu'une autre aux épreuves qui la peuvent secouer. L'Angleterre a fait de cette vérité une démonstration éclatante. Nous avons aussi appris que Sport signifie Liberté. Pendant quatre ans d'occupation, la France enchaînée a trouvé dans le sport son plus sûr moyen d'évasion. Jamais, les stades ne furent plus fréquentés que durant cette période. Et le résultat est aujourd'hui que ce pays qui a cruellement souffert, qui a si durement pâti de la faim, apparaît tout à coup, dans les compétitions internationales, avec un visage qu'on ne lui connaissait pas.

France-Suisse en boxe, France-Belgique, France-Luxembourg et surtout le double France-Angleterre en football nous ont montré un sport français rajeuni, plein d'ardeur, en quelque sorte mûri par l'épreuve. Dans ces rencontres, les athlètes français, réputés pour leurs exploits individuels, ont fait preuve d'un esprit d'équipe remarquable. Sans doute ne faut-il pas trop se leurrer sur les résultats acquis, en particulier sur ceux obtenus face aux équipes d'Angleterre de football. Mais il n'en demeure pas moins que le sport français apparaît, à leur suite, comme parvenu à un tournant. Nos représentants ont su « vouloir » et demeurer « unis ». Au bout du compte, ils eurent la victoire. Et peut-être que cette petite leçon vaut d'être méditée...



able. Notre équipe aura cette saison battu la Belgique 3 à 1, l'Anglais 4 à 2 et essuyé une défaite devant la Suisse 1 à 0. L'équipe B sur le Luxembourg, vainqueur des Belges par 4 à 0.



L'Anglais Wittingham menaçait nos buts, mais Aston intervint... Sur le résultat de samedi on peut dire que le football français est en progrès très net. Sans doute, les Anglais n'étaient-ils pas tous au point, puisque beaucoup d'entre eux apparurent comme visiblement à court d'entraînement. Mais notre équipe sut vouloir et elle réussit une magnifique performance.

Reportage de René MOYSET et d'Adolphe PICOCHÉ.

SHAKESPEARE : « ANTOINE ET CLÉOPATRE »

(à la Comédie-Française)

LE merveilleux spectacle ! On est tout de même fier de constater que c'est au Théâtre-Français qu'aujourd'hui les plus grandes audaces dramatiques peuvent se donner libre cours. Après *le Soulier de satin*, voici une nouvelle réussite qui soutient la comparaison avec les plus éclatantes entreprises étrangères. Hélas, elle se produit dans le moment même où M. Pierre Dux, l'administrateur général, lance un cri d'alarme très grave. Si on ne l'écoute pas, si on ne donne pas aux comédiens français une situation plus acceptable qui ne les oblige pas à désertir trop souvent la Maison de Molière pour les productions de cinéma, M. Dux menace de s'en aller. Peut-être l'aura-t-il fait quand paraîtront ces lignes. Mais on espère que les choses s'arrangeront. Le gouvernement de M. Dux, depuis la Libération, s'il a été exempt de toute histoire publique, a été ferme et heureux. Et maintenant, il termine sa saison par une création dont la perfection est tout bonnement admirable.

Admirable pour tant de raisons qu'il est difficile de les énumérer. Ah ! je vous vois sourire : l'auteur, me direz-vous. Naturellement, l'auteur. Nous en sommes pour cette année à la troisième pièce de Shakespeare. Après le *Roi Lear* (on a eu de l'ingratitude pour M. Dullin), après le *Songe d'une nuit d'été* (mieux adapté, mis en musique que joué), nous recevons de cette diversité géniale un nouveau message. Qui oserait prétendre que, de Shakespeare, ceci ou cela semble préférable ? C'est une œuvre où il n'y a pas à choisir. On ne choisit pas parmi les continents. Ou on le fait pour un climat plus convenable, pour l'agrément des mœurs qui y sont pratiquées. Il y en a qui s'intègrent aux mœurs de la féerie, et ils vont au *Songe*. D'autres à celles des passions humaines, et ils confondent leur petite histoire personnelle avec l'histoire de Roméo. *Antoine et Cléopâtre* a l'avantage de réunir au drame de la passion le drame même qu'il lui faut presque toujours accoler dans la vie des grands hommes : le drame de la puissance politique. Qui a, humaine-ment, la puissance de Cléopâtre ou de son triom-

phateur agenouillé ? A de certains moments la fragilité de la reine d'Égypte met en balance les forces du conquérant. Alors, on croit la reine rouée. Puis, dix répliques plus loin, on incline à penser qu'elle ne veut préserver que son amour, un amour pour lequel elle mourra. Toute l'œuvre est faite de cette prestigieuse hésitation qu'accuse avec un bonheur extrême la traduction de M. André Gide. A tout instant on est transporté par la pureté de la langue. En rentrant du théâtre, j'ai relu la traduction. Et j'ai compris comme la représentation animait un texte, comme est total le miracle de l'acteur quand cet acteur coupe sa phrase d'un geste ou l'allonge d'un soupir : la vie est dans cette césure, dans cette haleine suspendue.

Le Théâtre-Français n'a rien négligé pour faire de ce spectacle un enchantement complet. Il a eu recours à la musique. On ne séparera plus la partition de M. Jacques Ibert du texte qu'elle accompagne avec tant d'ampleur. Pour sa mise en scène, M. Jean-Louis Barrault a eu recours également à la danse. On sait, et surtout après *les Enfants du Paradis* (nous, nous le savions depuis certaine représentation lointaine de l'*Hamlet* de Laforgue et de la *Faim*) quel mime est M. Barrault. Il a fait danser sur la scène du Français la bataille navale d'Actium et le dernier combat d'Antoine et Octave. J'avoue que je n'approuve pas l'initiative en elle-même. Elle ralentit l'action, elle introduit une image visuelle, donc une explication, là où Shakespeare avait voulu faire descendre le rideau. Une bataille de théâtre a souvent plus de grandeur dans l'imagination. Ceci dit, M. Barrault lui-même qui mime un des combats nous a émerveillés par sa souplesse et par toute la poésie qui se dégage de ses gestes. Après avoir dansé, il reprenait modestement un rôle de second plan. J'aime ce détachement d'une vedette. Sans doute n'a-t-il plus cours qu'à la Comédie-Française. Il donne une extraordinaire homogénéité au spectacle. On s'aperçoit qu'au théâtre aucun rôle n'est secondaire. Cet enchevêtrement discret de talents sert du reste à mettre en valeur les acteurs principaux

de la tragédie, qui sont ici Mlle Marie Bell, M. Clari-ond et M. Chevrier. J'ai entendu des esprits chagrins entremêler un regret à leurs louanges. Celui-ci : " Mlle Marie Bell n'a point le physique de Cléopâtre. " Drôle de regret, avouons-le. Peut-on juger d'un emploi dont le modèle est cendre depuis deux mille ans et d'une tradition de théâtre que même la maigreur de Mme Ida Rubinstein ne put définitivement établir ? Mlle Marie Bell est ce qu'elle est : la passion sur la scène, la grandeur qui marche, avec une voix à laquelle le cœur le plus insensible résistera difficilement. Sur son lit de parade, où elle vit pour l'amour, elle a déjà la fascination des grandes mortes. Elle prépare son destin. J'ai rarement vu, dans un jeu de scène, se mêler aussi étroitement sans en avoir l'air le lyrisme de l'amour à l'incantation toute proche de la mort. M. Clari-ond est Antoine. Nous avons déjà dit ici ce qu'il faut penser de ce comédien parfait. Je n'ai pas vu de Max mais j'imagine qu'il était un Antoine déjà gagné par l'Égypte, lascif, orné, trop couvert de pierreries. M. Clari-ond a gardé à son personnage une allure romaine, et c'est bien plus émouvant. Il y a lutte visible entre l'homme rude du devoir et l'homme amolli. Avec une rudesse dé- ficiente, M. Chevrier joue le rôle de César-Octave, futur maître du monde, dur et sec, parlant de haut, traitant du cœur comme un amant traiterait des pier- res du chemin. Dans ce drame où la passion allume les yeux célèbres d'une reine, aspire le sang des armées, il promène la flamme jamais penchée de la raison et forme avec M. Clari-ond un contraste excellemment agencé. Décors et costumes de Jean Hugo. Le décor de la chambre royale où entrent et se déploient comme de longs serpents (peut-être annonciateur de l'aspic qui dénouera le drame) les lianes d'une nature exaspérée par sa fertilité, est diapré comme le fond des mers. Il s'oppose avec violence au décor de Rome, large, clair et précis et au décor des batailles, impi- toyablement nu. En bref, le travail de Jean Hugo encadre le texte d'une grandeur sans dorures, qui l'isole mais ne l'empêche jamais de s'humaniser.

RENÉ LAPORTE.

CINÉMA

FRED ASTAIRE DANS « A TOI, MA CHARMANTE... »

UN film que les Américains appellent *You were never lovelier* est devenu, pour les Français, *A toi, ma char- mante...* Je ne sais pas comment son- nent, pour des oreilles d'outre-Atlantique, les mots du titre anglais, mais il faut recon- naître que pour ce qui est du titre fran- çais, c'est gentil, sucré, pompadour ; et puis, cela ne trompe pas sur la marchandise, car le film ne vaut pas mieux.

C'est lui pourtant qui nous ramène Fred Astaire pour la première fois depuis cinq ans.

Mais que nous sommes loin des agréables divertissements où ce merveilleux danseur, avec Ginger Rogers, nous entraînait jadis dans une sorte de rêve musical et ryth- mique ! Je me souviens tout particulière- ment d'un certain film qui avait pour titre *Amanda* et qui représentait véritablement, dans le genre, une perfection. C'était, dans un scénario extrêmement bien construit sur une idée amusante, une délicate moquerie de la psychanalyse avec des notations pleines d'humour et de vérités humaines ; et tout cela, qui suffisait à faire une comédie char- mante, ne constituait en somme qu'un pré- texte, une monture brillante, à des chan- sons et des danses inoubliables. Il est vrai que tous les films de Fred Astaire et Gin- ger Rogers ne valaient pas celui-là, mais tout de même, en général, ils se tenaient et l'on était sûr d'avance de son plaisir.

Que nous sommes loin de tout cela ! Il y avait pourtant une petite idée dans le scénario de *A toi, ma charmante...* Ce père qui, voyant sa fille indifférente à l'idée du mariage, lui écrit « incognito » des let- tres d'amour afin d'éveiller sa sensibilité, voilà qui, avec un peu de finesse et d'hu- mour, permettait de retrouver certains ac- cents à la fois humains et fantaisistes d'*Amanda*. Mais on n'a rien retrouvé du tout et, dans toute sa pauvre longueur, le scénario de *A toi, ma charmante...* reste vide et flasque. Inutile d'en dire plus.

Le seul intérêt du film — qui, dans l'ensemble, est réalisé correctement, sans plus — ne peut donc résider qu'en Fred Astaire et sa partenaire.

Or, sa partenaire, ce n'est plus Ginger Rogers : c'est Rita Hayworth.

Non, vraiment, ce n'est plus Ginger Rogers...

Rita Hayworth — qui est belle — si on la voyait danser toute seule, sans doute dirait-on qu'elle danse très bien ; mais, à côté de Fred Astaire, elle ne peut cacher une seconde qu'elle a un corps qui pèse et qu'elle s'appuie sur le sol pour suivre, comme elle peut, son étincelant compa- gnon. Lorsqu'on voyait Ginger Rogers et Fred Astaire, c'était un seul être qui dan- sait, qui tournait, qui volait, qu'on admi-

rait, sans jamais dissocier l'un de l'autre ; et c'était merveilleux ! Rita Hayworth, au contraire, danse à côté de Fred Astaire bien plus qu'avec lui — et le charme est rompu.

Ajoutons qu'elle joue convenablement, mais d'une façon assez conventionnelle. Tout cela, encore, est bien loin du jeu aigu, sensible et plein d'humour de Ginger Rogers, à qui décidément l'on ne peut s'em- pêcher de penser constamment. L'héritage, il est vrai, était lourd.

Alors, il ne reste que Fred Astaire et il faut avouer que, pour une seule danse de

lui, cela vaut la peine d'avaler tout le film.

Le voici qui arrive dans le bureau d'Adolphe Menjou — une vieille connais- sance, lui aussi, qui joue toujours aussi bien — et comme Menjou lui demande ce qu'il vient faire, Fred Astaire, sans mot dire, amorce deux petits coups de claquettes et le regarde en souriant. Il est venu danser. Il y a là un bref instant suspendu avant l'apparition de la première danse — non seulement la première du film, mais, pour nous, la première de Fred Astaire depuis cinq ans — et ces quelques secondes s'em- plissent d'une émotion délicieuse. Alors, le miracle s'accomplit et ce petit homme comique et fluide, se déhavant lui-même de son poids, glisse à travers la pièce comme un oiseau d'acier. Tout en faisant techni- quement une satire, je crois, de la rumba, c'est bien plus que cela qu'il exprime : c'est avec une sorte de moquerie de lui-même ou une façon charmante de ne pas se pren- dre au sérieux, le plaisir innocent de vivre et la gentillesse de proposer son divertisse- ment aux autres comme la meilleure ma- nière de goûter les joies de la terre. Et lui, qui est aussi un comédien parfait et un chanteur excellent, voici qu'il dédaigne le chant et la parole, car il peut dire l'essen- tiel avec seulement le rythme et les mouve- ments de son corps. Cette allure, dans l'évolution des gestes entraînés par la mu- sique, c'est un personnage amical et joyeux, un être simple et pur qui se dessine sous toutes ses faces, un peu comme une image insaisissable de Picasso — et c'est pour nous un rêve qui s'en dégage, avec toute l'animation vivante de l'humour le plus frais.

C'est là, il faut le dire, la meilleure danse du film, mais tout de même, plus loin, on retrouve encore, à deux ou trois reprises, le charme étonnant du merveilleux danseur.

Si bien, qu'après tout — quoiqu'il soit fort dommage de voir revenir Fred Astaire dans un cadre aussi indigne de lui — on ne perd pas sa soirée en allant voir *A toi, ma charmante...*

Jean ROUGEUL.



UNE ATTITUDE DE FRED ASTAIRE ET RITA HAYWORTH DANS « A TOI, MA CHARMANTE... ».

BIR HAKEIM

PREMIÈRE ÉTAPE VERS LA VICTOIRE

par le général KOENIG

Dienststelle:		Heute:	
Spruch Nr.	Befördert am	19	Uhr durch
	Aufgenommen am	19	Uhr durch
	Erhalten am	19	Uhr
Zur Aufn. Spruch Nr.		von an	
Bemerkte:			
Abfahrende Stelle:	te Meldung	Ort	Tag Monat Stunde Minuten
	Abgegangen		
	Angelommen		
	An		
<p><i>Am die Truppen von Bir Hakeim.</i></p> <p><i>Weiterer Widerstand bedeutet unüberwindliches Blutvergießen. Ihr werdet dasselbe Schicksal erleiden, wie die beiden englischen Brigaden in Got Saleb, die vorgeraten demütigt wurden.</i></p> <p><i>Wir stellen den Kampf ein, wenn ihr unsere Flaggen senkt und ohne Waffen in die Hände übergeben.</i></p> <p><i>Rommel</i></p> <p><i>Gammelsdorf</i></p> <p><i>Recd. Ce 316 à 9h10</i></p>			

VOICI LA REPRODUCTION du troisième ultimatum adressé par le général Rommel au général Koenig à Bir-Hakeim, le 3 juin 1942, à 9 h. 10. Ce document fut remis par le général Koenig au général de Gaulle lors de la venue de celui-ci dans le Moyen-Orient. Ce fut le premier document de guerre signé Rommel qui soit alors parvenu aux mains des Alliés. Traduction : « Une résistance prolongée occasionnera une effusion de sang inutile. Vous subirez le même sort que les deux brigades anglaises qui ont été anéanties hier à Got-Saleb. Nous cesserons le combat si vous hissez le drapeau blanc et si vous vous rendez sans armes dans nos lignes. » Il n'y eut pas de réponse.

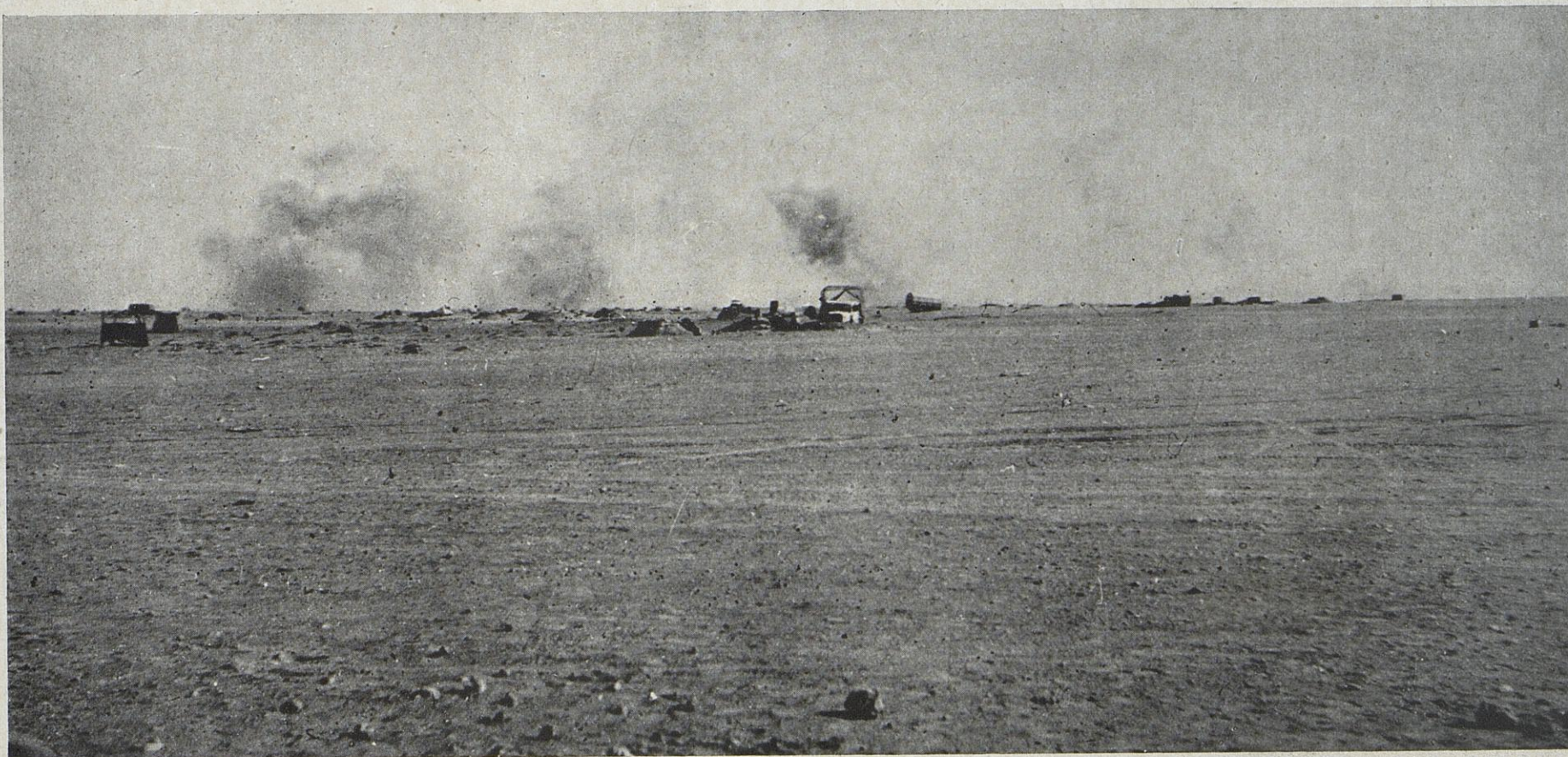
Déjà, depuis juin 1940, l'armée française, bien que battue sur le sol métropolitain, ne cessa jamais d'être présente sur les champs de bataille terrestres, maritimes ou aériens où les forces alliées se mesurèrent avec celles de l'Axe.

La participation française aux campagnes de Libye et de Cyrénaïque se situe obligatoirement dans le cadre très vaste des campagnes menées par la 8^e armée britannique dans le Western Desert. Ces campagnes furent ininterrompues à partir d'octobre 1940 jusqu'en fin 1942, date à laquelle la 8^e armée, quittant définitivement les territoires de Libye, Cyrénaïque et Tripolitaine, entra en Afrique du Nord par le Sud-Tunisien pour prendre la part que l'on sait à l'écrasement et à la capitulation totale de nos ennemis en mai 1943, aux portes de Tunis.

Dès juillet 1940, un bataillon français d'infanterie de marine avait été reconstitué en Egypte. Le noyau de ce bataillon était formé de volontaires d'un corps de troupes colonial, précédemment stationné dans l'île de Chypre. Autour de ce noyau, étaient venus se grouper des volontaires transfuges du Levant, ainsi que des Français habitant le Delta et qui refusaient d'admettre la capitulation. Ce bataillon fera partie de l'armée que le général Wavell lancera en 1940 à l'attaque des positions italiennes. Il sera présent à la première conquête de Sidi Barrani, puis de Tobrouk. C'est autour de Tobrouk que tomberont les premiers Français du Western Desert. A l'époque, ce bataillon combattra déjà à côté de la célèbre « Rifle Brigade », lorsque les Britanniques contraindront à la retraite le général Bergonsoli, en février 1941, et extermineront ses armées aux confins occidentaux de la Cyrénaïque. Ce bataillon, reconstitué, viendra rejoindre en avril 1941 une division française qui se constitue en Palestine sous les ordres du général Le Gentilhomme.

En décembre 1941, une division légère française, d'un type très voisin du brigade-groupe indépendant de l'armée britannique, mais beaucoup plus puissant en armes antichars lourdes, quitte la région d'Alep, de Damas et de Beyrouth, où ses éléments sont concentrés, pour gagner Le Caire, puis la région de Daba. A l'époque, la 8^e armée, après une série de combats extrêmement violents, vient de défaire l'Afrika Corps sur le plateau de Sidi Rezegh, de faire lever le siège de Tobrouk, d'enlever la position de Gazala qui verrouille la Cyrénaïque et de poursuivre, pour la seconde fois, l'ennemi jusqu'au golfe de Syrte.

Le commandement allemand, conformément à une tactique qu'il renouvellera sur les côtes de France en 1944, tente de laisser des garnisons assiégées dans les petits ports côtiers : c'est ainsi que Bardia et Soloum — la défense de ces derniers points englobant la célèbre passe d'Halfaya — conservent des garnisons allemandes et italiennes. Le commandement britannique cherche à détruire ces obstacles gênants qui coupent la grande route côtière. La division légère française reçoit l'ordre de participer à l'attaque de la position de Soloum-Halfaya. Elle monte en ligne en janvier 1942. Elle y voisine, pour la première fois, avec une brigade sud-africaine, qu'elle rencontrera souvent par la suite. Heureusement, ou malheureusement,



BIR-HAKEIM: A PERTE DE VUE, LE DESERT BRULE PAR UN SOLEIL DE FEU. SUR CE SOL INGRAT, LES FILS DE LA FRANCE LIBRE COUVRIRENT NOS DRAPEAUX D'UNE GLOIRE IMMORTELLE.



L'HOMMAGE SUR LE CHAMP DE BATAILLE AUX MORTS DE BIR-HAKEIM

BIR-HAKEIM (fin)

quatre jours après son arrivée et vingt-quatre heures avant l'attaque générale, l'ennemi, harassé par les tirs d'artillerie et les attaques de l'aviation alliée, se rend.

Dans l'intervalle, le commandement britannique, afin d'activer la constitution des approvisionnements pour continuer son offensive, a dégarni au maximum le front du golfe de Syrte et n'y maintient qu'un faible rideau de troupes, très mobile. Profitant de cette situation, le commandement ennemi lance une série d'attaques, qui ont pour résultat de ramener le dispositif allié sur la position de Gazala, du 15 janvier au 5 février environ.

Une bataille de 15 jours et de 15 nuits

Le 15 février, la division légère française reçoit l'ordre d'occuper le secteur sud de la position, au lieudit Bir-Hakeim, où elle relève une brigade d'une division anglaise de Londres. De février à mai 1942, les Français organisent une position extrêmement solide en défenses antichars. Autour et devant les 17 kilomètres du périmètre de cette position, 50.000 mines antichars sont disposées en champs étroits et serrés, puis en « marais » extrêmement vastes.

Les feux de toutes les armes sont ajustés avec soin. L'organisation du terrain est améliorée chaque jour. L'ensemble formera plus tard une excellente position contre les attaques de chars. Dans l'impossibilité d'établir des réseaux de fil de fer barbelés, la position sera toutefois médiocre, en cas de siège, contre les attaques d'infanterie.

Pendant la même période, ces forces françaises participent à de nombreuses colonnes mobiles, qui patrouillent sans arrêt l'immense no man's land qui sépare les positions alliées des positions ennemies. Les rencontres avec des patrouilles ennemies également motorisées ou blindées sont fréquentes. Elles servent à aguerrir nos hommes et à les entraîner à cette guerre du désert, très spéciale, et qui, par bien des côtés, s'apparente à la guerre sur mer : problèmes de direction, nécessité du renseignement permanent basé sur des réseaux de transmissions radio très vivants, emploi des ruses et contre-ruses, rapidité des réflexes de combat dès que l'ennemi est en vue, extrême mobilité.

Tandis que les préparatifs alliés sont poussés en vue d'une offensive ultérieure, des indices certains d'une attaque générale ennemie parviennent à la connaissance du haut commandement britannique et se précisent dans la première quinzaine du mois de mai 1942. Ce commandement décide donc d'attendre l'attaque adverse, de la recevoir sur des positions bien assises et établies en profondeur : on espère qu'après avoir malmené les corps blindés ennemis et leur avoir infligé des pertes sévères on pourra passer à la contre-offensive et développer, dans un gigantesque coup de filet, les divisions d'infanterie privées de leurs soutiens blindés. Dans ce plan, un rôle important est dévolu à Bir-Hakeim : il constitue le môle sud de la position de Gazala et sera le pivot autour duquel les escadres blindées du général d'armée Ritchie pourront manœuvrer et venir se ravitailler.

Le 27 mai 1942, à l'aube, le général Rommel se rue en effet, par le sud de la position de Gazala, sur les arrières de la 8^e armée. De toutes les hypothèses d'attaque envisagées, il a choisi la plus risquée, celle qui, en cas d'insuccès, deviendrait pour son armée un véritable suicide. D'entrée, il porte des coups très durs au dispositif ami, mais ne parvient pas à entamer le dispositif principal de défense. Devant Bir-Hakeim, isolé, comme prévu, dès le début de la bataille, l'affaire se présente très bien. La division italienne Ariete, chargée, on le saura plus tard, d'enlever la position le 27 mai dans la matinée, se lance à l'attaque de la face est de Bir-Hakeim. Elle est battue et repoussée après quarante-cinq minutes d'un combat très vif. Dans la soirée du 27 et les journées des 28, 29 et 30, les Français exécutent vigoureusement une mission secondaire qui consiste à gêner les communications adverses dans un rayon de 20 à 30 kilomètres autour de Bir-Hakeim. Cette partie de la mission est remplie avec grand succès et l'ennemi est obligé, en raison des pertes subies, d'allonger ses lignes de communication vers le sud de 60 à 80 kilomètres. Ceci ne manque pas de troubler considérablement le plan de ravitaillement de Rommel. Ce dernier, on le sent, paraît pris au piège. Tous les renseignements de combat concordent : au fur et à mesure que les heures passent, il est de plus en plus à court d'eau, d'essence et même de munitions. Tout semble se présenter selon les prévisions et l'heure de la contre-attaque tant attendue va probablement sonner.

Finalement, le 30 mai au soir, on a l'impression que Rommel cherche à se retirer de la nasse. L'ennemi laisse devant l'ensemble des positions françaises 43 chars et

8 auto-mitrailleuses certains, ainsi que de nombreux véhicules. Ses pertes probables sont sans nul doute très élevées.

Les communications avec l'arrière sont reprises. Un convoi quitte immédiatement Bir-Hakeim, emmenant vers l'est quelques centaines de prisonniers allemands et italiens ainsi que 600 hommes d'une brigade hindoue faits prisonniers le 27 mai au matin et recueillis ultérieurement par la garnison de Bir-Hakeim.

Malheureusement, les 29 et 30 mai, à quelque 25 kilomètres au nord de Bir-Hakeim, Rommel parviendra à ouvrir une ligne de communication est-ouest dans le champ de mines allié, retournant ainsi à son profit, par un coup de fortune qui ne se renouvellera plus jamais, une situation quasi désespérée.

Dès lors, la situation de Bir-Hakeim deviendra des plus précaires. Alors qu'une colonne française s'est déjà emparée le 1^{er} juin d'un important carrefour de pistes à 70 kilomètres vers l'ouest et doit revenir en toute hâte, l'ennemi commence le 2 juin au matin l'encerclement méthodique de la position. Contrairement à son habitude, Rommel n'agira pas immédiatement en force, car, s'il désire en finir rapidement avec Bir-Hakeim, il a toutefois besoin de conserver intact le maximum des forces pour détruire la 8^e armée et, du moins l'espère-t-il, parvenir jusqu'au canal de Suez. Jour après jour, il lui faudra pourtant engager de nouvelles troupes et, à partir du 7 juin, il aura concentré autour de Bir-Hakeim la célèbre 90^e division allemande, la division italienne Trieste, ainsi que la majorité de son artillerie lourde. Jour après jour, il lui faudra perdre des hommes, du matériel et surtout perdre du temps. C'est en cela que les troupes françaises de Bir-Hakeim auront peut-être servi au delà de leurs modestes effectifs.

Sommée à trois reprises de se rendre, la division légère française essuie dès lors, et en particulier à partir du 6 juin, des attaques répétées. L'aviation ennemie est devenue extrêmement active. Les 8, 9 et 10 juin, 500 à 600 avions par jour déverseront leurs bombes sur la position, qui subit des bombardements d'artillerie incessants.

Le commandement britannique encourage cette résistance. Pour la soulager, il déclenche plusieurs colonnes mobiles qui ne parviennent pas, malgré leur audace, à entamer les défenses ennemies, encore moins à faire lever le siège.

Le 9 juin, vers 17 heures, il fait demander au commandant de Bir-Hakeim comment il envisage d'évacuer la position qui tient en fait depuis quatorze jours et quatorze nuits. La défense de ce point n'est plus, en effet, essentielle pour le développement du plan de bataille qui a subi un cours imprévu. Il est décidé que l'évacuation aura lieu dans la nuit du 10 au 11 juin.

Depuis trois jours, les troupes françaises sont très fatiguées. Les nerfs ont été soumis à rude épreuve. Les deux dernières journées, il a fallu se rationner à un litre d'eau par homme et par jour, malgré la chaleur accablante augmentée par les incendies de véhicules ou de dépôts d'essence. La dernière nuit tombe sur un aspect de désolation. Les ordres de départ ont été donnés au dernier moment, afin de n'abattre l'ardeur de personne. A partir de 23 h. 30, la sortie s'effectue à travers les champs de mines inextricables. L'ennemi est rapidement alerté et un combat de nuit furieux s'engage pour franchir trois lignes d'investissement successives. Un moment, le commandement français peut croire qu'on ne passera pas. Peu à peu cependant, l'infanterie avance. Des résistances ennemies s'éteignent. A partir de deux heures du matin, la colonne des voitures, dans laquelle on emmène plusieurs centaines de blessés qu'on ne veut pas abandonner, s'ébranle. Les pertes sont lourdes. Des actes héroïques seront signalés, beaucoup d'autres resteront ignorés.

Les Britanniques sont au rendez-vous fixé, en un point du désert, à environ 15 kilomètres au sud-ouest de Bir-Hakeim. Ils s'empressent pour évacuer au plus vite leurs camarades français épuisés. Dans la soirée du 11 et la journée du 12 juin, ce qui reste de la division légère française se regroupe dans la région de Gambut où elle retrouve une autre brigade française récemment arrivée du Levant.

Par la suite, l'ensemble des forces françaises libres du Western Desert sera concentré dans la région du Caire et d'Alexandrie pour se rééquiper et recevoir un armement nouveau. Ces forces prendront part à la bataille d'El Alamein qui débuta dans la nuit du 24 octobre 1942.

Une brigade indépendante recevra la mission d'effectuer une diversion sur le point sud de la position ennemie, constitué du redoutable bastion de Himeimat. L'attaque sera menée avec une marche de nuit de 18 kilomètres en terrain sablonneux, comportant la traversée de deux champs de mines. Si cette diversion ne réussit pas complètement en raison des faibles effectifs engagés pour une

action d'une telle envergure, elle contribuera néanmoins à maintenir l'ennemi dans l'incertitude des plans réels du Field Marshall Montgomery, dont l'éclatante victoire doit être considérée à nos yeux comme le tournant décisif de la guerre sur le front occidental.

Plus au nord, une autre brigade des forces françaises libres prenait également une part active à la bataille et à la poursuite des forces ennemies débandées dans la partie sud du champ de bataille.

Regroupées en janvier 1943 dans la région de Tobrouk, ces deux brigades et une troisième brigade coloniale arrivée de Djibouti, ralliée au général de Gaulle, formaient une division complète du type armée britannique. Cette division quittera la région de Tobrouk le 18 avril 1943 pour gagner à marche forcée la Tunisie et prendre part aux derniers combats sur la terre d'Afrique.

Il serait puéril et sans doute malhonnête de vouloir mesurer l'importance de telles actions au nombre ou au poids des effectifs engagés.

Un fait est incontestable :

Grâce aux volontaires de la France libre, accourus à l'appel du général de Gaulle et groupés derrière lui, la France ne fut jamais absente de la bataille d'Afrique. Elle resta donc toujours en guerre : voilà un fait historique incontestable et gros de conséquences sur le plan international.

Du même coup, la France, par son armée, retrouvait le chemin de la victoire, abandonné momentanément en juin 1940. Quelle fierté pour ceux qui furent les artisans de ce rude mais beau travail ! Quel réconfort et quel encouragement pour les Français restés sous le joug de l'occupation ennemie !



SUR LE CHAMP DE BATAILLE DE BIR-HAKEIM, APRES LES COMBATS. LES GENERAUX DE LARMINAT, KENIG ET CATROUX.

JUGEMENT REVISÉ

sur l'œuvre de Georges BOUCHÉ...

Il est bon de réviser de temps en temps ses propres jugements, trop hâtifs ou trop personnels. Je confesse être resté longtemps insensible à la peinture de Georges Bouché. La mort de Bouché — survenue au début de la guerre — ne doit pas nous influencer outre mesure. Pourtant le fait qu'une œuvre est achevée doit nous porter à réfléchir. Aujourd'hui encore je parviens mal à démêler les intentions de cet artiste qui imposa toujours l'attention, l'estime, et même un peu plus. Mais notre manie d'analyser est souvent un danger.

Au premier abord, et même au second, cet art est déroutant. Cette épaisseur, ces couleurs « sales », cette matière boueuse, tout cela rebute, avouons-le. Puis peu à peu, le temps aidant, on aperçoit autre chose. Cette matière d'apparence compacte devient immatérielle, cette épaisseur acquiert une transparence singulière. Et, je ne parle pas seulement des sujets d'inspiration religieuse; tout dans cette œuvre apparaît éclairé d'une flamme spirituelle. Si l'on a entrevu cela, toute l'œuvre de Bouché en est transfigurée. Ses qualités picturales sont indéniables. Dans la lourdeur de cette pâte, on distingue une grande finesse, des correspondances, des accords très subtils; une certaine beauté secrète se révèle, presque en filigrane, un feu brûle derrière l'écran. Bouché n'est pas d'abord facile. Encore un Lyonnais, mais de la grande espèce, silencieux et voilé.

M^{me} Katia Granoff annonce l'exposition qui a lieu actuellement dans sa galerie, sous le titre modeste « Quelques toiles » de Bouché, sans doute pour ne pas donner l'impression d'une rétrospective. Ce n'en est pas une en effet. Mais par le nombre et surtout la qualité, cet ensemble nous donne une idée assez haute d'une œuvre trop tôt interrompue.

**

L'autre événement du jour me semble être l'importante exposition Quizet (Galerie G. Denis). Quizet, lui, est heureusement bien vivant, et fortement. Pendant de longues années, il a semblé se répéter, piétiner dans un domaine restreint. Sa palette demeurerait un peu terne et monotone. Ses sujets même (ces mêmes paysages de Montmartre traités de façon si pathétique par Utrillo), exposés de saison en saison dans les salons, ne paraissent rien apporter de bien révélateur, de bien « nouveau » au meilleur sens du terme.

Tout à coup, dans cette exposition, il semble que l'écorce craque sous le lent effort d'une poussée intérieure, et c'est un véritable jaillissement. Cette fois nous pouvons juger sur un grand ensemble d'œuvres récentes. Un Quizet, toujours le même et pourtant nouveau, nous apparaît, dont l'art s'est depuis quelques années élargi, amplifié. Ses sujets n'ont guère varié, il a pourtant étendu son royaume de Montmartre à Ménilmontant, à la Villette, au Pré-Saint-Gervais. Cela n'a l'air de rien, mais il y a beaucoup plus que des nuances dans ce « tragique » parisien, et je crois que la sombre poésie de ces lieux a directement inspiré Quizet. Il a trouvé pour les peindre un accent dramatique, une âpreté, un ton direct. Tels de ses paysages — la Passerelle au Canal de l'Ourcq, Ménilmontant, la Maison du bouffon rue de

Crimée, dix ou quinze autres — atteignent une incontestable puissance lyrique. Sa palette, restée sobre, s'est assombrie, et en même temps enrichie de nuances et de contrastes. Mais surtout son art a gagné en force et en profondeur.

On verra aussi, disséminées parmi les autres, une douzaine de toiles bien imprévues : forêts vierges aux profondeurs impénétrables, paillettes indigènes, profusion tropicale. D'où est venue à Quizet, au peintre des rues lépreuses, cette inspiration soudaine? Je l'ignore. On ne verra pas sans étonnement ces toiles dont l'exotisme est très différent de celui du Douanier. On verra aussi un portrait de l'artiste par lui-même, d'une vie et d'une intensité remarquables.

Fernand PERDRIEL.

GALERIES DE TABLEAUX

J. NITARD FILS
29, rue Saint-Ferréol, Marseille
Achat Collections et timbres rares

VITRINES PAUL PROUTE
74, rue de Seine (VI^e)
Mme Camille CHENOU
Du 1^{er} au 30 juin

GALERIE DROUANT-DAVID
52, faubourg Saint-Honoré
Sélection de Maîtres contemporains

GALERIE « SEPT », 7, rue Guénégaud
Trois peintres angevins
TRANCHAND, ANDRIEU, LE SENECHAL
Sculptures et dessins de RAGUENEAU
Jusqu'au 30 juin

PIERRE RENEVEY
174, faubourg Saint-Honoré
Cadres Anciens Modernes. Encadrement.

GALERIE « COULEUR DU TEMPS »

9, rue Arsène-Houssaye
Paris. Car. 37-18
Ensemble d'œuvres de :
BRIANCHON, CERIA, LAPRADE
MARQUET, H. DE WARAQUIER-PUY
Ouvert de 14 h. à 19 h.

GALERIE DE L'ORFÈVRE CHRISTOFFLE
12, rue Royale. « Formes d'Aujourd'hui ».
Meubles, Tapisseries, Objets d'Art.
Vernissage le 22 juin.

PHILATÉLIE



J. NITARD FILS
29, rue Saint-Ferréol, Marseille.
Achat collections et timbres rares.

C'est avec une profonde douleur que le monde de la Presse et du Livre a appris la mort tragique à Stuttgart, à la suite d'une attaque de typhus et alors qu'il revenait d'un camp de concentration allemand vers la France, de M. Rolph Luginbuhl, « Philippe » dans la Résistance.

Agé de 27 ans, issu d'une famille suisse, Rolph Luginbuhl était le fils du directeur général de la Société Desfossés-Neogravure qui imprime cette revue.

A sa famille cruellement éprouvée, *Le Monde Illustré* présente ses condoléances sincères avec l'assurance de sa vive sympathie.

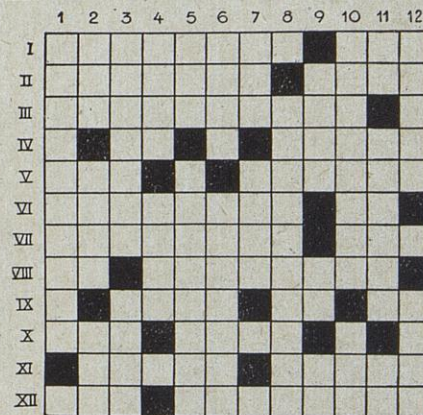
NOS MOTS CROISÉS

par Max FAVALELLI

PROBLÈME N° 14

HORIZONTALEMENT. — I. Fait attendre l'acquittement. — Attention on tourne! — II. Une moitié que l'on est assuré d'avoir entière. — N'a pas l'esprit très vif. — III. L'emploi d'or en assure une très bonne. — IV. Champ de Mars ou Grenelle. — Facile à soulever. — V. Prend soin des robes. — Que serait-ce si la puce ne l'était pas! — VI. N'aime pas les notes élevées. — Désespère John s'il vient de Mary. — VII. Fait stopper le chaland qui passe. — Augmente ses effectifs en cours de route. — VIII. Note. — S'échangent entre intimes. — IX. Ne peut se plaindre d'un manque de correction. — D'un auxiliaire. — Pronom. — X. Courbe la tête s'il est trop riche. — C'est Joseph qui réalise ses ambitions. — XI. Plus sérieuse lorsqu'elle est double. — Les Français lui assurent, par expérience, une durée sans limite. — XII. N'est pas fait d'un seul coup. — Fait perdre l'équilibre.

VERTICALEMENT. — 1. Un corps où l'on ne néglige pas l'âme. — 2. Droit s'il est anglais. — Gibet pour gendarmes. — En pépète. — 3. Inspira Liszt. — Fort peut servir de modèle au faux-monnayeur. — 4. Matière grasse. — Suit le règlement. — 5. Possessif. — Cheveux de Vénus. — 6. Grossissent en montant. — Rend le solitaire poli. — 7. Fleuve. — N'a plus cours chez le charcutier. — 8. Gagne surtout avec les bons numéros. — 9. Celui du monde est symbolique. — Note. — Rien ne le sépare du nu. — 10. Est toujours articulée. — O Jupiter faites que son règne arrive! — 11. Sur le calendrier. — Un passage difficile. — Blanc donne un noir. — 12. Se met dans le lit. — Ne descend jamais au-dessous de zéro.



SOLUTION DU PROBLÈME N° 13

HORIZONTALEMENT. — I. Bachot, Saïga. — II. Amour, Forçat. — III. Lerne, Rue, Do. — IV. Neige, Clou. — V. Vie, Lame, Iur. — VI. Rn, Alliables. — VII. Editeur, Ol. — VIII. Est, Quête. — IX. Extérieur, Om. — X. Elinvar, Qi. — XI. Merle, Oremus. — XII. An, Entête, Ee.

VERTICALEMENT. — 1. Balèvre, Emma. — 2. Ame, Index, En. — 3. Corne, Ister. — 4. Hune, Attelle. — 5. Oreille, Rien. — 6. Galurin. — 7. Frémir, Evoé. — 8. Sou, Ea, Quart. — 9. Arc, Bourrée. — 10. IC, Lille. — 11. Gadoue, Toqué. — 12. Atours, Emise.

RUBRIQUE FINANCIÈRE

Banque de Paris et des Pays-Bas

L'Assemblée ordinaire tenue le 30 mai et présidée par M. Louis Wibratte, Président du Conseil, a approuvé les comptes de 1944. Le mandat d'Administrateur de M. Charles Rist a été renouvelé. L'Assemblée a en outre confirmé la nomination faite à titre provisoire par le Conseil de M. Jules Aubrun comme Administrateur pour six ans.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

L'Assemblée générale s'est tenue le 30 mai, sous la présidence de M. P. de MOUY, Président du Conseil d'Administration.

Toutes les résolutions ont été adoptées à l'unanimité.

Les bénéfices de l'exercice 1944 se sont élevés à 68.225.548 francs contre 83.097.111 en 1943.

Le dividende a été fixé à 47,50 par action. Il sera mis en paiement dès le 31 mai, sous déduction des impôts, au Siège de la Société, 29, boulevard Haussmann, à Paris et dans toutes les Agences contre présentation des certificats ou du coupon n° 32 des actions au porteur.

Le dividende net s'élève à :
Actions nominatives. Fr. 33.60
Actions au porteur déposées 18.50
en C. C. D. V. T. 10.15
Actions au porteur non déposées en C. C. D. V. T. 10.15

COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN.
CHAUNY & CIREY

L'Assemblée générale ordinaire du 4 juin courant a approuvé les comptes de l'exercice 1944, ainsi que les rapports du conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes. Les résultats de l'exercice se soldent en perte et ne comportent pas de distribution de dividende. L'Assemblée a adopté toutes les résolutions proposées par le Conseil et a notamment autorisé celui-ci à procéder en une ou plusieurs fois à l'émission d'obligations jusqu'à concurrence d'un maximum de 500.000.000 de francs. M. le Baron Thenard a été réélu Administrateur.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

A vendre : 1^o Terrain lib. locat. à **VILLIERS-sur-Marne** (S.-et-O.), contenance : 1.970 m² env.
2^o Prop^{ri}é dénommée **« La Madone »**, sise à **ANTIBES**. Maison lib. loc. jard. cultures florales oliviers. Cont^{ée} : 15.000 m² env. Ecr. : M. Perrette, 184, boul. Péreire, Paris.

Vous qui avez la chance

de posséder un

Chassis Vitrex

(article contingenté)

Vous pouvez le réparer
s'il est abîmé en y
collant une pièce comme
à une chambre à air



Demandez conseil
et notice I. M. à

Société Vitrex

48 bis, r. Lafayette
PARIS

LYON - Boîte Postale 128

89^e Année - N° 4312.

LE MONDE ILLUSTRÉ

Hebdomadaire paraissant le jeudi

16 Juin 1945.

DIRECTEUR : Pierre NAQUET

COMITÉ DE RÉDACTION : François de CLERMONT-TONNERRE et Henry CLAIR

RÉDACTEUR EN CHEF : René MAINE

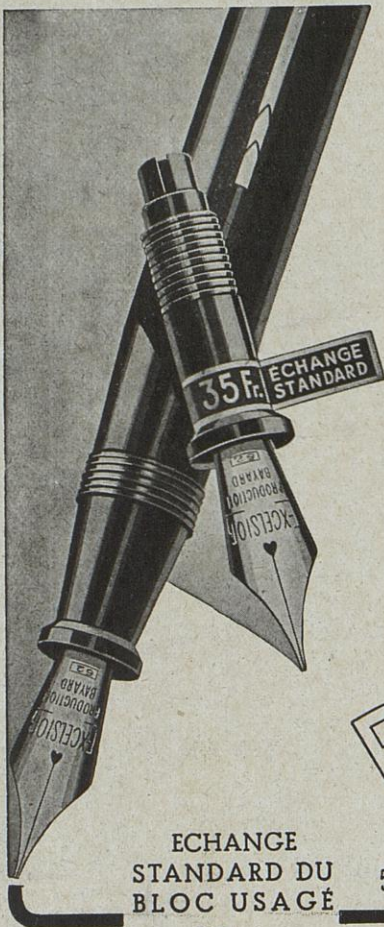
RÉDACTION -- VENTE -- ABONNEMENTS
69, Quai d'Orsay — Tél : Invalides 19-44 - 67-48 - 80-37
Abonnements : 6 mois : 700 frs -- 3 mois : 370 frs

SERVICE DE PUBLICITÉ DU "MONDE ILLUSTRÉ"
12, Rue d'Anjou - PARIS VIII^e - Téléphone : Anjou 04-80
7, pl. Antonin-Poncet - LYON (Rhône) - Tél. : Franklin 55-25

Compte Chèques Postaux Paris : 4-116-52

Le bloc de rechange

SOLUTION ÉPROUVÉE



L'EXCELSIOR
met 2 bonnes plumes
à votre disposition,
interchangeables
en quelques secondes
grâce au bloc
de rechange.

EXCELSIOR
STANDARD
250 Fr.
EXCELSIOR
LUXE
350 Fr.

EXCELSIOR
DE
BAYARD
le stylo
sans reproche

ECHANGE
STANDARD DU
BLOC USAGÉ
35 Fr.

584

PUBLICITÉ



"ils" reviennent!

A l'appel du
Gouvernement,
3 grandes Œuvres privées :
★ Le Comité National de
l'Accueil
★ L'Entr'aide Française
★ La Croix Rouge Française
unissent leurs efforts.
Ceux qui rentrent enfin
attendent de chacun de nous
un grand élan de solidarité.

Tendons-leur des mains
fraternelles

R

ETOUR A LA FRANCE

SOIT VRAIMENT LEUR

ETOUR A LA VIE



MERCIER FRERES

MAISON FONDÉE EN 1828

AMEUBLEMENT - DÉCORATION

ANCIEN — MODERNE

PARIS - 100, Faubourg Saint-Antoine - PARIS

Roffignac

LA
MARQUE



que porte le bon
COGNAC

SANTÉ
BEAUTÉ
DES
CHEVEUX



XOUR

SPÉCIALISTE DES SOINS DU CHEVEU




aujourd'hui
comme hier... comme demain

EXTRAIT DE CAFÉ FOUQUET


café - café au lait - entremets - glaces

9, rue de l'Estrapade - PARIS (V) - Tél. : DANton 68-96

LES MEILLEURS CRUS DE S^T EMILION
sont récoltés ou
sélectionnés par...



Jean Jacques
GALHAUD
Propriétaire-Négociant à
S^T EMILION



248

*L'avenir au
Rasoir Electrique*

*SANS SAYON. SANS CRÈME NI EAU. SANS LAMES



*Rasez vous de près, à sec,
avec*
CADILLAC
LE RASOIR ÉLECTRIQUE DE QUALITÉ



FABRIQUÉ EN FRANCE PAR SOCIÉTÉ CENTRAVENTE
SERVICES COMMERCIAUX : 5, rue de la Renaissance, Paris, 8^e - ÉLY. 10-86.
Fabrication strictement contingentée

1 **BON** de 960^f c'est... **UN TABLEAU NOIR**



2 **BONS** c'est... **UNE TABLE D'ÉCOLE**



26 **BONS** c'est... **UNE SALLE D'ÉCOLE**



Pour
**reconstruire
les écoles**
détruites par la guerre

SOUSCRIVEZ DES
BONS DE LA LIBÉRATION
A INTÉRÊT PROGRESSIF ET REMBOURSABLES DÈS LE 6^e MOIS
"Bons pour vous, bons pour la France"

VOITURE D'ENFANT
FRANCIA...
VOITURE QUI VOUS PLAIRA...



Tous les jeux et jouets

69, RUE DE CLICHY • PARIS

10, PUBLICITÉ 33, RUE DE CLICHY



Prôme 3 marque une étape nouvelle dans l'art de la parfumerie.
Il apporte à la toilette de la femme et de l'homme élégants, le complément
tant souhaité d'une essence fraîche et tonique, aux discrètes senteurs de lavande.



LES PARFUMS DU CHEVALIER
D'ORSAY

